# RAPPORT FINANCIER 2015

# SOMMAIRE


- ORGANES SOCIAUX DE GROUPAMA BANQUE ..... 1
- RAPPORT DE GESTION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION ..... 3
- RÉSOLUTIONS VOTÉES PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ..... 67
- COMPTES CONSOLIDÉS ..... 69
- RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS ..... 140
- COMPTES SOCIAUX ..... 142
- RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS SOCIAUX ..... 179
- RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES ..... 181
- FILIALES ET PARTICIPATIONS AU 31 DÉCEMBRE 2015 ..... 183
- RÉSULTATS FINANCIERS DE LA SOCIÉTÉ AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES ..... 184

## ORGANES SOCIAUX DE GROUPAMA BANQUE

### Au 10 février 2016

**Conseil d'administration**

Michel L'Hostis
*Président*

Michel Lungart
*Vice-Président*

Guy Lavigne
*Administrateur*

Franck Offredi
*Représentant Groupama SA*

Pierrette Lévêque
*Représentant Groupama Gan Vie*

Denis Roumegous
*Représentant Groupama Centre Atlantique*

Gérard Joalland
*Représentant Groupama d'Oc*

Francis Thomine
*Représentant Groupama Rhône Alpes Auvergne*

Brigitte Castellucci
*Représentant Groupama Méditerranée*

**Comité d'audit et des risques**

Michel L'Hostis
*Président*

Michel Lungart
*Représentant Groupama SA*

Gérard Joalland
*Représentant Groupama d'Oc*

Guy Lavigne
*Administrateur*

Pierrette Lévêque
*Représentant Groupama Gan Vie*

### Au 31 décembre 2015

**Conseil d'administration**

Michel L'Hostis
*Président*

Michel Lungart
*Vice-Président*

Guy Lavigne
*Administrateur*

Franck Offredi
*Représentant Groupama SA*

Pierrette Lévêque
*Représentant Groupama Gan Vie*

Gérard Ropert
*Représentant Groupama Loire Bretagne*

Gérard Joalland
*Représentant Groupama d'Oc*

Francis Thomine
*Représentant Groupama Rhône Alpes Auvergne*

Brigitte Castellucci
*Représentant Groupama Méditerranée*

**Comité d'audit et des risques**

Michel L'Hostis
*Président*

Michel Lungart
*Représentant Groupama SA*

Gérard Joalland
*Représentant Groupama d'Oc*

Guy Lavigne
*Administrateur*

Pierrette Lévêque
*Représentant Groupama Gan Vie*

## ORGANES SOCIAUX DE GROUPAMA BANQUE

### Au 10 février 2016

**Comité des rémunérations**

Michel L'Hostis
*Président*

Francis Thomine
*Représentant Groupama Rhône Alpes Auvergne*

Franck Offredi
*Représentant Groupama SA*

Brigitte Castellucci
*Représentant Groupama Méditerranée*

**Direction générale**

Bernard Pouy
*Directeur général*

Philippe Lefeuvre
*Directeur général délégué*

### Au 31 décembre 2015

**Comité des rémunérations**

Michel L'Hostis
*Président*

Francis Thomine
*Représentant Groupama Rhône Alpes Auvergne*

Franck Offredi
*Représentant Groupama SA*

Gérard Ropert
*Représentant Groupama Loire Bretagne*

**Direction générale**

Bernard Pouy
*Directeur général*

Philippe Lefeuvre
*Directeur général délégué*

**RAPPORT DE GESTION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 10 FEVRIER 2016**


**1. L'environnement économique en 2015 ..... 5**

**2. Le développement des activités ..... 6**

2.1 La banque des particuliers ..... 6
2.2 La banque privée ..... 10
2.3 La banque des professionnels et des entreprises ..... 10
2.4 la banque du groupe et des institutionnels ..... 11
2.5 Les activités de trésorerie ..... 11
2.6 Développement des partenariats ..... 12
2.7 L'actualité des filiales ..... 13

**3. Les principaux chantiers en 2015 ..... 14**

**4. La gestion des ressources humaines ..... 16**

4.1 La gestion des effectifs ..... 16
4.2 Les relations sociales ..... 16
4.3 Intéressement et participation ..... 17
4.4 Rémunérations ..... 17

**5. Les comptes consolidés ..... 18**

**6. Les comptes sociaux ..... 19**

**7. Affectation du résultat ..... 20**

**8. Les événements postérieurs au 31 décembre 2015 ..... 20**

**9. La gestion des risques ..... 21**

**10. Responsabilité sociale et environnementale ..... 21**

**11. Autres informations réglementaires ..... 21**

11.1 Répartition du capital social de Groupama Banque ..... 21
11.2 Actionnariat salarié ..... 22
11.3. Délégations en matière d'augmentation de capital ..... 22
11.4 Sociétés contrôlées par Groupama Banque ..... 22
11.5 Prises de participations et de contrôle ..... 22
11.6 Délai moyen de règlement des fournisseurs ..... 22
11.7 Financement de micro-crédit ..... 22
11.8 Les activités de recherche et de développement ..... 22
11.9 Rendement des actifs de la société calculés en divisant son bénéfice net par le total de son bilan ..... 22
11.10 Informations sur les implantations et activités, inclues dans le périmètre de consolidation dans chaque état ou territoire ..... 23
11.11 Conventions dites « réglementées » ..... 23

**12. Les perspectives ..... 23**

**Annexe 1 :** Mandats et fonctions exercés par les mandataires sociaux dans toute société au cours de l'exercice 2015

**Annexe 2** : Tableau des résultats de la société au cours des cinq derniers exercices

**Annexe 3** : Responsabilité sociale et environnementale

L'année 2015 a été marquée par une forte croissance des encours de crédits de près de 18% pour la banque commerciale. Cette performance, supérieure à l'objectif, a été atteinte grâce à une production record de crédits à la consommation par les conseillers commerciaux des caisses régionales et par une production de plus de 125 millions d'euros de crédits par les partenariats signés avec d'autres institutions de la place.

Concernant les dépôts, l'objectif de Groupama de collecte d'un milliard d'euros en assurance vie et en épargne bancaire a été atteint : la Banque a collecté 326 millions d'euros d'épargne. Ainsi la baisse de l'excédent de ressources sur emplois, qui était un objectif essentiel pour la Banque en 2015, étant donné les taux historiquement bas, a atteint le niveau attendu, 176 millions d'euros contre 348 millions d'euros à fin 2014.

Le développement de la Banque Privée s'est intensifié, en coopération avec les CGP des caisses régionales : près de 251 millions d'épargne financière ont été collectés, démontrant l'intérêt d'une telle offre pour les épargnants. Les performances de gestion de l'année ont été supérieures aux benchmarks.

Le développement a été soutenu sur les autres marchés avec une progression de 12% des financements aux exploitants agricoles, une bonne progression des encours de crédits accordés aux entreprises et aux coopératives et le lancement d'une offre pour les collectivités locales.

Groupama Banque a été retenue par le groupe pour la gestion des certificats mutualistes : Groupama Rhône Alpes Auvergne a commencé à émettre ces certificats au dernier trimestre. En outre, au terme d'un appel d'offres, la Banque a été également retenue par le groupe AG2R-La Mondiale pour gérer ses certificats mutualistes.

L'année 2015 restera marquée par les travaux menés pour répondre à la consultation d'Orange qui souhaite un partenaire pour lancer, début 2017, une offre de banque mobile innovante. Le 4 janvier 2016, Orange et Groupama ont annoncé être entrés en négociations exclusives. Ce projet constitue une remarquable opportunité potentielle de développer une nouvelle offre de banque mobile.

De fait, l'année 2016 sera consacrée à deux plans d'actions principaux : le développement des activités bancaires avec Groupama et Gan d'une part et la poursuite de la préparation du projet avec Orange.

## 1. L'environnement économique en 2015

En Europe, face au risque de déflation, la Banque Centrale Européenne a décidé d'intensifier sa politique d'assouplissement monétaire avec la mise en place d'un programme de rachat d'actif (quantitatif easing) de 60 milliards d'euros par mois prévu jusqu'en mars 2017 et accompagné d'un élargissement du profil des actifs éligibles aux achats de la BCE ainsi qu'un taux dépôt abaissé à -0,30% en décembre.

La volonté affichée par Mario Draghi de faire passer le bilan de la BCE à 1 500 milliards illustre les nombreuses difficultés qu'a affronté la zone euro et plus largement l'Europe cette année: menace du Grexit, retournement des cycles de taux en avril, ralentissement de l'économie chinoise, chute du prix de l'énergie, crise politique en Grèce, au Portugal, en Ukraine et en Espagne, défi migratoire et menaces terroristes. Ce soutien monétaire a aussi accentué la dépréciation de l'euro. De plus, l'affaiblissement généralisé des taux d'intérêt mondiaux ainsi que la restructuration de certains secteurs (comme l'énergie ou l'industrie pharmaceutique) ont favorisé un record de transactions en fusions acquisitions.

L'année 2015 aura également marqué un tournant historique aux États-Unis, après 10 années de politique de taux bas, puisque la Réserve Fédérale américaine a décidé d'amorcer un resserrement monétaire de manière graduelle. La Fed considère que l'économie américaine a montré en 2015 une réelle amélioration, notamment avec le retour au plein emploi, et qu'elle arrivera à générer des hausses de salaire suffisantes malgré les pressions négatives sur les prix. Elle a semblé faire abstraction des conditions extérieures, notamment des forts mouvements de volatilités des bourses asiatiques et de la chute des cours de pétrole (-47% entre mai et décembre 2015).

D'importants épisodes de volatilités ont sévis tout au long de l'année. Ces mouvements ont été nourris par les anticipations des politiques monétaires et ont bousculé les marchés : le CAC 40 qui signe une performance sur l'année de +8,53%, affichait un pic de +23,6% en avril à 5 283 points. Les plus fortes baisses ont été accusées par des sociétés très exposées aux pays émergents et aux matières premières. À l'inverse, les valeurs exposées au dollar, comme l'aéronautique et celles exposées à la reprise en zone euro, comme l'automobile et les équipementiers (malgré l'épisode Volkswagen d'octobre 2015), ont bien performé.

La reprise économique a été modérée en France (+1,1%) avec cependant un regain sur le troisième trimestre 2015 porté par le rebond de la production manufacturière (+0,3% après -0,6%) et par l'activité dans les services marchands (+0,6% après +0,3%). Cependant, le taux de chômage progresse légèrement de +0,2% à 10,2%. La dette est en légère augmentation passant de 95,6% au quatrième trimestre 2014 à 96,9% au troisième trimestre 2015.
L'OAT 10 ans a connu également une volatilité surprenante, notamment avec un violent mouvement à la mi-juin 2015 affichant un taux de 1,36% (contre 0,34% en avril) pour finir en décembre autour de 0,94%.

Dans le secteur bancaire, la collecte nette pour le livret A et le LDD, sur les 11 premiers mois de 2015, a été négative de 11,68 milliards d'euros. Cette désaffection pour l'épargne règlementée est liée à la faiblesse du taux servi (0,75% actuellement).

## 2. Le développement des activités

La banque commerciale a connu un fort développement de ses activités de crédit : les encours ont progressé de 298 millions d'euros (contre 93 en 2014) dont 152 millions en crédits à la consommation, 71 millions en financements immobiliers et 12 millions en crédits aux professionnels. Plus d'un tiers de cette progression, soit 125 millions d'euros, est issu d'accords de partenariats, deux tiers des réseaux Groupama-Gan.

De son côté, la collecte brute d'épargne bancaire, avec 342 millions d'euros, a atteint les objectifs fixés par le groupe soit 33% de la collecte globale, qui s'est élevée cette année à 1,017 milliard d'euros. Les encours d'épargne ont ainsi progressé de 126 millions d'euros.

L'équilibre emplois - ressources s'est amélioré : l'excédent de ressources ne s'élève plus qu'à 176 millions d'euros contre 348 à fin 2014.

### 2.1 La banque des particuliers

La banque des particuliers affiche un fort développement des encours de crédit à la consommation : la production des Désirio a atteint le chiffre record de 528 millions d'euros décaissés pour un objectif de 465 millions. La production de Désirio a ainsi bondi de 18,9% par rapport à 2014 (391 millions).

Sur l'année, les encours de crédit à la consommation progressent de 151,2 millions.

En ce qui concerne les financements immobiliers, l'alignement des taux sur ceux du marché et le démarrage d'un partenariat avec le courtier Meilleur Taux ont permis de renouer avec la croissance des encours de 48 millions pour la clientèle des particuliers.

Pour l'épargne bancaire, les résultats sont conformes à l'objectif : la collecte nette s'est élevée à 137,1 millions d'euros, en repli piloté de 65% par rapport à 2014.

L'activité des comptes et les encours moyens ont progressé.

#### Une année record pour les crédits à la consommation

La production de Désirio, après quatre années de recul, a repris sa croissance, avec un nombre de crédits octroyés record : 51 421 crédits Désirio ont été décaissés en 2015, contre 36 208 en 2014, soit une progression de 42%.

Cette hausse s'explique par la conjugaison de différents facteurs :

- L'attention portée par les réseaux à la distribution des crédits Désirio ;
- Le renforcement de l'accompagnement de la Banque : mise en place de challenges, de conférences téléphoniques, de formations en présentiel, et poursuite des opérations Fil Rouge ;
- L'attractivité de l'offre tarifaire : taux d'appel à 1,90% ;
- Le soutien publicitaire télévisé pendant deux temps forts.

Au 31 décembre, les encours de crédits Désirio atteignent 818 millions d'euros contre 665 millions d'euros, en progression nette de 153,4 millions d'euros, contre une progression de 47,5 millions en 2014.

Le taux moyen des encours de Désirio a reculé tout au long de l'année, au fur et à mesure de l'amortissement des anciennes générations, mais s'est maintenu au-dessus de 4% jusqu'en décembre où il atteint 3,94%.

Pour sa part, le crédit renouvelable Compléo enregistre une baisse du nombre d'ouvertures : 1 327 souscriptions ont été réalisées, soit 35% de moins qu'en 2014.

Les encours, par l'effet des réutilisations, ne diminuent sur l'année que de 1,5 million d'euros pour s'établir au 31 décembre à 13,9 millions d'euros.

## Reprise du développement des encours de crédits immobiliers

Le contexte de taux est historiquement bas : à fin décembre 2015 il était possible d'obtenir des taux de crédit de 1,50% à 10 ans (contre 1,75% fin 2014), de 1,90% à 15 ans (contre 2,05%) et de 2,60% à 25 ans (contre 2,70%).

Groupama Banque a aligné ses barèmes pour relancer la production.

À fin 2014 les encours s'établissaient à 442 millions d'euros. L'année 2015 a permis de renouer avec la croissance de la production : les encours étaient de 490 millions à fin 2015.

La baisse des taux de rémunération de l'épargne et la concurrence que se livrent les établissements financiers encouragent les remboursements anticipés qui sont passés de 38,9 millions en 2014 à 86,5 millions en 2015.

Fin 2015, le taux moyen des crédits immobiliers s'établit à 2,65%.

## L'épargne bilancielle en croissance contrôlée

Entre fin décembre 2014 et fin décembre 2015, la croissance des encours de dépôts de la banque des particuliers s'est ralentie comme souhaité : ils n'ont progressé que de 8,7% contre 22% en 2014.

Ils atteignent désormais 1,7 milliard d'euros, soit une augmentation de 137 millions par rapport au 31 décembre 2014.

En 2015, 38 733 nouveaux comptes, comptes d'épargne ou comptes courants, ont été ouverts.
L'encours moyen par compte a légèrement progressé : il s'élève à 2 987 euros contre 2 661 euros à fin 2014.

La collecte brute des Élancio « Particulier » s'est élevée à 226,4 millions. Compte tenu de l'amortissement des encours des précédentes générations, les encours Élancio n'ont progressé sur l'année que de 80 millions pour atteindre 759,4 millions fin 2015, contre 679,6 millions fin 2014.

Une analyse a été réalisée sur le sort des 2 377 Élancio de la première génération datant de 2011, arrivés à terme au 31 décembre 2014, et représentant 13,4 millions d'euros. Un an après l'échéance, alors que le taux d'intérêt servi est celui du CSL, plus d'un tiers des encours sont toujours présents au bilan de la Banque.

Les encours des comptes d'épargne non réglementés ont légèrement progressé : ils s'élèvent à 516 millions soit 41 millions de plus que fin 2014. C'est notamment le résultat des opérations d'animation comme les opérations commerciales de taux boosté pendant 3 mois sur les reversements.

Les encours des livrets réglementés, Livret A, LDD, LEP, PEL-CEL, sont quasiment stable.

Enfin les comptes à vue voient leurs encours progresser de 23 millions d'euros du fait de la croissance de l'encours moyen.

Tous produits confondus, le coût moyen des ressources reste stable.

## L'épargne financière reste stable

La détention d'épargne financière en comptes titres et PEA est restée stable, tant en volume qu'en valeur. Au 31 décembre 2015, la Banque totalise 12 890 comptes titres ordinaires et plans d'épargne en actions.

En revanche, les campagnes de produits ouvrant droit à des avantages ISF et IR menées par les réseaux spécialisés ont enregistré une hausse de 9% avec 12,8 millions d'euros collectés soit 1,5 million de plus qu'en 2014.

La gamme s'est enrichie de deux SCPI fiscales (Malraux et déficit foncier) qui ont collecté 3,3 millions, d'une holding ISF et d'une Sofica.

La collecte en FIP-FCPI est restée stable avec 8,5 millions d'euros contre 8,3 en 2014.

## L'offre SCPI est bien installée dans les Caisses régionales Groupama

Les ventes de SCPI ont atteint 11,5 millions d'euros sur le périmètre Groupama, contre 10,3 millions d'euros en 2014.

De leur côté, les mandataires de Gan Patrimoine, après deux années de forte croissance ont privilégié les ventes de « pierre physique » à celles de « pierre papier » : leur production de parts de SCPI a chuté, passant de 64,3 millions d'euros en 2014 à 37,2 millions d'euros en 2015 (-42%).

Au 31 décembre, 48,8 millions d'euros de souscription étaient enregistrés contre 74,6 en 2014 et 49,2 sur la même période en 2013.

## La Banque au quotidien

La stratégie de conquête des nouveaux clients via l'épargne et le crédit continue d'entraîner un ralentissement du nombre d'ouvertures de comptes bancaires : en 2015, la Banque a ouvert 4 467 formules bancaires, contre 4 664 en 2014 et 8 025 en 2013.

Au 31 décembre 2015, la Banque dénombre 263 775 comptes bancaires pour la banque des particuliers et la banque privée.

En 2015 la Banque a mis en place une offre promotionnelle d'activation des comptes bancaires par la domiciliation de trois prélèvements, progressivement relayée par les réseaux, qui a contribué à la progression de deux points du taux d'activité des formules bancaires : celui-ci est passé de 23% fin 2014 à 25% fin 2015.

## Progression du nombre de clients

Au 31 décembre, la banque des particuliers dénombre 524 844 clients contre 522 815 fin 2014, soit 2 029 clients de plus en un an.

Cette croissance est le fruit des campagnes publicitaires Désirio du 1er semestre qui ont généré du trafic en agences Groupama, tant de sociétaires que de prospects.

## Le Centre de Relations Clientèles a gagné en productivité et en efficacité

En 2015, le Centre de Relations Clientèles a répondu à 408 992 appels, soit 85,87% des appels reçus.

Le taux d'appels traités a fortement évolué sur l'année avec les deux campagnes publicitaires télévisées qui mettaient en scène l'offre Désirio : il est ainsi remonté de 83,4% au 1er semestre à 89% au deuxième semestre.

À partir de mi-avril 2015, les conseillers commerciaux de Groupama Loire Bretagne ont eu accès aux outils de souscription bancaires sans avoir besoin de recourir au Centre de Relations Clientèles, ce qui a réduit le nombre d'appels.

L'agence Premium, mobilisée pendant les Temps Fort commerciaux pour épauler le Service client, enregistre un taux d'appel servis de 87,3%.

Les ventes ont battu des records et dépassé le chiffre de 20 000, 16 000 au Service client et 4 000 pour l'agence Premium.

Les ventes ont porté principalement sur les Désirio (5 000), les Compléo (3 000), les activations (4 700) et l'équipement en Banque au Quotidien (5 500).

La qualité des réponses apportées au téléphone a été saluée par l'enquête annuelle de satisfaction réalisée par le cabinet INIT (88% des clients ayant contacté le Service clients sont satisfaits, contre 84% en 2014). La Banque s'est classée seconde au classement du concours inter-entreprises du « meilleur service client de l'année » dans la catégorie « banques à réseau ».

Dans ce classement, grâce également à la 1ère place obtenue pour les réponses apportées sur les réseaux sociaux, le Service client de la Banque passe, tous canaux de contacts confondus, du 4ème au 2ème rang de sa catégorie.

## Développement des connexions à l'application mobile

En 2015 deux nouvelles versions successives de l'application « groupamabanque.mobile » ont été déployées. En progression de 20% par rapport à l'année précédente, le nombre de « visiteurs uniques » atteint désormais 15 000 par mois, chaque client l'utilisant en moyenne 1 jour sur 2.

L'espace client bancaire internet est quant à lui utilisé 6 fois par mois par plus de 100 000 clients « visiteurs uniques ».

En conclusion, en 2015, la banque des particuliers a su réorienter son activité sur le développement des crédits, stabiliser les encours et le coût de l'épargne, réduire l'excédent des ressources sur les emplois, augmenter l'activité des comptes bancaires et battre son record de ventes directes.

Son offre de produits et services continue à séduire ceux qui la connaissent et l'utilisent :

- Pour la dixième année consécutive la Banque s'est vue décernée par le magazine « Les dossiers de l'épargne » six labels d'excellence pour ses produits ;
- Les clients sont à 92% satisfaits (moyenne des banques françaises 88%) et prêts à la recommander à 84%.

## 2.2 La banque privée

Avec près de 260 rendez-vous en 2015 auprès de clients et prospects patrimoniaux des Caisses régionales, le développement commercial de la banque privée s'est intensifié.

Cette forte activité commerciale des banquiers privés a permis de collecter sur l'année plus de 16 millions d'euros d'épargne et d'assurance-vie non gérée et de mettre en place plus de 31 millions d'euros de gestion sous mandat. L'activité crédit s'est fortement accrue, notamment par le développement de partenariats, 57 millions d'euros de financement ont été accordés au cours de cette année.

À côté de l'activité propre des banquiers privés, un challenge commercial de Gestion sous mandat lancé dans le réseau des CGP/CFI des caisses régionales a permis de collecter plus de 40 millions d'euros d'actifs en gestion dans des PEA, des portefeuilles titres mais surtout au sein du contrat d'assurance vie Premium de Groupama Gan Vie.

Cette réussite confirme le renforcement de la banque privée auprès des réseaux.

Les performances de gestion arrêtées au 31 décembre affichent des résultats nettement supérieurs aux benchmarks : +10,74% pour les PEA, +8,30% pour les profils dynamiques, +4,83% pour les profils équilibrés et +1,78% sur les profils prudents.

Ce dynamisme commercial a permis une hausse du PNB de 7% malgré la faiblesse des taux.

## 2.3 La banque des professionnels et des entreprises

En 2015, les encours de dépôts des exploitants agricoles se sont contractés de 10 millions d'euros, pour atteindre 257 millions d'euros, en raison des difficultés rencontrées par les clients du fait des aléas climatiques dans certaines régions et des difficultés structurelles de certaines filières.

En fin d'année, l'encours des crédits aux exploitants agricoles atteint 119 millions d'euros. La part des crédits FMA, Financement de Matériel Agricole, représente un tiers de la production, avec une prépondérance de petits montants, soit un montant moyen de 18 000 euros par crédit décaissé en 2015.

Les travaux de construction d'un score pour le FMA sont en cours pour une livraison au premier trimestre 2016. Cela permettra d'accélérer le développement de ces concours dans les Caisses régionales puisque dans un même temps l'outil de souscription a été amélioré et sera accessible en saisie directe par les conseillers commerciaux dans un outil d'aide à la vente.

Le développement s'est poursuivi sur le marché des entreprises et coopératives agricoles. Les encours de crédits progressent pour atteindre 294 millions d'euros. La production s'élève à 95 millions d'euros.

Afin de permettre un accroissement des flux et du PNB, l'outil d'échange des flux (EBICS TS) a été déployé pour la majorité des clients concernés, ce qui permet de leur apporter un service de qualité.

Au second semestre, la Banque a mis en place une offre de financement pour les collectivités locales. Les Caisses régionales ont confirmé leur intérêt en adressant à la Banque des fichiers ciblés des collectivités locales assurées à Groupama : les 10 premiers financements ont été mis en place.

## 2.4 La banque du groupe et des institutionnels

Le PNB des activités de banque des entreprises du groupe s'établit à 20,6 millions d'euros pour l'année 2015 en baisse de 8% par rapport à l'année précédente.

Cette baisse est principalement due à la fin de relation de conservation, à compter de fin juin, des fonds d'une société de gestion qui a décidé d'externaliser son middle office et la fonction dépositaire, métiers dans lesquels la Banque n'a pas souhaité se développer, et a donc confié également sa conservation à un autre établissement.

L'activité des moyens de paiement est restée stable avec 58,6 millions d'opérations. Les flux en montants sont en léger retrait à 47,8 milliards d'euros contre 51,2 milliards d'euros en 2014. Les opérations par chèque ont baissé de 9%, cette année encore. Le prélèvement reste le moyen de paiement le plus utilisé, avec plus de 37,5 millions d'opérations. Le PNB généré par cette activité est stable à 10 millions d'euros.

Les encours en conservation au 31 décembre 2015 sont en très légère baisse de 1,9% à près de 81 milliards d'euros, contre 82 milliards fin 2014. Le nombre d'opérations traitées poursuit sa baisse à près de 24 754 contre 27 375 en 2014. Le PNB généré est stable à 10,1 millions d'euros.

En 2015, les chantiers auront concerné le déploiement de la télécollecte auprès de toutes les entités métropolitaines, la poursuite des actions de dématérialisation avec l'objectif de la suppression de tous les envois papier.

L'enquête qualité de fin d'année a confirmé un niveau de satisfaction global toujours élevé à 94%.

## 2.5 Les activités de trésorerie

Dans un environnement économique toujours incertain, la BCE a intensifié sa politique de taux accommodante. Son taux de dépôts est passé de -0,20% à -0,30% tirant ainsi les taux

courts vers le bas. Les courbes de taux se sont pentifiées, les taux longs remontant légèrement sur l'année 2015. La Banque a dû également gérer la forte volatilité constatée sur les marchés de taux d'intérêt.

Dans ce contexte, le département trésorerie et marchés de capitaux a réalisé un résultat comptable de 11,3 millions d'euros au 31 décembre 2015, en retrait par rapport à l'année 2014.

Ce résultat a été obtenu par une augmentation des actifs gérés de 1,42 milliard d'euros en début d'année à 1,71 milliard d'euros à fin décembre 2015, du fait notamment de l'augmentation des soldes des comptes des entités du groupe.

Le principal enjeu de l'année 2015 a été de placer la trésorerie de la Banque sur des actifs à rémunération positive sans toutefois trop allonger les échéances et en gardant une politique prudente de sélection des émetteurs.

La répartition des actifs reste équilibrée puisque l'encours des titres souverains, supranationaux, de collectivités locales et d'agences est passé de 785 millions d'euros fin 2014 à 810 millions d'euros fin 2015. Dans le même temps, l'encours des titres bancaires a augmenté pour s'établir à 884 millions d'euros, alors que l'encours de titres corporate a diminué de 70 à 27 millions d'euros.

Ces actifs de qualité sont à 55% émis par des émetteurs français et à 84% par des émetteurs notés au minimum « A » par Standard & Poors. La détention de ces titres permet à la Banque d'atteindre un ratio de liquidité (LCR) de 88% pour une contrainte de 70% en janvier 2016 : ces titres sont, pour l'essentiel, mobilisables immédiatement à la BCE.

Afin de diversifier ses ressources longues, le département trésorerie et marchés de capitaux a participé aux troisième et quatrième TLTRO (Targeted Long Term Refinancing Operation) de la BCE pour un montant de 529 millions d'euros portant ainsi le montant total à 606 millions d'euros, sur une durée conditionnelle de 3 ans, jusqu'à septembre 2018, au taux de 0,05%.

L'encours d'émission de CDN et de BMTN a baissé, par rapport à fin 2014, à 86 millions d'euros.

## 2.6 Développement des partenariats

Afin de réduire l'excédent de ressources sur les emplois, sans freiner la collecte d'épargne par les réseaux du Groupe, le Comité Exécutif Groupe avait souhaité, en décembre 2014, que la Banque établisse des partenariats avec d'autres entités.

La Banque a établi ces partenariats dès les premières semaines de 2015.

Plusieurs types de partenariats ont été conclus : un partenariat avec Unilend, l'un des leaders du crowdlending en France dans le domaine des TPE et PME, un partenariat avec plusieurs agences du courtier Meilleurtaux en région parisienne, des accords avec des banques patrimoniales et des opérations avec de grands établissements pour des syndications ciblées bien garanties.

Au final, en 2015, Groupama Banque a mis en place 125 millions d'euros de crédit en veillant attentivement au respect d'un couple rentabilité/risque satisfaisant.

## 2.7 L'activité des filiales

### Groupama Asset Management

Les encours à fin décembre 2015 s'élèvent à 91,8 milliards d'euros, en hausse de 0,3 milliard d'euros par rapport à fin décembre 2014.

Les encours hors Groupe diminuent de 0,1 milliard d'euros, en raison d'une décollecte de 0,5 milliard d'euros et des effets marchés positifs pour 0,4 milliard d'euros. Les encours groupe augmentent de 0,5 milliard d'euros sous le double effet d'une décollecte de 1,6 milliard d'euros et des effets marchés positifs pour 2,1 milliards d'euros. L'encours des cessions temporaires de titres reste stable.

Le résultat brut d'exploitation s'élève à 36,4 millions d'euros, en hausse de 2,4 millions d'euros par rapport à fin décembre 2014. Cette augmentation est liée à la combinaison des évènements suivants :

- Un chiffre d'affaires net de 122,6 millions d'euros, en hausse de 1 million d'euros, caractérisée par :
  - (i) une augmentation des frais de gestion fixes de 7,1 millions d'euros,
  - (ii) une hausse des frais de gestion variables de 1,1 million d'euros,
  - (iii) une baisse des commissions de mouvements de 2 millions d'euros (s'expliquant par une forte diminution de l'activité à partir d'avril 2015, malgré une reprise sur les deux derniers mois),
  - (iv) une hausse de 0,3 million d'euros des revenus des prestations d'ingénierie financière,
  - (v) une hausse des rétrocessions versées, venant en déduction des revenus, de 5,5 millions d'euros, essentiellement liée à l'augmentation des encours UC et des encours d'Épargne Salariale ;
- Des charges d'exploitation de 87,2 millions d'euros, en baisse de 1,1 million d'euros ;
- Un résultat financier de 0,9 million d'euros, en hausse de 0,2 million d'euros.

Sur cette base, le résultat net au 31 décembre 2015 s'établit à 23,5 millions d'euros, en hausse de 1,2 million d'euros par rapport à fin 2014 (soit +5%).

### Groupama Immobilier

En 2015, les émissions de loyers totalisent 102 millions d'euros, en baisse de 7 millions d'euros par rapport à 2014 (soit -6,4%), principalement dû en raison des libérations intervenues courant 2014.

Le chiffre d'affaires net de commissions au 31 décembre 2015, au titre des activités de gestion immobilière et patrimoniale, s'élève à 19,8 millions d'euros d'honoraires contre 17,9 millions d'euros au 31 décembre 2014, soit une progression de 1,9 million d'euros.

Compte tenu d'un niveau de charges en augmentation de 1,4 million d'euros, le résultat d'exploitation est néanmoins en progression de 0,2 million d'euros et s'élève à +2,8 millions d'euros pour l'année 2015.

Le résultat courant avant impôt ressort à 2,9 millions d'euros, intégrant notamment la rémunération du prêt mis en place fin 2013 entre Groupama Immobilier et Groupama SA.

Le résultat net 2015 s'établit à 1,7 million d'euros, stable par rapport à celui de 2014.

### Groupama Épargne Salariale

Malgré un développement commercial mesuré avec 799 entreprises nouvelles, soit une baisse de 11% par rapport à 2014, le niveau de la collecte brute de 146,7 millions d'euros est supérieur aux attentes et en hausse de 12% par rapport à 2014, notamment à la suite des versements de l'intéressement et de la participation des salariés du groupe.

L'évolution positive de la Bourse au 1er semestre contribue également à l'accroissement des encours de 8,3% sur l'année, pour atteindre 1,089 milliard d'euros au 31 décembre 2015.

Ainsi, le produit net bancaire ressort à 10,2 millions d'euros, en hausse de 6% par rapport à 2014 si l'on exclut la subvention d'exploitation de 1,3 million d'euros versée par Groupama Banque en 2014. Cette bonne performance provient essentiellement de la hausse des commissions de gestion nettes de rétrocessions, soit +15%, directement liée à la hausse des encours.

Les droits d'entrée nets de 731 milliers d'euros sont en baisse de 3%, la perte d'un important client fin 2014 n'étant pas totalement compensée par les versements des salariés du Groupe qui ne donnent pas lieu à rétrocessions ; les frais de tenue de compte de 2,8 millions d'euros sont en légère baisse pour la même raison.

Les charges d'exploitation, hors coût du risque, atteignent 9,8 millions d'euros, en diminution par rapport à 2014 ; les effets de l'externalisation de la gestion de la tenue de compte continuent à influer positivement sur ces frais de gestion et de structure. Le coût du risque est positif de 55 milliers d'euros, par rapport à une charge de 77 milliers en 2014, à la suite d'une campagne de relance des impayés qui a porté ses fruits.

Le résultat net est positif de 480 milliers d'euros sans subvention d'exploitation, à comparer à une perte de 430 milliers d'euros en 2014 avant subvention.

Cet exercice 2015 est ainsi bénéficiaire pour la première fois depuis la création de Groupama Épargne Salariale en 2003.

L'équilibre financier devrait perdurer en 2016 et les années suivantes, à la faveur de nouvelles actions commerciales en direction des réseaux de distribution et de la poursuite de la maîtrise des frais généraux.

## 3. Les principaux chantiers en 2015

### Mise en œuvre des nouvelles réglementations

La recherche des clients inactifs ou égarés constitue toujours une action prioritaire. Les efforts soutenus de la Banque ainsi que l'automatisation d'un certain nombre de requêtes sur les bases clients ont permis d'identifier à la fin de l'année 2015 les détenteurs de 170 000 euros d'avoirs en épargne bilancielle ou en titres.

Dans le domaine de la Banque au quotidien, les clients sont maintenant informés avec 14 jours de préavis de la perception de certains frais bancaires.
Un dispositif de simplification de la mobilité bancaire pour les clients a été défini.

Dans le domaine de l'épargne, des travaux significatifs de poursuivent pour la mise en œuvre de la réglementation FATCA (Foreign Account Tax Compliance Act) et la préparation de la nouvelle réglementation AEOI (Automatic Exchange Of Information) concernant les déclaratifs de résidence fiscale et l'échange des données concernant les avoirs en épargne des résidents fiscaux étrangers. Ces travaux continueront de faire l'objet d'une communication régulière aux réseaux, notamment pour satisfaire à ces réglementations dans le cadre de la souscription des produits d'épargne.

Dans le domaine du crédit, les obligations réglementaires liées à la substitution de l'assurance emprunteur par une assurance externe sont satisfaites. Les travaux ont débuté sur la préparation de la mise en œuvre de la Directive européenne relative au crédit immobilier.

Enfin, dans le domaine financier, les travaux engagés en 2014 se sont poursuivis en 2015 pour se conformer à la réglementation Bâle 3 avec l'industrialisation des reportings, pour préparer la mise en œuvre de la nouvelle réglementation concernant le système unifié de reporting financier (SURFI).

## Certificats mutualistes

Pour Groupama, la commercialisation des certificats mutualistes a débuté le 1er décembre 2015 avec la Caisse régionale Groupama Rhône Alpes Auvergne.
Le lancement a été un succès tant sur le plan commercial que celui du fonctionnement de l'ensemble des chaînes de souscription et de gestion.

Le déploiement des certificats mutualistes par les caisses régionales est prévu en 2 vagues : juin et septembre 2016.

Concernant le groupe AG2R-La Mondiale, les travaux de spécifications sont achevés dans le calendrier prévu. Les travaux de préparation des systèmes de souscription, de gestion et de reporting seront achevés pour un lancement pilote en octobre 2016.

## Projets d'amélioration continue de la qualité de service et de la productivité

La définition ou la poursuite de nombreux projets visent à améliorer la productivité de la Banque, de la souscription par les réseaux et simplifier les relations entre Groupama Banque et ses clients.

Concernant la qualité du service :

- Des libellés correspondants aux prélèvements de frais sont clarifiés afin de réduire les questions et les réclamations en cas d'opérations sur les comptes débiteurs ;
- Des messages SMS sont émis automatiquement vers les clients pour les informer d'événements sur leur compte ;
- Des opérations de crédit des comptes (couverture, alimentation, règlement d'une prestation) à partir de comptes externes sont possibles par téléphone ;
- L'augmentation immédiate des plafonds de cartes bancaires est maintenant possible par téléphone ;
- Les fonctions de l'application de banque mobile ont été enrichies, notamment avec la mise en place d'interactions avec les canaux téléphoniques.

Concernant la productivité :

- Une revue du processus de souscription des crédits immobiliers a été lancée afin de gagner en productivité et qualité ;
- Une mission d'organisation a permis de gagner en productivité dans la gestion du stock de crédits immobiliers ;
- Des actions d'industrialisation de la réalisation des virements pour les particuliers ont été conduites ;
- La souscription des crédits de financements du matériel agricole est en cours d'automatisation.

Concernant le système d'information de la Banque :

La modernisation de l'infrastructure du progiciel de gestion de la Banque – SAB – est en cours. Cette modernisation de SAB permettra d'intégrer plus facilement de nouvelles fonctionnalités grâce à une architecture ouverte. Ce projet d'envergure, conduit avec l'éditeur et G2S, a débuté au dernier trimestre de l'année 2015 et sa mise en production est planifiée en juillet 2016.

Dans le cadre des évolutions des systèmes communautaires engagées par le Groupe, Groupama Banque travaille avec G2S à la simplification du contenu fonctionnel de la GRC afin de répartir les fonctionnalités spécifiques à la Banque sur d'autres outils.

Les travaux portant sur les applications mobiles de Groupama Banque se poursuivent avec de nouvelles versions qui seront mises à disposition dans le courant de l'année 2016, notamment pour suivre les évolutions apportées à leurs terminaux par les fabricants de Smartphones.

## 4. La gestion des ressources humaines

Au 31 décembre 2015, l'effectif de la Banque est de 550 collaborateurs en contrat à durée indéterminée (y compris les 2 salariés détachés de Groupama SA), contre 547 au 31 décembre 2014 : l'effectif inscrit, qui comprend les collaborateurs en absence longue durée est de 560 CDI au 31 décembre 2015, contre 555 au 31 décembre 2014.

### 4.1 La gestion des effectifs

Tout au long de l'année 2015, la Direction des Ressources Humaines de Groupama Banque a continué à encadrer la gestion de ses effectifs. La cible de l'effectif budget a été respectée grâce à une priorité systématique donnée à la mobilité interne et à une réallocation appropriée des ressources humaines.

Afin d'accompagner le développement de l'entreprise et après analyse des demandes des différentes directions, des recrutements externes d'experts dans les domaines de la règlementation bancaire, du digital et de l'informatique ont été finalisés. Ainsi, en 2015, 118 postes ont été pourvus par la Direction des Ressources Humaines dont 56 par mobilité interne à la Banque, 4 dans le cadre d'une mobilité Groupe et 58 par des candidats externes.

L'appel à des collaborateurs sous contrats précaires est resté limité et a concerné essentiellement des remplacements de collaborateurs en congés maternité ou en absence longue durée dans les départements où l'activité le nécessitait.

Par ailleurs, la Banque a poursuivi une politique active en matière d'alternance : 30 jeunes ont ainsi été recrutés en 2015 en contrat d'apprentissage ou de professionnalisation, ce qui représente environ 5% de l'effectif total de l'entreprise.

### 4.2 Les relations sociales

Dans le cadre d'un dialogue social responsable et régulier, deux négociations ont été menées avec les délégués syndicaux au cours du dernier trimestre 2015.

- *Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes*

Un accord relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes a été signé le 3 novembre 2015 par l'ensemble des organisations syndicales après consultation du Comité d'entreprise qui a émis un avis favorable à l'unanimité.

Cet accord, conclu pour une durée de trois ans, remplace le précédent accord, prend en compte les évolutions législatives relatives à l'entretien professionnel et intègre de nouvelles mesures relatives à la qualité de vie et à la conciliation entre vie professionnelle et vie privée.

- *Négociation Annuelle Obligatoire pour 2016*

Dans le contexte économique difficile avec une croissance très faible, des taux historiquement bas pour les banques et une inflation quasi-nulle, la direction n'a pas proposé d'augmentation générale, ni de primes collectives.
La Direction de la Banque a proposé de réviser à la hausse le montant de l'abondement employeur dans le cadre du Plan d'Épargne d'Entreprise afin de permettre aux collaborateurs de la Banque d'augmenter leur capacité d'épargne.

Au terme des discussions, la majorité des organisations syndicales a refusé de signer le projet d'accord. Un procès-verbal de désaccord consignant les différentes propositions faites par les partenaires sociaux a été déposé auprès des autorités administratives compétentes.

## 4.3 Intéressement et participation

Le montant de l'intéressement versé par Groupama Banque au titre de l'exercice 2015 s'élève à 756 376 euros, soit environ 2,9% de la masse salariale cumulée 2015.

Compte tenu de sa situation fiscale, report de déficits fiscaux, la Banque ne verse pas de participation.

## 4.4 Rémunérations

Conformément aux dispositions de l'article L 225-102-1 du Code de Commerce, la rémunération et les avantages en nature versés durant l'exercice aux mandataires sociaux détenant un mandat dans une société dont les titres sont admis aux négociations sur un marché réglementé sont :

- Madame Annie Bocquet, Présidente du Conseil d'administration de Groupama Banque jusqu'au 22 avril 2015, a perçu au cours de l'exercice 2015 une rémunération brute annuelle de 32 535 euros au titre de Groupama SA.

- Monsieur Michel L'Hostis, Président du Conseil d'administration de Groupama Banque à partir du 22 avril 2015, a perçu au cours de l'exercice 2015 une rémunération brute annuelle de 63 697,50 euros au titre de Groupama SA.

En annexe 1 à ce rapport figure la liste des mandats et fonctions exercés dans toutes les sociétés du Groupe par le président et les membres du conseil d'administration ainsi que le directeur général et le directeur général délégué au cours de l'année 2015.

## 5. Les comptes consolidés

Le résultat net du Groupe consolidé est positif de 2,6 millions d'euros, à comparer au résultat de 7 milliers d'euros du 31 décembre 2014.

À 20,6 millions d'euros, les sociétés de gestion Groupama Asset Management et Groupama Épargne Salariale voient leur contribution diminuer de 2,9 millions d'euros compte tenu de la dépréciation du goodwill de Groupama Épargne Salariale à hauteur de 2,8 millions d'euros. Celle de Groupama Immobilier, à 1,6 million d'euros, reste quasiment stable. Ces évolutions sont cohérentes avec l'évolution de leurs résultats sociaux.

La contribution des activités bancaires hors filiales est négative de 19,6 millions d'euros, en amélioration de 5,5 millions d'euros par rapport à 2014. Cette évolution positive est essentiellement due à des retraitements IFRS sur les instruments financiers moindres que l'année précédente, notamment sur les swaps en juste valeur en couverture du portefeuille d'OAT.

Le total du bilan progresse de 602 millions d'euros, sous l'effet de la croissance de l'activité bancaire.

Les principales évolutions constatées au niveau des ressources sont les suivantes :

- +385 millions d'euros au titre des dettes envers les établissements de crédit et plus particulièrement dus aux emprunts auprès du système monétaire (TLTRO) afin de profiter de ressources à moindre coût ;
- +275 millions d'euros pour les dettes sur la clientèle, principalement les dépôts de la clientèle et dans une moindre mesure l'épargne réglementée ;
- Les dettes représentées par un titre, émission de certificats de dépôt et de BMTN, diminuent de 48 millions d'euros, les ressources obtenues auprès du système monétaire couvrant les besoins de ressources.

Corollairement les emplois évoluent ainsi :

- Les prêts et créances auprès de la clientèle augmentent de 342 millions d'euros, en raison de la bonne performance en matière d'octroi de crédit Désirio et de la progression des encours de crédits immobiliers dans le cadre du partenariat Meilleurstaux ;
- Le placement des excédents de trésorerie et les contraintes du nouveau ratio de liquidité (LCR) font progresser globalement les portefeuilles de titres[1] de 382 millions d'euros ; les politiques d'allocation expliquent les variations inter-portefeuilles ;
- Les prêts auprès des établissements de crédit, présents au 31 décembre 2014, n'ont pas été renouvelés, expliquant la baisse de ces derniers de 130 millions d'euros ; l'encours de la centralisation de l'épargne réglementée évolue peu, avec une baisse de 3 millions d'euros.

[1] *Les portefeuilles titres sont regroupés dans les postes « effets publics et valeurs assimilées » et « obligations et autres titres à revenus fixes », soit un encours global de 1 812 millions d'euros au 31 décembre 2015 contre 1 430 millions d'euros au 31 décembre 2014.*

## 6. Les comptes sociaux

En 2015, les activités bancaires ont évolué dans un environnement économique marqué par une concurrence vive entre banques et par une poursuite de la baisse des taux en début d'année – un point bas étant atteint pour l'OAT 10 ans en avril 2015 à 0,3%, celle-ci se stabilisant ensuite en moyenne à 1% sur le second semestre.

Dans ce contexte, la banque commerciale a vu ses encours de crédits progresser fortement, contribuant à une réduction significative du déséquilibre emplois-ressources constaté fin 2014.

La banque commerciale a enregistré en effet en 2015 une collecte nette de dépôts de 126 millions d'euros et une progression des crédits de 298 millions d'euros, permettant de diviser pratiquement par deux l'excédent des ressources sur les emplois, 347 millions d'euros fin 2014 contre 176 millions d'euros fin 2015, après centralisation des livrets réglementés à la CDC, respectivement 228 et 58 millions d'euros.

Les encours des partenariats externes sont intégrés dans les encours de crédits de la banque commerciale. Mis en œuvre courant 2015 avec notamment Unilend, Meilleurtaux et différentes banques en syndication, ces derniers ont enregistré un développement rapide et ont contribué pour 125 millions d'euros à la croissance des encours de la banque commerciale.

Dans un environnement de taux très bas, les marges consenties ont été réduites pour rester au niveau de la concurrence, ce que traduit l'évolution du PNB avant rétrocessions, qui s'élève à 60,7 millions d'euros, en retrait de 2 millions d'euros (-3,2%) par rapport à 2014.

Cette évolution se décompose comme suit :

- Les commissions perçues par la Banque restent stables, plusieurs effets se compensant : les indemnités perçues par la Banque sur les remboursements anticipés et les rétrocessions sur les assurances crédits (en cohérence avec la production de crédits à la consommation) progressent en effet de 2,3 millions d'euros ; en revanche, cette progression est intégralement annulée par le recul de 1,1 million d'euros des commissions de commercialisation des SCPI et de 1,2 million d'euros des commissions d'intervention et des commissions sur formules (effet du plafonnement des frais et de la baisse du stock de formules Astréa).
- Le coût des dépôts de la banque commerciale augmente de 4,2 millions d'euros sous l'effet de la croissance des volumes, le coût des ressources de la banque commerciale étant identique à celui de 2014 à 1,58%.
- Les intérêts perçus sur les crédits par la banque commerciale diminuent de 0,9 million d'euros, la croissance des volumes mentionnée ci-dessus compensant pratiquement la baisse du taux moyen (3,41% sur l'année 2015 vs 3,96% sur 2014).
- La charge liée aux couvertures des crédits est diminuée de 2,5 millions d'euros, compte tenu de l'arrivée à échéance de plusieurs swaps et du transfert d'une partie de ce coût aux entreprises du Groupe.
- Enfin, la rémunération des excédents de dépôts par la trésorerie est en hausse de 0,6 million d'euros.

L'effort commercial des Caisses régionales et entités du Groupe a permis à Groupama Banque de reverser des rétrocessions de 17,2 millions d'euros, contre 16,5 millions d'euros en 2014, soit une progression de 4,2%.

Après rémunération des excédents de la banque commerciale, la trésorerie génère un PNB de 10,1 millions d'euros, en baisse de 4,9 millions d'euros, soit un repli de 33% par rapport à 2014 qui s'explique par la volatilité des marchés et notamment par la baisse des taux.

Le PNB des activités bancaires avec les entreprises du Groupe diminue de 1,8 million d'euros, soit -8,2% par rapport à 2014, du fait de l'imputation en 2015 du coût des couvertures liées au prêt à la filiale turque de Groupama (impact négatif de 1,2 million d'euros) et du fait du départ d'un client qui souhaitait confier à une seule contrepartie l'ensemble des prestations, ce que la Banque ne pouvait pas proposer, et qui entraîne un manque à gagner de 0,4 million d'euros sur le PNB lié aux découverts.

Après une baisse de 3,2 millions en 2014 (retraitée des dotations et reprises liées au plan de départs volontaires de 2013), les frais généraux sont en baisse de 2,8 millions d'euros, soit 3,2%. La dynamique de baisse des frais généraux, initiée en 2012 et 2013, s'est donc poursuivie.

La charge du risque comptable, à 8,4 millions d'euros, est en hausse de 2,5 million d'euros par rapport à 2014, principalement due à une révision à la hausse du taux de provisionnement des surendettés et dans un souci de mise à niveau progressive avec les attentes de la norme IFRS 9 (dont l'entrée en vigueur est prévue pour début 2018).

Le poste gains ou pertes sur actifs immobilisés comprenait en 2014 une subvention accordée à Groupama Épargne Salariale de 1,3 million d'euros. En 2015, celui-ci présente une provision pour dépréciation des titres Groupama Épargne Salariale de 0,8 million d'euros légèrement compensée par 0,1 million d'euros de plus-values diverses.

Avec les dividendes reçus des filiales pour 24 millions d'euros, en hausse de 9,5 millions d'euros par rapport à 2014, le résultat net s'établit à 5 millions d'euros.

## 7. Affectation du résultat

Il est proposé à l'assemblée générale des actionnaires d'affecter le résultat distribuable de 66 420 105,23 euros net composé du résultat de 5 035 471,18 euros et du report à nouveau de 61 384 634,05 euros comme suit :

- Réserve légale : 2 248 771,19 euros ;
- Dividendes : 0 ;
- Report à nouveau : 64 171 334,04 euros.

Il est proposé à l'assemblée générale de ne pas distribuer de dividendes.

Conformément à la loi, il est rappelé qu'un dividende de 0,46 euro par action a été distribué en 2014, qu'un dividende de 1,35 euro par action a été distribué au titre de l'exercice 2013 et qu'un dividende de 1 euro par action a été distribué au titre de l'exercice 2012.

## 8. Les événements postérieurs au 31 décembre 2015

Le 4 janvier 2016, Groupama et Orange ont annoncé, l'entrée en négociations exclusives afin de signer un partenariat entre les deux groupes qui pourrait se traduire notamment par l'entrée d'Orange au capital de Groupama Banque à hauteur de 65%.

Par ce partenariat, les deux groupes envisagent de lancer une nouvelle offre bancaire 100% mobile début 2017 qui serait déployée par le réseau Orange puis, à une date qui reste à déterminer, par les réseaux de Groupama et du Gan.

## 9. La gestion des risques

La gestion des risques est inhérente à l'activité bancaire. La politique de risque de Groupama Banque s'inscrit dans le cadre de son appartenance au Groupe Groupama et des choix stratégiques de développement de l'entreprise, partie intégrante de la stratégie du Groupe.

Dans le respect de la réglementation, et conformément à l'arrêté du 3 novembre 2014, Groupama Banque a mis en place des systèmes de surveillance et de mesure des risques, notamment de crédit et de contrepartie, de concentration, de marché, de taux d'intérêt global, d'intermédiation, de règlement-livraison, de liquidité, des risques liés au modèle et du risque opérationnel faisant apparaître des limites internes ainsi que les conditions dans lesquelles ces limites sont respectées.

Ce dispositif comporte des limites globales qui sont fixées et revues au moins une fois par an par les dirigeants effectifs en tenant compte notamment de la répartition de capital interne jugée appropriée.

À compter de l'exercice 2015, ces limites sont approuvées par le conseil d'administration, après consultation du comité d'audit et des risques.

Les systèmes d'analyse et de mesure des risques prévoient également les critères et seuils permettant d'identifier comme significatifs les incidents révélés par les procédures de contrôle interne. Ces critères et seuils sont arrêtés par l'organe de surveillance.

Les services des risques de crédits, risques opérationnels, risques de marché, taux liquidité, rattachés au responsable de la fonction de gestion des risques, procèdent, par ailleurs, à l'analyse et à la surveillance des risques, effectuent les contrôles nécessaires et mettent en place un reporting adapté auprès des dirigeants effectifs et de l'organe de surveillance. Ils maintiennent à jour une cartographie globale des risques qui identifie et évalue les risques encourus au regard de facteurs internes et externes. Ils préconisent les ajustements de politique en fonction de leur appréhension de l'ensemble des risques de la Banque et de l'évolution de l'environnement économique et réglementaire.

## 10. Responsabilité sociale et environnementale

Le rapport extra-financier relatif à la responsabilité sociale et environnementale est en annexe 3 du présent rapport de gestion.

## 11. Autres informations réglementaires

### 11.1 Répartition du capital social de Groupama Banque

Au 31 décembre 2015, les principaux actionnaires de Groupama Banque sont :

- Groupama SA : 84,001%
- Groupama Gan Vie : 15,999%

## 11.2 Actionnariat salarié

Au 31 décembre 2015, les salariés ne détiennent aucune action dans le capital social de Groupama Banque.

## 11.3 Délégations en matière d'augmentation de capital

Aucune délégation accordée au Conseil d'administration en matière d'augmentation de capital n'est en cours de validité.

## 11.4 Sociétés contrôlées par Groupama Banque

Ces informations figurent en annexe des comptes sociaux.

## 11.5 Prises de participations et de contrôle

Au cours de l'exercice 2015, Groupama Banque n'a pris aucun contrôle ni aucune participation nouvelle dans une société ayant son siège social en France représentant plus du vingtième, du dixième, du cinquième, du tiers, de la moitié ou des deux tiers en droits de vote ou en capital de cette société.

## 11.6 Délai moyen de règlement des fournisseurs

Le solde des dettes à l'égard des fournisseurs à la clôture des trois derniers exercices se décompose comme suit :

| Solde à la clôture des dettes à l'égard des fournisseurs | Échéance contractuelle inférieure à 30 jours | Échéance contractuelle comprise entre 30 et 60 jours | Échéance contractuelle supérieure à 60 jours | Total |
|---|---|---|---|---|
| **Exercice 2013** | **0** | **0** | **0** | **0** |
| **Exercice 2014** | **9 706,48** | **0** | **0** | **9 706,48** |
| **Exercice 2015** | **748,99** | **0** | **0** | **748,99** |

## 11.7 Financement de micro-crédit

Groupama Banque participe au financement du micro-crédit par un crédit de 1 945 810 euros accordé à l'ADIE.

## 11.8 Les activités de recherche et de développement

Groupama Banque n'exerce aucune activité en matière de recherche et de développement.

## 11.9 Rendement des actifs de la société calculés en divisant son bénéfice net par le total de son bilan (art. R511-16-1 CMF)

Le bénéfice net des comptes annuels de la Banque est de 5 035 471,18 euros pour un total de bilan de 4 425 710,23 euros soit un rapport de 0,12%.

### 11.10 Informations sur les implantations et activités, inclues dans le périmètre de consolidation dans chaque état ou territoire (art. L511-45 CMF)

Cette information est mentionnée dans la note n°1 des comptes annuels.

### 11.11 Conventions dites « réglementées » (art. L225-102-1 dernier alinéa)

L'article L.225-102-1 dernier alinéa du Code de commerce prévoit que : "*Le rapport prévu à l'article L. 225-102 mentionne, sauf lorsqu'elles sont des conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales, les conventions intervenues, directement ou par personne interposée, entre, d'une part et selon le cas, l'un des membres du directoire ou du conseil de surveillance, le directeur général, l'un des directeurs généraux délégués, l'un des administrateurs ou l'un des actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10%, d'une société et, d'autre part, une autre société dont cette dernière possède, directement ou indirectement, plus de la moitié du capital*."

Aucune convention telle que définie par l'article L.225-102-1 dernier alinéa du Code de commerce n'a été conclue au titre de l'exercice 2015.

## 12. Les perspectives

En ce début d'année 2016, Groupama Banque poursuit le développement des activités bancaires de Groupama et s'engage dans la préparation du projet de partenariat que Groupama négocie actuellement avec Orange visant le lancement d'une offre de Banque 100% mobile.

Au moment où les banques réfléchissent aux conséquences de la révolution digitale, ce partenariat avec Orange pourrait représenter une opportunité de développement significatif et porteuse d'avenir pour Groupama Banque.

**- Annexe 1 -**

**Mandats et fonctions exercés par les mandataires sociaux dans toute société[2] au cours de l'exercice 2015**

- **Monsieur Michel L'Hostis, président** *(à compter du 22 avril 2015)* :
  - **Président du conseil d'administration :**
    Groupama Banque *(à compter du 22 avril 2015)*
  - **Administrateur :**
    Groupama SA, Groupama Holding, Groupama Holding 2
- **Madame Annie Bocquet, présidente** *(jusqu'au 22 avril 2015)* :
  - **Présidente du conseil d'administration :** Groupama Banque *(jusqu'au 22 avril 2015)*
  - **Vice-présidente du conseil d'administration :**
    Groupama Holding (jusqu'au 17 avril 2015), Groupama Holding 2 (jusqu'au 17 avril 2015)
  - **Administrateur :** Groupama SA *(jusqu'au 17 avril 2015)*
- **Monsieur Michel Lungart, vice-président** :
  - **Président du conseil d'administration :**
    Capsauto *(jusqu'au 14 avril 2015)*, Groupama Protection juridique
  - **Vice-président du conseil d'administration :** Groupama Banque
  - **Administrateur :**
    Amaline Assurances, Groupama Gan Vie, La Banque postale Assurances IARD, Groupama Asigurari SA
  - **Président de sas :**
    Société pour le développement de la gestion d'assurance et du courtage, Société pour le développement de la téléassistance à la personne, Société pour le développement des services à la personne
- **Groupama d'Oc, administrateur :**
  - **Administrateur :**
    Centaure Midi Pyrénées, Groupama Banque
- **Monsieur Gérard Joalland, représentant permanent de Groupama d'Oc :**
  - **Administrateur :**
    Groupama Holding, Groupama Holding 2, Gan Assurances, Groupama Emeklilik, Groupama Sigorta
  - **Représentant permanent :**
    Groupama d'Oc au Conseil d'administration de Groupama Banque

[2] Hors associations, fondations, syndicats, GIE, fonds associatif, …

- **Groupama Gan Vie, administrateur :**

  **Administrateur :**
  Assu-Vie, Compagnie Foncière Parisienne, Groupama Banque, Groupama Epargne Salariale, Le Vœu Funéraire, Améri-Gan, France Gan, Gan Court Terme, Gan Rendement, Groupama Japan Stock, Monde Gan, Sécuri-Gan, OFI GB2

  **Gérant :**
  Gan Investissement Foncier

- **Madame Pierrette Lévêque, représentant permanent de Groupama Gan Vie :**

  **Représentant permanent de :**
  - Groupama Gan Vie au Conseil d'administration de Groupama Banque
  - Groupama Investissements au Conseil d'administration de Groupama Immobilier
  - Groupama SA au Conseil d'administration de la Compagnie Foncière Parisienne
  - Groupama SA au Conseil d'administration de Groupama Asset Management
  - Groupama SA au Conseil d'administration de OFI GB2

- **Groupama Loire Bretagne, administrateur :**

  **Administrateur :**
  Centaure Bretagne, Compagnie Foncière Parisienne, Groupama Assurance Crédit, Groupama Banque, Groupama Crédit Euro CT,

  **Membre du Conseil de surveillance :**
  Plateau de Veille Téléassistance à la personne (PVTAP), Présence Verte SA

- **Monsieur Gérard Ropert, représentant permanent de Groupama Loire Bretagne :**

  **Représentant permanent de :**
  - Groupama Loire Bretagne au Conseil d'administration de Groupama Banque
  - Groupama Loire Bretagne au Conseil de surveillance de PVTAP
  - Groupama Loire Bretagne au Conseil de surveillance de Présence verte SA

- **Groupama Méditerranée, administrateur**

  **Administrateur :**
  Centaure Provence Méditerranée, Groupama Banque, Astorg Actions Europe, Groupama Expansion, L'indépendant du Midi

  **Gérant :**
  SCI du Château de Cap de Fouste

- **Madame Brigitte Castellucci, représentant permanent de Groupama Méditerranée** *(à compter du 22 septembre 2015)* **:**

  **Représentant Permanent :**
  Groupama Méditerranée au Conseil d'administration de Groupama Banque *(à compter du 22 septembre 2015)*

- **Monsieur Dominique Gourras, représentant permanent de Groupama Méditerranée** *(jusqu'au 22 septembre 2015)* **:**

  **Président du conseil d'administration :**
  Paysan du Midi *(jusqu'au 15 mars 2015)*

**Administrateur :**
SCI du Domaine de Nalys *(jusqu'au 29 octobre 2015)*

**Représentant Permanent :**
Groupama Méditerranée au Conseil d'administration de Groupama Banque *(jusqu'au 22 septembre 2015)*

- **Groupama Rhône Alpes Auvergne, administrateur :**

**Administrateur :**
Centaure Grand-Est, Centaure Rhône Alpes, Groupama Banque, Astorg Actions Europe

- **Monsieur Francis Thomine, représentant permanent de Groupama Rhône-Alpes Auvergne :**

**Membre du conseil de surveillance :**
Groupama Biztosito

**Administrateur :**
Groupama Gan Vie, Groupama Holding, Groupama Holding 2, Cegid Group

**Représentant Permanent :**
Groupama Rhône-Alpes Auvergne au Conseil d'administration de Groupama Banque

- **Groupama SA, administrateur :**

**Président de SAS :**
Groupama Investissements

**Administrateur :**
Astorg Actions Europe, Centaure Bretagne, Centaure Centre-Atlantique, Centaure Grand-Est, Centaure Île de France, Centaure Midi Pyrénées, Centaure Nord Pas de Calais, Centaure Paris Normandie, Centaure Provence Méditerranée, Centaure Rhône Alpes, Confintex 6 SA, Compagnie Foncière Parisienne, Groupama Asset Management, Groupama Assurance-Crédit, Groupama Banque, Groupama Epargne Salariale, Groupama Protection Juridique, Le Vœu Funéraire, OFI GB2, Rent A Car, Sidexa, BCA Expertise SAS, Cetip, Veolia Environnement *(jusqu'au 10 mars 2015),* Fonds stratégique de participations

**Censeur**
Centaure Nord Pas de Calais

**Membre du Conseil de Surveillance :**
Plateau de Veille Téléassistance à la personne (PVTAP), Présence Verte SA,

Membre du Comité de Surveillance :
Holdco Siic,

**Membre du Conseil de Gérance :**
SCA du Château d'Agassac

**Gérant :**
Société Centrale d'Investissement des Mutuelles Agricoles dans les Groupements Fonciers Agricoles

- **Monsieur Franck Offredi, représentant Permanent de Groupama SA**

**Président du conseil d'administration**
Capsauto *(à compter du 7 juillet 2015)*

**Administrateur :**
Groupama Protection Juridique, Mutuaide Assistance

**Membre du comité stratégique :**
France Maintenance Bâtiment

**Représentant permanent de :**
- Groupama SA au Conseil d'administration de Cofintex 6 S.A.
- Groupama SA au Conseil d'administration de Groupama Banque
- Groupama SA au Conseil de surveillance de Présence Verte SA
- Groupama SA au Conseil de surveillance de PVTAP

- **Monsieur Guy Lavigne, administrateur :**

**Administrateur :**
Groupama Gan Vie, Groupama Banque

- **Monsieur Bernard Pouy, directeur général**

**Directeur général, non administrateur :**
Groupama Banque

**Président du conseil d'administration :**
Groupama Épargne Salariale

**Membre du conseil de Surveillance :**
Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution

**Représentant Permanent :**
- Groupama Banque au Conseil d'administration de Groupama Asset management
- Groupama Banque au Conseil d'administration de Groupama Immobilier

- **Monsieur Philippe Lefeuvre, directeur général délégué**

**Directeur général délégué, non administrateur :**
Groupama Banque

**Représentant permanent de :**
- Groupama Banque au Conseil d'administration de la SICAV France Gan
- Groupama Banque au Conseil d'administration de la SICAV Gan Court terme
- Groupama Banque au Conseil d'administration de la SICAV Améri-Gan
- Groupama Banque au Conseil d'administration de la SICAV Groupama Japon Stock
- Groupama Banque au Conseil d'administration de la SICAV Monde Gan
- Groupama Banque au Conseil d'administration de la SICAV Securi-Gan
- Groupama Banque au Conseil d'administration de la SICAV Gan Rendement
- Groupama Banque au Conseil d'administration de la SICAV Astorg Actions Europe
- Groupama Banque au Conseil d'administration de la SICAV Groupama Court Terme
- Groupama Banque au Conseil d'administration de la SICAV Groupama Crédit Euro CT
- Groupama Banque au Conseil d'administration de la SICAV Groupama Croissance
- Groupama Banque au Conseil d'administration de la SICAV Groupama Expansion

## - Annexe 2 -

## Tableau des résultats de la société au cours des cinq derniers exercices

| | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|---|---|---|---|---|---|
| **1) SITUATION FINANCIÈRE EN FIN D'EXERCICE** | | | | | |
| Capital social | 104 636 832 | 120 825 712 | 120 825 712 | 120 825 712 | 120 825 712 |
| Nombre d'actions émises | 6 539 802 | 7 551 607 | 7 551 607 | 7 551 607 | 7 551 607 |
| **2) RÉSULTAT GLOBAL DES OPÉRATIONS EFFECTIVES** | | | | | |
| Chiffre d'affaires hors taxes | 213 459 881 | 181 747 876 | 176 653 827 | 173 128 619 | 180 299 743 |
| Bénéfice avant impôt, amortissements et provisions | 12 694 100 | 1 665 007 | 16 845 688 | 3 877 956 | 9 982 859 |
| Impôt sur les bénéfices | - 281 799 | - 265 496 | - 363 646 | - 462 257 | - 300 885 |
| Bénéfice après impôt, amortissements et provisions | 3 438 789 | 8 147 046 | 12 658 385 | 3 698 976 | 5 035 471 |
| Montants des bénéfices distribués en N | 10 071 295 | 3 269 901 | 7 551 607 | 10 194 669 | 3 473 739 |
| **3) RÉSULTAT DES OPÉRATIONS RÉDUIT À UNE SEULE ACTION** | | | | | |
| Bénéfice après impôt, mais avant amortissements et provisions | 1,90 | 0,19 | 2,18 | 0,45 | 1,28 |
| Bénéfice après impôt, amortissements et provisions | 0,53 | 1,08 | 1,68 | 0,49 | 0,67 |
| Dividende versé à chaque action en N+1 | 0,50 | 1,00 | 1,35 | 0,46 | - |
| **4) PERSONNEL** | | | | | |
| Nombre de salariés inscrit à la date de clôture | 754 | 669 | 560 | 547 | 550 |
| Montant de la masse salariale | 35 561 156 | 34 213 267 | 33 344 508 | 27 512 856 | 28 278 583 |
| Montant versé au titre des avantages sociaux (Sécurité sociale, oeuvres sociales, etc...) | 18 059 911 | 17 981 737 | 16 775 284 | 14 442 968 | 14 763 173 |

# - Annexe 3 -

# Responsabilité sociale et environnementale

## 1. Informations sociales

a) Emploi
b) Organisation du travail
c) Relations sociales
d) Santé et sécurité
e) Formation
f) Égalité de traitement
g) Promotion et respect des stipulations des conventions fondamentales de l'OIT
h) Charte éthique

## 2. Informations environnementales

a) Politique générale en matière environnementale
b) Pollution et gestion des déchets
c) Utilisation durable des ressources
d) Changement climatique
e) Protection de la biodiversité

## 3. Informations sociétales

a) Impact territorial, économique et social de l'activité de la société
b) Relations entretenues avec les différentes parties prenantes
c) Sous-traitance et fournisseurs
d) Loyauté des pratiques
e) Autres actions engagées, au titre du développement durable, en faveur des droits de l'homme

## 4. Note méthodologique

Le groupe Groupama forge son identité sur des valeurs – proximité, engagement, performance et solidarité – plaçant l'humain au cœur de ses actions et permettant de construire la confiance dans la durée.

À l'instar du Groupe, Groupama Banque et ses filiales, en tant qu'entreprises responsables, intègrent les enjeux du développement durable à leurs activités et à leurs relations professionnelles.

La RSE, Responsabilité Sociale et Environnementale, participe pleinement à leur performance : elle est au service de la satisfaction des clients, elle conforte l'engagement des salariés, elle permet de réduire les coûts (optimisation logistique, recyclage, réduction des consommables…) et de renforcer la qualité de la relation avec les publics externes et internes.

Groupama Banque et ses filiales ont développé une approche RSE pour leurs investissements et leurs offres commerciales favorisant ainsi la commercialisation de fonds ISR (Investissement Socialement Responsable) et de fonds solidaires gérés par Groupama Asset Management.

Groupama Immobilier conduit une politique responsable en sa qualité d'acteur professionnel immobilier ainsi que dans la gestion des forêts qui lui sont confiées.

Groupama Banque et ses filiales participent avec les autres entités du groupe Groupama (caisses régionales, filiales françaises et internationales) au réseau des correspondants RSE.

À ce titre, elles collaborent à l'élaboration des plans d'actions et échangent sur les bonnes pratiques.

La stratégie RSE de Groupama Banque et de ses filiales s'inspire des 5 axes stratégiques 2013-2015 développés par le groupe Groupama :

- Intégrer les dimensions sociales et environnementales aux offres ;
- Soutenir la lutte contre les maladies rares avec la Fondation Groupama pour la santé ;
- Encourager les actions de proximité (prévention, partenariats responsables) ;
- Poursuivre une politique RH responsable ;
- Agir en faveur de l'environnement.

L'ensemble des informations de ce texte porte sur le périmètre composé de Groupama Banque et de ses 3 filiales : Groupama Asset Management, Groupama Immobilier et Groupama Épargne Salariale.

Les spécificités de chaque entité sont précisées dans ce document, s'il y a lieu.

## 1. Informations sociales

*Pour une meilleure comparabilité entre 2014 et 2015, quelques données 2014 ont été retraitées, elles sont signalées dans le rapport et font l'objet d'une précision au point 4c de la note méthodologie jointe.*

### *a) Emploi*

L'effectif du périmètre consolidé au 31 décembre 2015 s'établit à 1 018 salariés. Il est en hausse de 1,50% par rapport au 31 décembre 2014 (1 003 salariés).

Au cours de l'exercice 2015, on recense 165 embauches (tous types de contrats confondus – hors CDD d'été) et 81 départs CDI (hors cessions) dont 12 licenciements.

La répartition des salariés par sexe, par âge et par zone géographique est la suivante :
- 55,70% de femmes et 44,30% d'hommes ;
- 14,64% des salariés ont moins de 30 ans, 67,09% ont entre 30 et 49 ans et 18,27% ont 50 ans et plus.

Pour l'entreprise Groupama Banque, la répartition géographique des salariés est : 84,60% à Montreuil et 15,40% à Amiens.

Les trois filiales ont leur effectif principal à Paris et en région parisienne.

| | ***2014*** | ***2015*** | ***Périmètre*** |
|---|---|---|---|
| Effectif total *(*)* | 1 003 | 1 018 | **100%** |
| Répartition par sexe :<br>- de femmes<br>- d'hommes | <br>56,03%<br>43,97% | <br>55,70%<br>44,30% | **100%** |
| Répartition par âge :<br>- moins de 30 ans<br>- entre 30 et 49 ans<br>- 50 ans et plus | <br>13,66%<br>67,60%<br>18,74% | <br>14,64%<br>67,09%<br>18,27% | **100%** |
| Embauches (tous types de contrats confondus hors CDD d'été) *(*)* | 134 | 165 | **100%** |
| Départs en CDI *(*)*:<br>- dont licenciements | 89<br>15 | 81<br>12 | **100%** |

*(*) Données 2014 retraitées.*

La rémunération moyenne fixe annuelle brute est de 51 860,39 € avec la distinction suivante :

- 26 379,41 € pour les non cadres ;
- 59 820,75 € pour les cadres.

| | ***2014*** | ***2015*** | ***Périmètre*** |
|---|---|---|---|
| Rémunération annuelle moyenne (€) dont :<br>- non cadres<br>- cadres | 52 653,09<br>-<br>- | 51 860,39<br>26 379,41<br>59 820,75 | **100%** |

### *b) Organisation du travail*

La durée théorique du travail de Groupama Banque et de ses filiales est de 36 heures par semaine.

Le taux d'absentéisme en 2015 s'établit à 4,55% dont :

- 48,64% d'absences liées à la maladie ;
- 40,08% d'absences liées aux congés maternité/paternité.

Groupama Banque et ses filiales ne sont pas concernées par les heures de travail atypiques.

| | ***2014 (*)*** | ***2015*** | ***Périmètre*** |
|---|---|---|---|
| *Durée théorique du travail* | 35h | 36h | **100%** |
| *Heures supplémentaires (**)* | - | 309 | **87,97%** |
| *Taux d'absentéisme* | - | 4,55% | **100%** |
| *- Absences liées à la maladie*<br>*- Absences liées à la maternité/paternité* | 50,27%<br>41,14% | 48,64%<br>40,08% | **100%** |

*(*) Données 2014 retraitées.*

*(**) Les heures supplémentaires n'ont pu être comptabilisées par Groupama Immobilier au regard du nombre important de collaborateurs « au forfait jours ».*

### *c) Relations sociales*

**Bilan des accords 2015**

Dix accords collectifs ont été conclus en 2015 sur l'ensemble du périmètre de Groupama Banque et de ses filiales :

- L'entreprise Groupama Banque :

  - Accord relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes conclus le 3 novembre 2015 ;
  - Accord relatif à l'intéressement conclu en 2014, il concerne les exercices 2014-2015-2016.

- Groupama Asset Management :

  - NAO ;
  - Contrat de génération ;
  - Mise en conformité du contrat frais de soins avec le contrat responsable.

- Groupama immobilier :

  - Accord d'intéressement pour les exercices 2015 - 2016 – 2017 ;
  - Accord relatif à l'aménagement et la gestion du temps de travail (effet au 1er janvier 2016) ;
  - Accord CET (effet au 1er janvier 2016).

- Groupama Épargne Salariale :

  - Accord collectif NAO ;
  - Nouvel accord d'intéressement.

**Modalités de dialogue avec les représentants du personnel**

Le dialogue avec les représentants du personnel de l'entreprise Groupama Banque et de Groupama Asset Management se décline sous plusieurs formes :

- Une réunion mensuelle avec les membres du comité d'entreprise (et des réunions exceptionnelles organisées en fonction de sujets spécifiques à débattre) ;
- Une réunion trimestrielle avec les membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail - C.H.S.C.T - (et des réunions exceptionnelles organisées en fonction de sujets spécifiques à débattre) ;
- Une réunion mensuelle avec les délégués du personnel (*les délégués du personnel des sites d'Amiens et de Montreuil pour l'entreprise Groupama Banque*) ;
- Des réunions de négociation, dont le nombre varie en fonction des thèmes à négocier.

En 2015, Groupama Asset Management a procédé au renouvellement des mandats pour les membres du comité d'entreprise et des délégués du personnel.

Au sein de l'entreprise Groupama Banque, il existe également 3 commissions obligatoires qui émanent du Comité d'entreprise, à savoir :

- La commission de l'égalité professionnelle ;
- La commission d'information et d'aide au logement ;
- La commission de la formation professionnelle.

Au sein de l'entreprise Groupama Banque, en déclinaison des dispositions de l'accord Groupe du 28 février 2011 relatif à la Qualité de Vie au Travail, se tient une commission annuelle Qualité de Vie au Travail. Cette commission permet d'assurer un suivi du plan d'actions mis en place en 2012 au sein des diverses directions de la banque.

Le dialogue avec les représentants du personnel de Groupama Épargne Salariale s'appuie sur une délégation unique du personnel qui fait office de comité d'entreprise, de délégation du personnel et de comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT). Groupama Épargne Salariale s'appuie également sur un délégué syndical.

Au sein de Groupama Immobilier, il existe une délégation unique du personnel, ainsi qu'un CHSCT.

Le dialogue avec les représentants du personnel de l'entreprise Groupama Immobilier se décline sous plusieurs formes :

- Une réunion mensuelle avec les membres de la D.U.P. (et des réunions exceptionnelles organisées en fonction de sujets spécifiques à débattre) ;
- Une réunion trimestrielle avec les membres du Comité d'Hygiène, de sécurité et des Conditions de Travail - C.H.S.C.T - (et des réunions exceptionnelles organisées en fonction de sujets spécifiques à débattre).

Ces multiples rencontres avec les représentants du personnel permettent de préserver un climat de confiance et un dialogue social de qualité au sein de Groupama Banque et de ses filiales.

**Baromètres d'opinion groupe**

Dans tous les pays où il est implanté, le Groupe Groupama mène, tous les deux ans, depuis 2008, une enquête d'opinion auprès de l'ensemble de ses salariés. Le dernier "Baromètre d'opinion groupe" a eu lieu en avril 2014.

Cette enquête a pour but de :

- Mesurer les évolutions par rapport aux éditions précédentes ;
- Mesurer l'effet des plans d'actions mis en œuvre dans les entreprises suite aux précédentes enquêtes ;
- D'évaluer l'engagement et la fierté des collaborateurs ;
- De suivre le niveau de bien-être au travail.

Le prochain baromètre sera organisé en mars/avril 2016. Les évolutions par rapport aux résultats 2014 seront commentées dans le reporting extra-financier 2016.

### *d) Santé et sécurité*

Un accord Groupe Groupama relatif à la Qualité de Vie au Travail, applicable à l'ensemble des entreprises et des collaborateurs du Groupe en France, a été signé le 28 février 2011 et complété par la signature d'un avenant en date du 10 octobre 2014.

L'accord porte principalement sur les axes suivants :

- Consolider au niveau du Groupe Groupama, dans le cadre d'un bilan annuel, des indicateurs permettant de dépister les risques de mal-être au travail ;
- Mettre en place des actions de prévention pour former aux risques psychosociaux les dirigeants, managers et l'ensemble des collaborateurs, sensibiliser à l'amélioration du bien-être au travail, mener des actions de prévention et d'accompagnement des collaborateurs en cas d'incivilité ou d'agression venant du public ;
- Proposer des mécanismes de régulation interne parmi lesquels un centre d'écoute psychologique ouvert à l'ensemble des collaborateurs et un mécanisme de recherche de solution concertée pour tout événement susceptible d'affecter la santé physique et/ou mentale d'un collaborateur ;
- Création d'une commission qualité de vie au travail Groupe : cette commission paritaire, lieu d'échanges et de préconisations, examine le volet « qualité de vie au travail » des projets structurants présentés au comité de groupe. Elle est informée de la mise en place, du déploiement et du suivi de ces grands projets, de leurs éventuelles incidences sur les conditions de travail et de l'accompagnement RH mis en œuvre.

L'avenant signé en 2014 par la CFDT, la CGT, la CFE-CGC et l'UNSA 2A vient renforcer les axes suivants :

- Consolider et renforcer le rôle de la « commission qualité de vie au travail » au niveau du groupe ;
  - Mettre en place des mesures de prévention collective :
    - former les managers à la qualité de vie au travail et à la prévention des risques psychosociaux,
    - favoriser la conciliation vie privée/vie professionnelle,
    - encourager la mise en place d'espaces de dialogue entre les collaborateurs ;

- Prendre en compte la prévention des risques psychosociaux au sein des entreprises du Groupe :
  - désigner un référent ressources humaines « RPS et QVT » au sein des entreprises que les salariés pourront solliciter s'ils estiment avoir identifié une situation génératrice de risques psychosociaux,
  - élaborer un diagnostic et un plan d'actions concernant les risques psychosociaux auxquels seraient exposés les salariés,
  - élaborer une procédure « gestion de crise »,
  - accompagner les salariés lors des changements importants.

L'accord Groupe relatif à la qualité de vie au travail s'applique à Groupama Banque et à ses filiales. Il définit un socle commun aux entreprises pour améliorer la qualité de vie au travail et, dans ce cadre, prévenir, traiter, éliminer ou réduire les éventuels problèmes liés aux risques psychosociaux tels que notamment le stress, le harcèlement et la violence au travail ainsi que les incivilités internes ou externes, et notamment celles émanant du public.

Les actions de l'entreprise Groupama Banque s'inscrivent dans la continuité de celles mises en œuvre par le groupe Groupama.

En 2015, l'entreprise Groupama Banque a mis en place :

- Une procédure simplifiée de la gestion des incivilités. Cette nouvelle procédure est inspirée de celle mise en place dans le cadre de l'accord QVT de Groupama Banque de 2012. Elle a pour objectif d'élargir la définition des incivilités afin de mieux répondre au besoin du collaborateur : incivilités entre collègues, à différents niveaux hiérarchiques ou avec un public extérieur. Ainsi, les collaborateurs en contact avec la clientèle ont bénéficié d'une formation intitulée "Gérer les situations difficiles au téléphone avec sérénité" ;
- Deux boîtes mails « souffrance » et « incivilités », accessibles par tous les collaborateurs de la Banque. Ces deux boîtes mails ne peuvent être consultées que par deux collaborateurs de la direction des ressources humaines, dont le référent « risques psychosociaux » ;
- Une procédure de déclaration des accidents du travail pour mieux définir le rôle de chacun en cas d'accident survenu (rôle de l'infirmière, les SST - santé, sécurité au travail -, le C.H.S.C.T…).

En 2015, la commission paritaire qualité de vie au travail s'est réunie le 17 juin et a présenté le bilan annuel et les actions menées.

Tout au long de l'année 2015, un certain nombre d'actions et d'informations ont été proposées par l'entreprise Groupama afin d'offrir à ses collaborateurs un environnement de travail sûre, équitable, agréable et convivial :

- Participation au GB Running : plusieurs fois par semaine, les collaborateurs de la Banque peuvent se réunir pour courir en groupe ;
- Participation à la course « La Parisienne » en faveur de la lutte contre le cancer du sein (17 collaboratrices de Groupama Banque ont participés en 2015) ;
- Service de conciergerie proposé sur le site de Montreuil avec un accès pour les salariés de Groupama Épargne salariale : 182 utilisateurs, 1 076 demandes
- Un service de conciergerie connecté est également proposé (92 visiteurs et 579 actions en ligne) ainsi qu'une application mobile (33 actions) ;
- Conférence sur les risques musculo-squelettiques organisé afin de mieux comprendre les troubles musculo-squelettiques tels que maux de dos, tendinites, sciatiques… et d'acquérir les bons gestes pour les prévenir (30 personnes ont assisté à cette conférence dispensée par un ostéopathe) ;

- Mise en place d'ateliers de sophrologie à Amiens ;
- Mises en ligne sur l'Intranet de la Banque d'informations, de conseils sur :
  - les gestes et postures au bureau,
  - la prévention des risques « physiques »,
  - les règles de vigilance et de bonne conduite sur les réseaux sociaux avec rappel des règles de la CNIL,
  - les attaques phishing, les tentatives de fraudes, les faux messages de facture avec des pièces jointes toxiques.
- Proposition de vaccination gratuite contre la grippe et consignes de vigilance face à la vaccination ;
- Campagne de don du sang.

Groupama Immobilier a initié, depuis 2 ans, des travaux d'embellissement et de développement de la convivialité de ses locaux d'exploitation (création d'un business et un wellness lounge)

En 2015, sur le périmètre Groupama Banque et ses filiales, 14 accidents de travail et de trajet ayant entraîné un arrêt de travail ont été recensés (versus 13 en 2014).

Pour l'entreprise Groupama Banque et Groupama Asset Management, le taux de fréquence de ces accidents est de 8,13% et le taux de gravité est de 0,12%.

Sur le périmètre de Groupama Banque et de ses filiales, aucune maladie professionnelle n'a été déclarée à la sécurité sociale en 2015.

| | ***2014 (*)*** | ***2015*** | ***Périmètre*** |
|---|---|---|---|
| *Accidents du travail ayant entraîné un arrêt* | 13 | 14 | **100%** |
| *Taux de fréquence* | 7,88% | 8,13% | **100%** |
| *Taux de gravité* | 0,26% | 0,12% | **100%** |

*(*) Données 2014 retraitées.*

### *e) Formation*

La politique de formation est mise en œuvre au sein de chaque entreprise du Groupe Groupama afin de tenir compte de ses spécificités (stratégie, activités, métiers, pyramide des âges, ...).

Partant de ce constat, l'Université Groupama met à disposition des entreprises, le catalogue des formations communautaires répondant aux besoins qu'elles expriment notamment via le réseau des responsables formation réunis deux à trois fois par an.

En 2015, les actions ont porté pour :

L'entreprise Groupama Banque sur :

- Les activités de Banque dans tous ses métiers et notamment dans le développement de l'activité des marchés spécifiques tels que les collectivités locales, les entreprises, les coopératives, les professionnels agricoles et la banque privée ;
- Le développement des activités commerciales directes et des partenariats ;

- L'orientation de son approche commerciale par le crédit et par l'épargne, prolongée par l'ouverture de compte ;
- La fidélisation de son portefeuille de clients par l'intensification et l'aboutissement de la relation commerciale et une satisfaction client accrue ;
- Le développement de la communication proactive vers les clients grâce au digital et aux réseaux sociaux.

Groupama Immobilier sur :
- Des formations collectives permettant aux collaborateurs de maintenir leur expertise au regard des évolutions législatives et règlementaires ;
- L'accompagnement des collaborateurs prenant en charge de nouvelles missions.

Groupama Épargne Salariale sur :
- Des formations collectives permettant aux collaborateurs de maintenir leur expertise au regard des évolutions législatives et règlementaires ;
- L'accompagnement des collaborateurs en mobilité interne ;
- L'acquisition ou l'amélioration de compétences nécessaires à une meilleure efficacité opérationnelle.

La formation au 31 décembre 2015, a représenté pour Groupama Banque et ses filiales :

- 19 102,10 heures de formation au global versus 20 292,49 heures en 2014 ;
- 846 salariés ont été formés, versus 898 salariés en 2014.

### *f) Égalité de traitement*

Depuis le 24 octobre 2008, l'engagement du Groupe Groupama est formalisé, par l'accord Groupe relatif à la diversité et à l'égalité des chances signé avec les organisations syndicales pour une durée indéterminée.

Il vise à assurer une égalité de traitement entre les collaborateurs des entreprises du Groupe en France, à prévenir toute forme de discriminations dans l'évolution et l'accès à l'emploi tout au long de la vie professionnelle et à promouvoir l'égalité des chances.

Sont visés tout particulièrement au sein de cet accord :
- L'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes ;
- Le maintien dans l'emploi des seniors ;
- L'insertion professionnelle et le maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap ;
- L'insertion des jeunes dans la vie professionnelle.

L'engagement du Groupe Groupama s'est poursuivi avec la signature, le 14 octobre 2011, d'un avenant à l'accord relatif à la diversité et à l'égalité des chances. Il a pour objets :
- L'égalité des droits familiaux ;
- L'égalité des droits parentaux ;
- La conciliation vie privée familiale et professionnelle ;
- L'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ;
- L'information et la communication auprès des managers et des collaborateurs.

Un nouvel avenant à l'accord groupe relatif à la diversité et à l'égalité des chances a été signé le 24 juin 2015. Ses principaux objectifs sont :

- Harmoniser les pratiques entre les entreprises du Groupe en matière d'intégration et de maintien dans l'emploi des salariés en situation de handicap ;
- Mettre en place des mesures d'accompagnement en faveur des salariés aidants familiaux ;
- Favoriser la conciliation des temps de vie et prendre davantage en compte la situation familiale des salariés ;
- Promouvoir l'égalité professionnelle.

L'avenant rappelle le rôle majeur des correspondants Diversité dans l'accompagnement des salariés sur les thématiques citées ci-dessus.

En effet, la déclinaison de la politique diversité du Groupe est notamment relayée par un correspondant diversité au sein de l'entreprise concernée. Ce correspondant est :

- Garant de la mise en œuvre de la politique diversité du groupe au sein de son entreprise ;
- Interlocuteur des collaborateurs de son entreprise sur les sujets liés à la diversité ;
- Interlocuteur privilégié du correspondant diversité Groupe ;
- Relais auprès des instances représentatives du personnel, du comité élargi de la diversité et sur les plans actions élaborés à ce sujet.

En tant qu'employeur socialement responsable, l'engagement de Groupama Banque et de ses filiales contre les discriminations et en faveur de la diversité s'est traduit par la transposition et la mise en œuvre des dispositions prises dans le cadre des chartes et accords du Groupe Groupama :

- Adhésion à la charte de la diversité signée le 26 juin 2007, elle engage l'ensemble du Groupe Groupama en France à mettre en place une politique en faveur de la diversité ;
- Adhésion à la charte de la parentalité du 14 décembre 2010 : cette charte confirme les engagements du Groupe Groupama en France en matière d'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes ; elle permet de favoriser une meilleure qualité de vie au travail reposant sur un cadre social riche ainsi que sur l'évolution professionnelle des salariés - parents.

L'entreprise Groupama Banque a fait de la non-discrimination une de ses valeurs essentielles. À ce titre, plusieurs actions sont menées :

- Dans le cadre des revalorisations de situation individuelle, une attention particulière est portée sur l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes ;
- Lors de l'étude des candidatures, et tout au long du processus de recrutement, seules les compétences et l'expérience des candidats sont retenues comme critères de sélection ;
- Des actions de sensibilisation, auprès des managers et des collaborateurs, sont conduites lors de la semaine en faveur de l'emploi des personnes reconnues handicapées ;
- Des engagements en faveur des jeunes et des seniors ont été pris au travers du contrat de génération signé le 25 septembre 2013, pour améliorer l'accès des jeunes à un emploi, maintenir l'emploi des seniors salariés et assurer la transmission des savoirs, des compétences et de l'expérience.

L'entreprise Groupama Banque a désigné un correspondant diversité qui veille à ce que les thématiques de prévention des discriminations et de promotion de la diversité et de l'égalité de traitement soient communiquées et relayées.

Par ailleurs, l'entreprise Groupama Banque a souhaité interagir avec le tissu économique local. Dans ce cadre, un partenariat avec la ville de Montreuil a été conclu. À titre d'exemple, ce partenariat prévoit notamment :

- L'aide à l'insertion professionnelle des habitants de la communauté de communes d'Est – Ensemble ;
- L'accueil de stagiaires, d'auxiliaires d'été, d'alternants issus de la communauté de communes d'Est - Ensemble.

- **Mesures prises en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes**

Groupama Banque et ses filiales considèrent la mixité comme un véritable atout. En application de l'accord Groupe du 24 octobre 2008 précité, elles réaffirment leur ambition d'atteindre une représentation équilibrée des femmes et des hommes.

Pour Groupama Banque, l'accord triennal relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes étant arrivé à échéance en juillet 2015, un nouvel accord reprenant les grands principes de l'égalité traitement a été signé le 3 novembre 2015, à l'unanimité des organisations syndicales représentatives au sein de la Banque.

Groupama Asset Management a conclu un accord d'entreprise le 29 mai 2012 relatif à l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes. À travers cet accord, il garantit l'égalité des chances entre les femmes et les hommes, notamment en termes de promotion professionnelle. Groupama Asset Management garantit également l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes pour un même niveau de responsabilités, de formation, d'expérience et de compétences professionnelles mises en œuvre.

Au 31 décembre 2015, on compte 56,48% de femmes en CDI au sein de Groupama Banque et ses filiales.

Les femmes représentent :

- 70,63% des salariés non cadres ;
- 52,20% des salariés cadres ;
- 28 %des salariés cadres de direction.

Pour Groupama Banque, Groupama Asset Management et Groupama Épargne Salariale *(*)*, au 31 décembre 2015 :

- La famille de métiers « administrative » compte 54,74% de femmes ;
- Contre 52,91% de femmes dans la famille de métiers « commerciaux ».

| | ***2014*** | ***2015*** | ***Périmètre*** |
|---|---|---|---|
| *Proportion de femmes par statut :*<br>*- cadres (*)*<br>*- non cadres*<br>*- cadres de direction* | <br>51,87%<br>71,09%<br>27,45% | <br>52,20%<br>70,63%<br>28% | **100%** |
| *Proportion de femmes par familles de métier (**) :*<br>*- « commerciaux »*<br>*- « administratif »* | <br>58,66%<br>55,49% | <br>54,74%<br>52,91% | **100%** |

*(*) Données 2014 retraitées.*
*(**) Ces familles de métiers ne concernent pas Groupama Immobilier.*

Par ailleurs en 2015, 4,10% des femmes ont obtenu une promotion contre 2,05% pour les hommes.

- **Mesures prises en faveur de l'emploi et de l'insertion des personnes handicapées**

Afin de concrétiser ses engagements sur l'insertion et le maintien dans l'emploi des collaborateurs en situation de handicap, le Groupe Groupama communique régulièrement sur le handicap en interne auprès de l'ensemble des collaborateurs grâce aux éléments mis en ligne sur le Kiosque – intranet du groupe – (articles, interviews, brochures, films…), et à l'externe (via des guides, annuaires, articles de presse ; la participation à des conférences, salons et forums, à destination des professionnels ou du grand public). Ces communications sont ensuite relayées sur les intranets de Groupama Banque et de ses filiales.

L'entreprise Groupama Banque poursuit également son partenariat avec l'Agefiph, signé par le Groupe Groupama le 18 novembre 2010. Il a pour finalité de favoriser l'insertion professionnelle et le maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap au sein des entreprises du Groupe en France. Ce partenariat permet notamment la diffusion des offres d'emploi des entreprises du Groupe sur le site www.groupama-gan-recrute.com et le site Internet de l'Agefiph.

L'entreprise Groupama Banque s'inscrit également dans le partenariat du Groupe avec l'ADAPT, association à l'initiative de la semaine pour l'emploi des personnes handicapées, à laquelle le Groupe participe depuis 7 ans.

En 2015, l'entreprise Groupama Banque a signé un partenariat avec l'association Tremplin dont l'objet est l'insertion et la re-scolarisation des jeunes étudiants ou diplômés en situation de handicap. Notre volonté conjointe est de passer d'une politique d'intégration en faveur des personnes handicapées à une réalité d'accueil, de formation et d'insertion.

L'entreprise Groupama Banque accompagne individuellement les collaborateurs reconnus TH (travailleurs handicapés). Ces collaborateurs sont reçus par le département des Ressources Humaines et éventuellement en partenariat avec la médecine du travail. Une étude peut être réalisée et un aménagement de poste opéré.

En outre, l'entreprise Groupama Banque entreprend chaque année des actions de sensibilisation :

- Jeu concours sur les handicaps ;
- Distribution de goodies en lien avec le handicap ;
- Affichettes de sensibilisation.

Dans le cadre de la Semaine Européenne pour l'Emploi des Personnes Handicapées, plusieurs actions ont été entreprises par l'entreprise Groupama Banque :

- Toute la semaine, ont été disposées dans l'immeuble, des affiches 1 jour/1 handicap, afin de sensibiliser les collaborateurs aux handicaps invisibles ;
- A travers l'action Handi'chiens initiée par le groupe, l'entreprise Groupama Banque et Groupama Épargne Salariale ont offert la possibilité à leurs collaborateurs de participer au financement de l'éducation d'un chien d'assistance, confié à une personne atteinte d'un handicap moteur. Au total, 1 476 euros ont été récoltés dans le cadre de cette opération ;

- Le 17 novembre 2015, l'entreprise Groupama Banque a accueilli deux personnes en situation de handicap, afin de leur faire découvrir les métiers de la Banque. Durant cette journée en immersion, ces jeunes personnes ont eu l'occasion de rencontrer les collaborateurs de l'entreprise et d'échanger avec eux sur leurs missions. Cette action organisée par les départements des Ressources Humaines et de la Communication de la Banque avait pour objectif d'aider ces jeunes dans leur orientation professionnelle. Un mois plus tard, la banque a eu le plaisir d'accueillir une des deux personnes en contrat d'alternance ;
- Le quizz "Connaissez-vous vraiment le handicap ?" a été diffusé auprès des collaborateurs, avec la remise d'un cadeau réalisé par un ESAT (338 participants au quizz) ;
- Une nouvelle rubrique diversité a été créée sur notre intranet avec la mise en place d'un rendez-vous périodique « #CultureDiversité ». Cette nouvelle rubrique a pour objectifs de partager les actions mises en place par la Banque et d'échanger sur les différents sujets liés à la diversité. Le premier rendez-vous #CultureDiversité a permis de revenir sur la semaine consacrée à la sensibilisation sur les handicaps visibles et invisibles.

Groupama Asset Management mène depuis plusieurs années, une politique volontariste en faveur des personnes en situation de handicap. Plus qu'un engagement, cette démarche est un véritable projet d'entreprise, qui a pris forme grâce à l'implication des collaborateurs de l'entreprise.

En 2015, ce projet s'est concrétisé par :

- Des actions de sensibilisation
  - Une communication régulière sur le site intranet de Groupama Asset Management avec la mise à jour de la rubrique dédiée à l'handicap ;
  - La proposition aux collaborateurs de massages assis réalisés par des praticiens malvoyants de la société Altermassage, le 17 novembre 2015 dans le cadre de la semaine pour l'emploi des personnes handicapées. Cette action a remporté un vif succès auprès des collaborateurs ;
  - Le soutien à l'association Handi'chiens par l'achat par Groupama Asset Managemehnt de tickets de tombola à l'ensemble des collaborateurs et par la vente de peluches et de porte-clefs, le 18 novembre 2015 ;
  - La participation à un questionnaire sur le handicap déployé au niveau du groupe.
    Ces actions de sensibilisation ont notamment conduit à la reconnaissance du statut de travailleur handicapé pour deux collaborateurs de Groupama Asset Management, en 2015.

- Des actions destinées à favoriser le recrutement et la formation :
  - La transmission systématique des offres de postes et de stages à des organismes spécialisés dans le recrutement et la formation de personnes en situation de handicap ;
  - La collaboration avec des entreprises adaptées (ESAT) pour l'entretien des plantes ;
  - Le versement d'une partie (chaque année plus importante) de la taxe d'apprentissage à des instituts spécialisés dans le handicap.

En 2015, Groupama Banque et ses filiales ont atteint un taux moyen d'emploi de 2,55%. Sur l'ensemble des effectifs du périmètre consolidé Groupama Banque et ses filiales au 31 décembre 2015, 26 salariés étaient en situation de handicap.

| | ***2014*** | ***2015*** | ***Périmètre*** |
|---|---|---|---|
| *Nombre de salariés en situation de handicap* | 22 | 26 | **100%** |

- **Maintien dans l'emploi des seniors**

Dans un contexte d'allongement de la vie professionnelle, le Groupe Groupama encourage la redynamisation des secondes parties de carrière et favorise une politique de gestion des âges non discriminante.

L'entreprise Groupama Banque a traité ces sujets dans le cadre de l'accord génération du 25 septembre 2013 où sont abordées les thématiques sur :

- Le recrutement et le maintien dans l'emploi des seniors ;
- L'amélioration de leurs conditions de travail ;
- L'anticipation de leur évolution de carrière ;
- Le développement de leurs compétences ;
- L'aménagement de leur fin de carrière ;
- La transmission de leur savoir.

L'entreprise Groupama Banque a négocié son accord génération en prenant en compte ses besoins, sa pyramide des âges, et ses évolutions en lien avec sa stratégie de développement. Les bilans de cet accord et de l'ancien accord senior ont été présentés aux instances représentatives concernées.

Groupama Immobilier a régularisé, le 27 septembre 2013, un plan d'actions « contrat de génération » visant notamment à prévenir toute forme de discrimination liée à l'âge, et s'engageant à ce que ce principe soit intégré dans les actes de management et de gestion des RH, notamment en matière de recrutement, de mobilité et d'évolution de carrière.

Groupama Asset Management a renégocié son contrat de génération fin 2015. Les parties ont réaffirmé leur volonté de garantir l'accès à l'emploi et le maintien dans l'emploi de tout travailleur quel que soit son âge et son niveau de qualification en favorisant la transmission des savoirs et des compétences entre ces derniers. Cet accord a pour objet de favoriser :

- L'embauche et l'insertion professionnelle des jeunes au sein de l'entreprise ;
- L'embauche, la poursuite de l'activité et la reconversion professionnelle des salariés qualifiés de seniors ;
- L'interaction entre ces deux populations.

Au 31 décembre 2015, le périmètre consolidé Groupama Banque et ses filiales compte dans ses effectifs 20,09% de seniors en CDI de 50 ans et plus. Les seniors représentent :

- 9,79% des salariés non cadres ;
- 21,86% des salariés cadres ;
- 58% des salariés cadres de direction.

Pour Groupama Banque, Groupama Asset Management et Groupama Épargne Salariale, au 31 décembre 2015 :

- la famille de métiers « administrative » compte 17,79% de seniors en CDI ;
- contre 7,41% de seniors en CDI dans la famille de métiers « commerciale ».

| | *2014* | *2015* | *Périmètre* |
|---|---|---|---|
| *Proportion de séniors par statut :*<br>*- cadres*<br>*- non cadres*<br>*- cadres de direction* | 21,94%<br>9,86%<br>56,86% | 21,86%<br>9,79%<br>58% | **100%** |
| *Proportion de séniors par familles de métier(*) :*<br>*- « commerciaux »*<br>*- « administratif »* | 7,82%<br>17,06% | 7,41%<br>17,79% | **100%** |

*(*) Ces familles de métiers ne sont pas comptabilisées à Groupama Immobilier.*

### *g) Promotion et respect des stipulations des conventions fondamentales de l'OIT*

Le Groupe Groupama rappelle son engagement à respecter les stipulations des conventions fondamentales de l'OIT dans sa Charte éthique, déployée dans l'ensemble de ses entreprises dont Groupama Banque et ses filiales, et portée à la connaissance de tous ses salariés.

La Charte éthique rappelle également que le Groupe Groupama adhère pleinement aux recommandations ou engagements formulés par : la Déclaration universelle des droits de l'Homme et la Convention européenne des droits de l'Homme, les principes directeurs de l'OCDE et les dix principes du Pacte mondial.

Les conventions fondamentales de l'OIT sont reprises par la charte éthique de Groupama, notamment :

- La liberté d'association et la reconnaissance effective du droit de la négociation collective,
- L'élimination de la discrimination en matière d'égalité professionnelle,
- La déclaration de l'OIT relative aux principes fondamentaux du travail.

### *h) Charte éthique*

Élaborée par un groupe de travail dédié, la charte éthique Groupama a été présentée devant le Comité de direction générale de Groupama SA, le Comité exécutif Groupe et le Conseil d'administration, puis annexée au règlement intérieur des entreprises du groupe en respectant les procédures d'information et de consultation des instances représentatives du personnel (Comité de groupe et Comité d'entreprise européen, CHSCT, CE, Inspecteur du travail, greffe du conseil des prud'hommes et affichage).

La Charte éthique créée et déployée dans l'ensemble du groupe entre 2008 et 2010 a pour objet principal de fédérer et mobiliser les collaborateurs du groupe autour de ses valeurs de proximité, engagement, performance et solidarité, en définissant les engagements du groupe en matière d'éthique, comme par exemple : toujours agir dans le respect de la confiance que nous portent nos sociétaires et clients, favoriser le développement des talents individuels et collectifs des collaborateurs, affirmer notre

vocation d'acteur socialement responsable et solidaire. Ces engagements sont déclinés en règles de conduite à adopter par les collaborateurs. En particulier, ceux-ci sont tenus de faire preuve d'intégrité et de loyauté dans l'exercice de leurs fonctions, à l'intérieur comme à l'extérieur de leur entreprise lorsqu'ils la représentent et s'interdisent tout acte de corruption active ou passive.

Le Groupe Groupama réaffirme son engagement, pris depuis 2008, d'employeur socialement responsable.

La Charte éthique a été révisée et présentée en comité d'éthique fin 2014, afin de prendre en compte les évolutions du groupe et de son environnement depuis 2008. Dans ce texte, ont été adaptées ou renforcées notamment les parties sur :

- Les valeurs ;
- Le devoir de conseil et la protection des données ;
- La lutte contre la corruption et la fraude ;
- La liberté d'expression des collaborateurs sous réserve de la préservation de la neutralité du groupe, y compris sur les réseaux sociaux ;
- La transformation du rôle du comité qui peut se saisir, au-delà de l'éthique, de tout sujet RSE.

La nouvelle version de la charte sera diffusée à l'ensemble des collaborateurs du Groupe à l'issue d'un processus interne de validations, informations et consultations qui s'est déroulé durant l'année 2015.

L'entreprise Groupama Banque a annexé cette nouvelle charte au règlement intérieur après une information et consultation du CHSCT du 17 septembre 2015 et du comité d'entreprise du 18 septembre 2015, pour une entrée en vigueur au 5 décembre 2015 (conformément aux formalités de dépôt et de publicité). Les dispositions de la nouvelle charte sont décrites en annexe N° 2 du règlement intérieur.
Tout collaborateur de l'entreprise peut saisir la direction de l'entreprise Groupama Banque de toute question relative à l'interprétation ou à l'application de la charte éthique de Groupama, afin que celle-ci en informe le Comité d'éthique.

Groupama Immobilier a annexé, en 2015, la Charte Ethique à son règlement intérieur

Groupama Asset Management a annexé, en 2015, la nouvelle charte éthique au règlement intérieur qui a reçu un avis favorable du CE et du CHSCT, lors de la procédure d'information consultation.

Groupama Épargne Salariale a annexé la nouvelle charte éthique à son règlement intérieur, en septembre 2015 et l'a diffusée aux collaborateurs.

## 2. Informations environnementales

À l'instar du Groupe Groupama, Groupama Banque et ses filiales, conscientes de leur responsabilité en termes d'impacts indirects, ont développé depuis plusieurs années des actions incitatives en faveur de l'environnement :

- Auprès de leurs clients, leurs fournisseurs ;
- Au travers d'offres de services, d'actions de prévention et de sensibilisation et des contrats d'achats.

### *a) Politique générale en matière environnementale*

Par ses activités de services, les impacts directs de Groupama Banque et de ses filiales sur l'environnement sont limités : leurs activités ne constituent pas des menaces pour la biodiversité, l'eau ou l'utilisation des sols. De ce fait, ils n'ont pas de provisions financières pour risque environnemental.

Groupama Banque et ses filiales ont développé une politique de réduction de leurs consommations (papier, eau, énergie), de réduction de leurs émissions de CO2 et de leurs déchets notamment DEEE, impulsée et animée par ailleurs au niveau groupe Groupama par la Direction RSE en collaboration avec Groupama Supports et Services (G2S).

En matière de protection de l'environnement, les salariés, les parties prenantes, les partenaires de Groupama Banque et de ses filiales sont régulièrement informés des enjeux environnementaux. À titre d'exemple, les conférences téléphoniques et les visio-conférences sont fréquemment utilisées par souci d'efficacité et de limitation des déplacements.

L'entreprise Groupama Banque, lors de la semaine européenne du développement durable (du 30 mai au 5 juin 2015) a proposé à ses collaborateurs, en partenariat avec objectif éco énergie, d'équiper les logements d'un kit Réduc'Eau©, dans le but de diminuer la consommation en eau et en énergie de chaque foyer. Composé de 2 régulateurs de débit aéré, 1 douchette hydro-économe, 1 fiche conseils et 1 notice de montage, le kit Réduc'Eau© a été commandé gratuitement par 118 collaborateurs qui peuvent ainsi réaliser jusqu'à 30% d'économie d'eau par an.

L'entreprise Groupama Banque privilégie par ailleurs la dématérialisation des courriers et des relevés de comptes pour réduire la consommation de papier. Ainsi, une baisse de 49% des relevés de comptes papier a été constatée depuis le mois de novembre 2013 (176 000 relevés de comptes mensuels envoyés sur support papier en novembre 2013 versus 90 000 en octobre 2015).

En 2015, la dématérialisation a également porté sur : 354 181 courriers, 109 261 fax, et 44 979 mails et documents scannés.
Sur son site internet www.groupamabanque.com ainsi que sur ses réseaux sociaux, l'entreprise Groupama Banque communique sur sa démarche responsable. Plusieurs articles ont été rédigés et publiés entre 2014 et 2015. Par ailleurs, une infographie mettant en exergue des indicateurs sociaux et environnementaux de l'entreprise Groupama Banque a été créée et relayée sur les réseaux sociaux.

Groupama Immobilier, en raison de la spécificité de ses activités, conduit une politique RSE à plusieurs titres.

En terme de certification environnementale, Groupama Immobilier vise, dans la mesure du possible, l'obtention d'un label HQE ou BREEAM lors des travaux de restructuration des immeubles gérés (6 immeubles concernés - travaux validés).

Ainsi, l'immeuble Le Dumas qui accueille le siège de Groupama Banque et Groupama Epargne Salariale a été rénové dans un souci de respect de l'environnement et a obtenu la certification HQE Construction.
En janvier 2014, Groupama Immobilier a signé la charte pour l'efficacité énergétique des bâtiments tertiaires anticipant la mise en place de l'obligation de rénovation inscrite dans la loi « Grenelle 2 ».

Par ailleurs, Groupama Immobilier a établi une Charte travaux verts avec 15 points de sensibilisation (notamment : règlementation, économie d'énergie, environnement, matériaux, chantier…) qui est applicable pour tous les dossiers travaux supérieurs à 100 000 euros.

La Charte « travaux verts » a un double objectif :

- Sensibiliser les prestataires référencés par Groupama Immobilier sur l'importance de l'impact des travaux sur l'environnement ;
- Mettre en œuvre une politique environnementale qui s'inscrit dans le cadre de la loi Grenelle 2.

Groupama Immobilier met également en œuvre des outils et démarches permettant de diffuser et partager avec les locataires des engagements environnementaux :

- Baux verts : tous les nouveaux baux tertiaires signés par Groupama Immobilier sont des « baux verts » intégrant des clauses environnementales visant à :
    - réduire la consommation énergétique ;
    - organiser la communication réciproque (entre locataire et propriétaire) des équipements des immeubles et des locaux loués, et de leurs caractéristiques énergétiques.
- Livret vert du locataire : ce guide accompagne l'annexe environnementale au bail; il se présente comme un inventaire des bonnes pratiques environnementales attendues réciproquement par les parties.
- Livret d'accueil qui présente brièvement l'immeuble et sa situation et propose pour les principales applications (chauffage, éclairage, ventilation...) des conditions d'utilisation et des modes d'emploi personnalisés.

Groupama Immobilier gère par ailleurs la quasi-totalité du patrimoine forestier du groupe détenu au travers de la Société Forestière Groupama (SFG) – soit 20 107 ha. Toutes les forêts gérées sont certifiées PEFC (programme de reconnaissance des certifications forestières).

Groupama Asset Management sensibilise régulièrement ses collaborateurs à la protection de l'environnement. En outre, la charte de déontologie achats prévoit que Groupama Asset Management se doit de procéder à des achats responsables au plan environnemental, sur les produits, des critères tels que recyclés, recyclables et modes de fabrication sont pris en compte.

Groupama Épargne Salariale : depuis janvier 2014, les relevés d'opération sont regroupés sur un relevé mensuel global par épargnant, ils ne sont plus envoyés par type de plan, après chaque opération. En outre, une campagne est menée depuis 3 ans en faveur de la dématérialisation des relevés d'opérations auprès des épargnants. Ainsi, depuis juillet 2014, le groupe Groupama a décidé de dématérialiser les relevés de tous ses salariés afin de réduire sa consommation en papier et de protéger l'environnement.

Par ailleurs, Groupama Épargne Salariale a mis en place depuis 4 ans, différentes campagnes de sensibilisation pour le co-voiturage ou les déplacements en train plutôt qu'en avion.

### *b) Pollution et gestion des déchets*

Les activités de services de Groupama Banque et ses filiales ne génèrent pas directement de déchets ou de pollutions autres que les déchets de bureau.

Elles souhaitent cependant progresser dans la valorisation de ceux-ci, au travers le tri collaboratif.

L'entreprise Groupama Banque et Groupama Épargne Salariale mènent différentes actions :

- Des poubelles de tri sélectif ont été déposées dans chaque bureau, sur les deux sites (Amiens et Montreuil) afin que le collaborateur devienne actif dans la sélection des déchets. Le mode d'emploi de ces poubelles sélectives est rappelé sur l'intranet de Groupama Banque ;
- Des bacs cylindriques ont été installés afin de collecter les piles et bouchons usagés. Le prestataire de restauration collective a également mis en place des bacs de collecte pour jeter canettes, bouteilles en plastique et bouchons.

Cette démarche implique d'autres acteurs tels que la société de ménage - qui poursuit cet effort de collecte sélective en ramassant les déchets dans des sacs distincts - et les sociétés de ramassage de déchets, afin que le circuit de collecte sélective soit assuré jusqu'au terme.

Groupama Immobilier a recours à des sociétés de recyclage pour les corbeilles de bureaux et le matériel informatique.
Il a initié la récupération des capsules de café auprès d'une société de récupération en liaison avec son fournisseur.

Groupama Asset Management travaille avec la société CYLEAD pour le tri de ses déchets.
Par ailleurs, Groupama Asset Management recycle ses cartouches, néons et piles par le biais d'un partenariat avec la Société CARTOUCHE UTILE.

| | ***2014*** | ***2015*** | ***Périmètre (*)*** |
|---|---|---|---|
| ***Total des déchets produits (tonnes)***<br>***Total des déchets produits par personne (kg/ETP)*** | **-**<br>**-** | **38,16**<br>**113,39** | **NA** |
| *Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques (DEEE) produits (tonnes)*<br>*Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques produit par personne (DEEE) produits (kg/ETP)* | -<br>- | 0,78<br>2,10 | **37,56%** |
| *Déchets de papier/carton produits (tonnes)*<br>*Déchets de papier/carton produits par personne (kg/ETP)* | -<br>- | 9,2<br>35,56 | **26,12%** |
| *Déchets Industriels Banals produits (tonnes)*<br>*Déchets Industriels Banals produits par personne (kg/ETP)* | -<br>- | 28,18<br>75,73 | **37,56%** |

*(*) Seules les entités non gérées par G2S ont pu renseigner les indicateurs.*

### *c) Utilisation durable des ressources*

**Consommation d'eau :**

Les activités de Groupama Banque et ses filiales ne nécessitent pas d'eau en dehors de la consommation courante de ses bâtiments de bureau. Toutefois, des campagnes de « prévention eau » destinées à réduire les consommations sont régulièrement menées auprès des salariés des entités.

L'immeuble de Montreuil, siège de Groupama Banque et de Groupama Épargne Salariale, est équipé de robinets mitigeurs à détection de mouvement, de façon à limiter la surconsommation d'eau.
À fin octobre 2015, Groupama Banque et ses filiales ont consommé 11 969,43 $m^3$ d'eau, soit 12,08 $m^3$ par ETP (Équivalent Temps Plein). L'augmentation de la consommation d'eau est principalement due à une forte augmentation de l'entité Groupama Immobilier (+90% par rapport à 2014).

| | ***2014*** | ***2015*** | ***Périmètre*** |
|---|---|---|---|
| *Consommation d'eau ($m^3$)*<br>*Consommation d'eau par personne ($m^3$/ETP)* | 8 420,32<br>8,52 | 11 969,43<br>12,08 | **100%** |

**Consommation de papier :**

Groupama Banque et ses filiales s'efforcent d'acheter du papier labellisé et privilégie, dans la mesure du possible, la correspondance électronique.

L'entreprise Groupama Banque, dans un souci de réduire la consommation de papier mais aussi d'énergie a, en collaboration avec G2S (Groupama Supports et Services) rationalisé les moyens d'impression : diminution du nombre d'imprimantes, impression recto/verso en standard.

La consommation totale de papier de Groupama Banque et de ses filiales atteint en 2015 74,39 tonnes soit 75 kg de papier consommé par personne.

Ce total comprend :
- La consommation de papier de bureau (17,15 tonnes) dont 99,91% est labellisé PEFC ;
- La consommation de documents marketing et techniques (48,41 tonnes) ;
- La consommation de papier en éditique de masse (8,83 tonnes).

Entre 2014 et 2015 la consommation de papier a augmenté de 32,86%. Cela s'explique notamment par une forte politique de communication.

| | ***2014*** | ***2015*** | ***Périmètre*** |
|---|---|---|---|
| ***Consommation totale de papier (tonnes)***<br>***Consommation totale de papier par personne (kg/ETP)*** | **55,99**<br>**56,64** | **74,39**<br>**75,10** | **NA** |
| *Consommation de papier de bureau (tonnes)*<br>*Consommation de papier de bureau par personne (kg/ETP)* | 17,84<br>18,05 | 17,15<br>17,32 | **100%** |
| *Proportion de papier de bureau labellisé*<br>*Proportion de papier de bureau recyclé* | 100 %<br>0 % | 99,91 %<br>0 % | **100%** |
| *Consommation de documents marketing et techniques (tonnes)*<br>*Consommation de documents marketing et techniques par personne (kg/ETP)* | 28,59<br>28,92 | 48,41<br>48,87 | **100%** |
| *Consommation d'éditique de masse (tonnes)*<br>*Consommation d'éditique de masse par personne (kg/ETP)* | 9,56<br>9,67 | 8,83<br>8,92 | **100%** |

**Consommation d'énergie :**

En 2015, la consommation d'énergie de Groupama Banque et de ses filiales atteint 5 422 457 kWh soit 5 473,86 kWh par ETP.

La consommation totale d'énergie est bien maîtrisée. Elle a très légèrement baissé de 0,03% entre 2014 et 2015 principalement en raison pour :

- L'entreprise Groupama Banque, de la fin de l'occupation des bureaux du deuxième étage d'Amiens au 31 mars 2015 ;
- Groupama Épargne Salariale, de la baisse des effectifs ;
- Groupama Asset Management, d'une nouvelle installation technique (CVC) utilisant la technologie de Climespace pour la climatisation et CPCU pour le chauffage.

La consommation totale d'énergie rapportée par ETP a diminué de 0,24%.

| | ***2014*** | ***2015*** | ***Périmètre*** |
|---|---|---|---|
| ***Consommation totale d'énergie (kWh)***<br>***Consommation totale d'énergie par personne (kWh/ETP)*** | **5 424 111**<br>**5 486,94** | **5 422 456**<br>**5 473,86** | **NA** |
| *Consommation d'électricité (kWh)*<br>*Consommation d'électricité par personne (kWh/ETP)* | 4 262 131<br>4 311,50 | 4 253 090<br>4 293,41 | **100%** |
| *Consommation de gaz (kWh)*<br>*Consommation de gaz par personne (kWh/ETP)* | 0<br>0 | 0<br>0 | **100%** |
| *Consommation de fioul (kWh)*<br>*Consommation de fioul par personne (kWh/ETP)* | 0<br>0 | 0<br>0 | **100%** |
| *Consommation de chaleur (kWh)*<br>*Consommation de chaleur par personne (kWh/ETP)* | 815 980<br>825,43 | 844 366<br>852,37 | **100%** |
| *Consommation d'eau glacée (kWh)*<br>*Consommation d'eau glacée par personne (kWh/ETP)* | 346 000<br>350,01 | 325 000<br>328,08 | **100%** |

La consommation totale d'énergie (gaz, fioul, chaleur et eau glacée) et la consommation d'eau ne concernent pas le site Groupama Banque d'Amiens en 2014 et 2015 (ce site compte 93 collaborateurs de Groupama Banque, en 2015). Ces données sont comptabilisées dans les charges.
Par ailleurs, par leurs activités de services, Groupama Banque et ses filiales ne sont ni concernées par la problématique de l'utilisation des sols ni par la problématique liée au stress hydrique.

### *d) Changement climatique*

Dans le cadre de sa stratégie RSE, le Groupe Groupama a la volonté de réduire ses émissions de $CO_2$. Les leviers envisagés pour parvenir à cette fin portent sur les consommations d'énergie, les déplacements professionnels ainsi que la consommation de papier. Un groupe de travail inter-entreprises Groupe mis en place fin 2013, dont fait partie G2S qui travaille avec certains sites de Groupama Banque et ses filiales, pilote cet objectif et est chargé de mettre en place les prérequis nécessaires.

En 2015, les déplacements professionnels de Groupama Banque et de ses filiales ont atteint 1 722 917, 94 km soit 1 739,35 km par personne. Ces déplacements ont augmenté de 4,94% par rapport à 2014. Ce résultat est dû à une augmentation des activités notamment commerciales et de communication (salons, stands, évènements…).

- **Détail des différents types de déplacements professionnels :**

| | *2014* | *2015* | *Périmètre* |
|---|---|---|---|
| ***Total des déplacements (km)***<br>***Total des déplacements par personne (km/ETP)*** | **1 641 800**<br>**1660,82** | **1 722 917**<br>**1 739,25** | **NA** |
| *Déplacements professionnels en avion (km)*<br>*Déplacements professionnels en avion par personne (km/ETP)* | 506 595<br>512,46 | 466 181<br>470,60 | **100%** |
| *Déplacements professionnels en train (km)*<br>*Déplacements professionnels en train par personne (km/ETP)* | 752 722<br>761.44 | 953 918<br>962,96 | **100%** |
| *Déplacements professionnels en voiture non détenues (km)*<br>*Déplacements professionnels en voiture non détenues par personne (km/ETP)* | 252 221<br>255,14 | 217 200<br>219,26 | **100%** |
| *Déplacements professionnels en voiture détenues (km)*<br>*Déplacements professionnels en voiture détenues par personne (km/ETP)* | 130 262<br>131,77 | 85 618<br>86,43 | **100%** |

En 2015, les émissions totales de $CO_2$ atteignent 590,12 tonnes équivalent $CO_2$, soit 0,596 tonnes équivalent $CO_2$ par ETP (le détail selon les 3 scopes du GHG Protocol se trouve dans les tableaux ci-dessous).

Le total des émissions de $CO_2$ par ETP a baissé de 10,89% entre 2014 et 2015. Cette légère baisse est principalement liée à la réduction des consommations énergétiques de nos bâtiments ainsi qu'à l'usage plus important du train en 2015.

- **Émissions de $CO_2$ pour la période de Reporting 2015 selon les 3 scopes définis par le GHG Protocol et selon la méthode de consolidation du contrôle opérationnel :**

| *Émissions directes – Scope 1 (TeqCO$_2$)* | *2014* | *2015* | *Périmètre* |
|---|---|---|---|
| ***TOTAL DES ÉMISSIONS DIRECTES GHG_01***<br>***TOTAL DES EMISSIONS DIRECTES GHG_01 PAR PERSONNE (TeqCO2/ETP)*** | **22,14**<br>**0,02** | **14,3**<br>**0,014** | **NA** |
| *Émissions directes de $CO_2$ liées aux chaudières à gaz*<br>*Émissions directes de $CO_2$ liées aux chaudières à gaz par personne (TeqCO2/ETP)* | 0<br>0 | 0<br>0 | ***100%*** |
| *Émissions directes de $CO_2$ liées aux chaudières à fioul*<br>*Émissions directes de $CO_2$ liées aux chaudières à fioul par ETP (TeqCO2/ETP)* | 0<br>0 | 0<br>0 | ***100%*** |
| *Emissions directes de $CO_2$ liées aux déplacements professionnels en véhicules terrestres détenus*<br>*Emissions directes de $CO_2$ liées aux déplacements professionnels en véhicules terrestres détenus par ETP (TeqCO2/ETP)* | 22,14<br>0,02 | 14,3<br>0,014 | **100%** |

| *Émissions indirectes – Scope 2 ($TeqCO_2$)* | *2014* | *2015* | *Périmètre* |
|---|---|---|---|
| ***TOTAL DES ÉMISSIONS INDIRECTES GHG_02***<br>***TOTAL DES ÉMISSIONS INDIRECTES GHG_02 PAR PERSONNE (TeqCO2/ETP)*** | **527,21**<br>**0,53** | **484,33**<br>**0,49** | **NA** |
| *Émissions directes de $CO_2$ liées à la consommation d'électricité*<br>*Émissions directes de $CO_2$ liées à la consommation d'électricité par personne (TeqCO2/ETP)* | 332,45<br>0,34 | 284,96<br>0,29 | **100%** |
| *Émissions directes de $CO_2$ liées à la consommation de chaleur*<br>*Émissions directes de $CO_2$ liées à la consommation de chaleur par personne (TeqCO2/ETP)* | 182,21<br>0,18 | 188,55<br>0,19 | **100%** |
| *Émissions directes de $CO_2$ liées à la consommation d'eau glacée*<br>*Émissions directes de $CO_2$ liées à la consommation d'eau glacée par personne (TeqCO2/ETP)* | 12,56<br>0,013 | 10,82<br>0,011 | **100%** |

| *Émissions autres – Scope 3 ($TeqCO_2$)* | *2014* | *2015* | *Périmètre* |
|---|---|---|---|
| ***TOTAL DES ÉMISSIONS INDIRECTES GHG_03***<br>***TOTAL DES ÉMISSIONS INDIRECTES GHG_03 PAR PERSONNE (TeqCO2/ETP)*** | **111,51**<br>**0,11** | **91,5**<br>**0,092** | **NA** |
| *Émissions directes de $CO_2$ liées aux déplacements professionnels en véhicules terrestres non détenus*<br>*Émissions directes de $CO_2$ liées aux déplacements professionnels en véhicules terrestres non détenus par personne (TeqCO2/ETP)* | 42,88<br>0,04 | 36,3<br>0,037 | **100%** |
| *Émissions directes de $CO_2$ liées aux déplacements professionnels en avion*<br>*Émissions directes de $CO_2$ liées aux déplacements professionnels en avion par personne (TeqCO2/ETP)* | 64,34<br>0,07 | 49,88<br>0,05 | **100%** |
| *Émissions directes de $CO_2$ liées aux déplacements professionnels en train*<br>*Émissions directes de $CO_2$ liées aux déplacements professionnels en train par personne (TeqCO2/ETP)* | 4,29<br>0,004 | 5,34<br>0,005 | **100%** |

## Investissement dans un fond climatique responsable

L'entreprise Groupama Banque a participé à l'initiative « Tera Neva » lancée par la Banque Européenne d'Investissement (BEI), la BNP Paribas et l'agence de notation extra-financière Vigéo. Cette initiative permet aux institutionnels français de se mobiliser pour lutter contre le changement climatique.

L'entreprise Groupama Banque a ainsi mobilisé la somme de 10 millions d'euros à destination d'une obligation climatiquement responsable faisant partie de la catégorie des « Climate Awareness bonds » (CABs) émis par la Banque Européenne d'Investissement.

Cette obligation verte permettra de soutenir des projets en matière :

- D'énergie renouvelable : production d'énergie éolienne, hydroélectrique, houlomotrice, marémotrice, solaire et géothermique ;
- D'efficacité énergétique : chauffage urbain, cogénération, isolation des bâtiments, réduction des pertes d'énergie lors du transport et de la distribution, remplacement d'équipements entraînant un gain d'efficacité énergétique conséquent.

L'entreprise Groupama Banque affiche ainsi sa volonté de réduire l'impact de son portefeuille sur le changement climatique et son engagement en faveur de la transition énergétique.

**Valorisation de nos forêts pour lutter contre le changement climatique**

Groupama Immobilier gère le patrimoine forestier du Groupe détenu au travers de la Société Forestière Groupama (SFG) – soit 20 107 ha. En 2015, Groupama Immobilier a fait réaliser, pour la 1ère fois, un bilan de gaz à effet de serre (BEGES) des activités de SFG. Il en ressort un montant d'émissions de gaz à effet de serre de 450 tonnes équivalent CO2.

Par ailleurs, un bilan carbone issu des forêts de la SFG a été réalisé.

Cette démarche innovante permet d'estimer la quantité de C02 stockée sur l'ensemble des forêts de la SFG, qui est de 9 239 242 tonnes de CO2.

L'accroissement annuel du stock de CO2 des propriétés forestières du Groupe Groupama est de 334 109 tonnes. Les usages du bois issu des forêts Groupama ont permis d'économiser 39 240 tonnes de CO2 par sa substitution à un autre matériau.

### *e) Protection de la biodiversité*

Le Groupe est un des principaux propriétaires privés de forêts et le premier assureur de forêts en France. Ce patrimoine forestier, constitué de plus de 20 000 hectares, représente l'un des plus importants « poumon vert » français.
Depuis 15 ans, ont été replantés 10 millions d'arbres, soit environ 700 000 plants par an, correspondant à un reboisement de près de 5 000 hectares. Plus des trois quarts du reboisement effectué portent sur des surfaces sinistrées par les tempêtes Lothar et Martin de 1999 - qui ont été reboisées en totalité - et sur celles de la tempête Klaus de 2009 - qui l'ont été partiellement et dont la finalisation interviendra en 2016.

L'ensemble des forêts gérées par Groupama Immobilier (28 massifs forestiers) sont certifiées PEFC (label garantissant une gestion durable de la ressource bois dans les forêts). Ce label définit des règles strictes de réalisation des chantiers d'exploitation dans le cadre d'une gestion durable de la forêt. Ces règles visent notamment à exploiter la forêt dans le respect du sol, de l'eau, de la faune et de la flore.

L'entreprise Groupama Banque agit également en faveur de la biodiversité. Depuis 2011, l'entreprise a installé des ruches sur le toit de son siège social à Montreuil.

Depuis 2013, des animations apicoles sont proposées chaque année pour sensibiliser les collaborateurs à l'importance de la protection de la biodiversité. Plusieurs sessions, animées par l'apiculteur chargé des ruches, se sont déroulées le 1er octobre 2015 et ont regroupé une quarantaine de collaborateurs.

## 3. Informations sociétales

### *a) Impact territorial, économique et social de l'activité de la société*

Ancrées dans la modernité et le mouvement, Groupama Banque et ses filiales s'engagent aux côtés du Groupe Groupama pour aller plus loin dans la prise en compte des facteurs environnementaux, sociaux et sociétaux dans les domaines suivants :

- Construction des offres ;
- Actions de prévention ;
- Gestion d'actifs ;
- Comportement responsable dans ses relations avec ses diverses parties prenantes.

- **Offres responsables**

L'entreprise Groupama Banque place l'intérêt de ses clients et la prévention du surendettement au centre de son action. Ainsi, toute attribution de prêt bancaire fait-elle l'objet d'une étude préalable réalisée par une équipe dédiée. Informé de manière transparente et détaillée, chaque client peut souscrire en toute sécurité et sans mauvaise surprise. Aucune offre de financement de projet n'est accordée sans une évaluation des capacités de remboursement du client (conformément à la réglementation).

Groupama Immobilier conduit différentes mesures lors des travaux de rénovation pour offrir à ses locataires des produits moins consommateurs d'énergie :

- Étude comparative des différentes sources d'énergie avec une approche en coût global et un bilan théorique CO2 sur les consommations estimées ;
- Mise en place de double vitrage et renfort d'isolation thermique si possible ;
- Éclairage avec ballast électronique et cellules captant l'ensoleillement et la présence en espace bureaux ;
- Généralisation de mise en œuvre de détecteurs de présence dans les parties communes ;
- Gestion technique du bâtiment (GTB) : partenariat avec Climespace et CPCU ;
- Pour les contrats de chauffage : des études systématiques sont conduites lors des remplacements des systèmes de chauffage en vue d'améliorer l'efficacité énergétique.

Groupama Immobilier vise, dans la mesure du possible, l'obtention d'un label HQE ou BREEAM lors des travaux de restructuration des immeubles gérés.

- **Prévention**

Pour Groupama Banque et ses filiales, pratiquer une politique de prévention d'envergure, c'est encourager l'émergence d'attitudes responsables face aux risques d'aujourd'hui et de demain, tout en étant économiquement performant.

À titre d'exemple, l'entreprise Groupama Banque, à l'occasion du traitement des réclamations et des demandes d'information, accompagne de façon pédagogique ses clients en leur communiquant des conseils sur la bonne gestion de leurs comptes bancaires et en leur adressant les minis guides pratiques publiés par la FBF.
Ces guides sont également consultables sur le site corporate www.groupamabanque.com.
Cette communication s'inscrit dans une démarche volontariste de prévention et de sensibilisation sur les bonnes pratiques de gestion de comptes.

Groupama Immobilier met en œuvre des outils et démarches permettant de diffuser et de partager avec les locataires des attitudes responsables :

- Le Livret vert du locataire : ce guide accompagne l'annexe environnementale au bail. Il se présente sous la forme d'un inventaire de bonnes pratiques environnementales attendues réciproquement par les parties. On y trouve aussi des informations pratiques comme l'accès ou la proximité des transports en commun ;
- Le Livret d'accueil : propose, pour les principales applications (chauffage, éclairage, ventilation,...), des conseils d'utilisation et des modes d'emploi personnalisés.

- **Prévention interne**

Groupama Banque et ses filiales accordent également beaucoup d'importance à la sensibilisation de ses collaborateurs sur de nombreux sujets de société. Ainsi 82 collaborateurs ont été sensibilisés en 2015.

L'entreprise Groupama Banque a proposé en 2015 :

- Des séances de sensibilisation sur la loi "Informatique & Liberté" via un module de e-learning ;
- Une formation sur la prévention en Entreprise" via un programme appelé "Chargé(e) de Prévention en Entreprise" ;
- Une formation pour maîtriser le cadre juridique des moyens techniques et humains de surveillance ;
- Une conférence sur l'identification et la prévention des troubles musculo squelettiques ;
- Une formation à destination des hôtesses d'accueil sur la Sécurité des personnels d'accueil.

Groupama Immobilier a proposé à ses collaborateurs pour 2015, des séances de sensibilisation à la sécurité, via des formations pour la maîtrise des extincteurs.

Groupama Asset Management a proposé, en 2015, à ses collaborateurs une formation gestes et postures et continue de proposer des formations sur la santé et sécurité au travail (SST).

- **Impact économique**

Sous l'angle du financement économique solidaire, l'entreprise Groupama Banque, partenaire de l'Association pour le Droit à l'Initiative Economique (ADIE), s'est mobilisée une nouvelle fois, en 2015, en accordant une ligne de refinancement de 1 000 000 euros.

**Achats locaux**

Groupama Banque et ses filiales accordent de l'importance à développer leur activité sur leur territoire d'implantation. Avec une part de 86,18% d'achat de biens et de services réalisée au niveau local, Groupama Banque et ses filiales soutiennent l'économie locale tout en préservant des emplois et en favorisant le tissu économique de la région Ile-de-France et Picardie (pour le site de Groupama Banque situé à Amiens).

**Achats dans le secteur adapté/protégé**

Afin de donner un accès à l'emploi à des personnes handicapées ou éloignées de l'emploi, Groupama Banque et ses filiales ont également mis en place une démarche d'achat solidaire en développant des partenariats avec des entreprises du secteur adapté/protégé. Le montant des achats réalisés dans ce secteur s'évalue pour 2015 à 31 311,35 euros (HT).

| | *2014* | *2015* | *Périmètre* |
|---|---|---|---|
| *Montant total des achats (€)* :*<br>*- dont montant des achats locaux (€)** | -<br>- | **108 545 247,9**<br>93 548 519,79 | **100%** |
| *Montant des achats effectués auprès du secteur adapté/protégé (€)** | - | 31 311,35 | **100%** |

*(*) Les montants indiqués prennent uniquement en compte les achats effectués par l'entité hors G2S.*
*Le montant des achats de Groupama Immobilier ont été comptabilisés du 01/01/15 au 25/11/2015.*

- **Gestion responsable des actifs**

Le Groupe Groupama, acteur financier du développement à long terme de l'économie, est engagé depuis quinze ans dans la promotion de l'investissement responsable, notamment à travers sa filiale de gestion d'actifs pour compte de tiers, Groupama Asset Management. Ses expertises d'analyse et recherche, ses produits de gestion et sa mobilisation au sein de nombreuses structures françaises et internationales en font l'un des leaders reconnus du marché en la matière.

Pour Groupama Asset Management, les attentes des clients, désormais à la recherche d'une finance plus stable et durable, ont beaucoup évolué. C'est la raison pour laquelle Groupama Asset Management a décidé d'approfondir sa stratégie en matière d'investissement responsable autour de deux axes majeurs : l'intégration des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) et l'engagement de l'entreprise auprès de toutes les parties prenantes.

**Étendre l'intégration des critères ESG**
Il ne s'agit plus de développer uniquement des process et produits spécifiques, dits ISR, mais de renforcer la prise en compte des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans l'ensemble des produits et process de gestion.
L'intensité et les modalités de cette intégration peuvent varier suivant les classes d'actifs et les processus d'investissement. L'objectif commun de cette intégration renforcée est souvent d'améliorer la prise en compte des risques ESG susceptibles d'avoir un impact fort sur la valeur d'un actif souverain ou d'une entreprise.

**Renforcer l'engagement de l'entreprise**
L'engagement de l'entreprise se manifeste d'abord dans sa volonté de dialogue avec les émetteurs pour entretenir un échange à la fois plus régulier et plus structuré sur leurs pratiques ESG. Groupama Asset Management intervient auprès de ses clients afin de les inciter à partager ses convictions d'investissement responsable.

**Dialoguer avec les émetteurs**
Pour Groupama Asset Management, l'engagement actionnarial, n'est pas de l'activisme mais toute démarche volontaire d'un ou plusieurs investisseurs, cherchant à exiger de certaines entreprises qu'elles s'engagent à améliorer leurs pratiques ESG.

Cette démarche d'engagement s'articule autour de trois grands axes :
- Un dialogue franc et récurrent avec le top management des grandes capitalisations européennes ;
- Une politique de vote exigeante mise en place depuis 2001.
- Au-delà des votes aux assemblées, Groupama Asset Management échange en amont avec les entreprises des résolutions présentées aux Assemblées Générales.

**S'engager vis-à-vis des clients**

Être un investisseur responsable pose également un nouveau défi : gérer une approche ISR et IR dans le cadre d'un processus structuré. Groupama Asset Management entend le démontrer par la transparence de ses reportings. Groupama Asset Management propose une intégration progressive et pragmatique des critères ESG dans le cadre d'une gestion sous mandat, ainsi qu'une aide dans la définition et le calibrage de critères pertinents et opérationnels pour des investisseurs qui souhaitent définir leur approche IR/ISR.

Par ailleurs, un accompagnement pédagogique et technique des instances de décision de l'investisseur peut être mis en place.

La politique d'intégration des critères ESG à la gestion financière des actifs du groupe s'applique progressivement à l'univers des actifs moyen-long termes européens (obligations crédit et actions). Dans un premier temps, cette intégration a été mise en œuvre pour la gestion actions Euro/Europe au sein des OPCVM ouverts ou dédiés uniquement gérés par Groupama Asset Management, détenus par les entités du Groupe Groupama et/ou diffusés auprès de la clientèle externe.

À partir de 2010, cette intégration a été progressivement élargie à la gestion des obligations crédit (entreprises) et dettes souveraines (États) européennes. Le périmètre des encours intégrant une approche ESG (encours IR) porte ainsi sur la totalité des valeurs mobilières de placement et des fonds monétaires détenus directement ou indirectement.

| | 2014 | Dont clientèle externe | 2015 | Dont clientèle externe |
|---|---|---|---|---|
| Encours ISR et IR au 31/12 (en millions d'euros) | **21 694** | **6 995** | **20 725** | **6 577** |
| Part de l'ISR et de l'IR sur le total des encours (%) | **24%** | **7,7%** | **23%** | **7,2%** |

Le périmètre pris en compte pour les encours ISR et IR est le suivant :

- Univers d'actifs européens (actions et obligations crédit) ;
- Actifs moyen long terme à l'exclusion des actifs monétaires ;
- Actifs des OPCVM ouverts ou dédiés ;
- Encours ISR et IR détenus directement ou indirectement via d'autres OPCVM.

Il s'applique à l'ensemble des actifs gérés pour le Groupe, dont l'international, ainsi que les actifs de la clientèle externe (gestion confiée en direct par des investisseurs institutionnels, des entreprises et des distributeurs) et ceux détenus par les OPC (organisme de placement collectif) de Groupama AM. Ce changement de périmètre explique l'écart important vis-à-vis du montant communiqué pour le reporting RSE 2014.

Novethic a renouvelé en 2015 son label ISR pour Euro Capital Durable et Groupama Crédit Euro ISR, fonds de Groupama Asset Management.

Groupama Épargne Salariale en tant que direction métier du groupe se positionne également dans une démarche RSE, pour son offre de produits favorisant notamment la commercialisation de fonds ISR et de fonds solidaires de Groupama Asset Management. Cette offre est proposée aux salariés du Groupe Groupama et aux salariés des 13 000 entreprises clientes.

### *b) Relations entretenues avec les différentes parties prenantes*

Concernant les actions de mécénat, Groupama Banque et ses filiales soutiennent la Fondation Groupama pour la Santé qui, depuis 2000, s'est engagée dans la lutte pour vaincre les maladies rares.

Ainsi, chaque année Groupama Banque et ses filiales :

- Participent à « La Parisienne », course féminine en faveur de la recherche contre le cancer. A titre d'exemple, cette année, 17 collaboratrices de l'entreprise Groupama Banque se sont mobilisées et ont couru les 6 kilomètres ;
- Contribuent à l'opération «Bougeons-nous contre les maladies rares » organisée par la Fondation Groupama pour la santé. L'objectif de cette opération est d'inciter les collaborateurs à participer à une activité sportive, leur participation est ensuite transformée en dons à une association dans le but de lutter contre une maladie rare. A titre d'exemple, en octobre 2015, 172 collaborateurs de l'entreprise Groupama Banque et 20 au titre de Groupama Épargne Salariale se sont mobilisés et ont permis de contribuer à hauteur de 344 euros au financement d'une chambre d'hôpital « parents / bébé » avec l'Association Maladie Foie Enfants.

L'entreprise Groupama Banque et Groupama Immobilier ont également participé à la marche solidaire "Ensemble contre les maladies rares".
La 15ème édition s'est tenue le 7 juin 2015 à la Cité Universitaire à Paris. Ainsi, des collaborateurs volontaires ont marché pour soutenir l'association ENVOLUDIA.

Groupama Immobilier a invité ses collaborateurs à participer aux « Foulées de l'Immobilier » avec une contribution au profit de la Fondation Abbé Pierre.

L'entreprise Groupama Banque, toujours en soutien de la Fondation Groupama pour la Santé a effectué un don de 10 000 euros. Cette dotation a permis à l'association « l'Envol » d'organiser des séjours de thérapie récréative pour des enfants malades, durant l'été 2015.

L'entreprise Groupama Banque soutient avec Groupama Épargne Salariale l'Association Solidarité Madagascar.
Le 10 septembre 2015, une vente de biscuits s'est tenue au siège de l'entreprise, 1 240 euros ont été récoltés au total par les deux entités et remis à l'association, pour les orphelines de Mangoraka.

L'entreprise Groupama Banque soutient également l'Association Unicef à travers l'achat de cartes de vœux. En novembre 2014, 1 565 cartes de vœux ont été commandées à Unicef pour l'année 2015, représentant 2 210 euros (HT) reversés à Unicef.

L'entreprise Groupama Banque a organisé une collecte de sang, en partenariat avec l'Établissement Français du Sang. En 2015, 21 collaborateurs ont donné leur sang. L'entreprise Groupama Banque offre, chaque année, la possibilité aux collaborateurs de se faire vacciner contre la grippe. En 2015, 26 collaborateurs ont bénéficié de cette campagne de vaccination gratuite.

Groupama Asset Management accorde de l'importance à développer des actions en faveur d'associations. En 2015, ses actions ont porté sur :

- La participation à une compétition de golf au profit de l'association Perce-Neige (26 mai 2015) ;
- La proposition d'assister au défilé de mode de l'association « Mode & Handicap c'est possible » (27 mars 2015).

Des dons financiers sont également réalisés en faveur d'associations telles que l'association Louis Carlesimo, le centre médical de phoniatrie et de surdité Infantile Léopold Bellan, l'association Perce-Neige, l'association Main dans la Main et Solidaires, l'association « Mode & Handicap c'est possible ».

Groupama Immobilier a mené plusieurs actions de mécénat en 2015 :

- La participation au financement d'Agora : biennale d'architecture, d'urbanisme et de design de la ville de Bordeaux (dans le contexte d'un projet immobilier sur Bordeaux) ;
- Le soutien à l'association Helen Keller International qui lutte contre la cécité et la malnutrition ;
- L'acquisition d'œuvres d'art vivantes auprès du photographe Dexheimer.

| | 2014 | 2015 | Périmètre |
|---|---|---|---|
| Montants alloués en faveur de la lutte contre les maladies rares (€) | 2 368 | 12 000 | **100%** |
| Dons des collaborateurs pour les maladies rares (€) | - | 0 | **100%** |
| Montants alloués au titre du mécénat hors maladies rares (€) | 30 088 | 74 187 | **100%** |

### *c) Sous-traitance et fournisseurs*

En référence aux 10 principes de la Charte du Pacte Mondial et de la Charte de la Diversité, la politique d'achats du groupe s'est dotée d'engagements RSE, parmi lesquels figure une « Charte de déontologie Achats ».

Trois aspects sont particulièrement développés : la prise en compte des modes de fabrication des matériels, le comportement des fournisseurs au sujet de ces modes de fabrication, et le respect du droit du travail et des règles de l'OIT par le fournisseur.
Le Groupe Groupama a également signé la Charte Inter-entreprises, qui incite notamment à privilégier les relations durables avec les PME, à incorporer des critères RSE dans le choix des fournisseurs et à prendre en compte la responsabilité territoriale d'un grand Groupe.

Groupama Banque et ses filiales s'inscrivent dans cette stratégie.
Dans nos appels d'offres, elles demandent à leurs fournisseurs, dans le cadre de clauses contractuelles spécifiques, de déclarer s'ils respectent les principes de l'OIT, de la déclaration universelle des Droits de l'homme et de la Charte du Pacte Mondial (conditions de travail, respect de l'environnement, éthique), et elles les incitent à adopter un comportement éco responsable (conception des produits, formation du personnel, acheminement, gestion des déchets).
Les achats de biens et services de l'entreprise Groupama Banque sont en grande partie effectués au travers du GIE Groupama Supports et Services et respectent donc ces critères.

Pour les achats de prestations réalisés en direct par Groupama Banque et ses filiales, ces critères sont également respectés et les contrats comportent les clauses types du Groupe sur le développement durable, qui engagent les fournisseurs à respecter ces principes.
L'entreprise Groupama Banque n'a pas recours à la sous-traitance externe, et sous traite en interne uniquement les prestations logistique et informatique à Groupama Supports et Services.

Groupama Immobilier a annexé une Charte de déontologie Achats à son règlement intérieur.

Par ailleurs, Groupama Immobilier a établi une Charte travaux verts avec 15 points de sensibilisation (notamment : règlementation, économie d'énergie, environnement, matériaux, chantier, …) qui est applicable pour tous les dossiers travaux supérieurs à 100 000 euros.

La Charte travaux verts a un double objectif :

- Sensibiliser les prestataires référencés à Groupama Immobilier sur l'importance de l'impact des travaux sur l'environnement ;
- Mettre en œuvre une politique environnementale qui s'inscrit dans le cadre de la loi Grenelle 2.

Groupama Asset Management a recours à la sous-traitance externe pour les prestations de reprographie et d'informatique, et sous traite en interne les prestations de ménage, de sécurité, d'accueil, de multi - technique et d'informatique à Groupama Supports et Services. La charte de déontologie achats annexée au règlement intérieur rappelle les règles de conduite à tenir avec les fournisseurs.

### *d) Loyauté des pratiques*

- **Conformité**

Le Groupe Groupama a mis en place un dispositif de conformité, couvrant toutes les activités du Groupe et visant à s'assurer que les pratiques sont conformes aux dispositions légales, réglementaires, administratives et aux normes professionnelles, ainsi qu'aux règles internes, chartes et procédures du Groupe.

L'entreprise Groupama Banque a défini des normes de déontologie applicables à ses collaborateurs. Ces normes sont insérées dans le règlement intérieur de la Banque et les instructions permanentes de la Direction générale.

Conformément à la réglementation en vigueur et en tant que prestataire de services d'investissement, l'entreprise Groupama Banque a mis en œuvre des moyens d'identification, de prévention et de gestion des conflits d'intérêts afin que les collaborateurs puissent agir en toutes circonstances d'une manière honnête, loyale et professionnelle, et ainsi servir au mieux l'intérêt des clients et favoriser l'intégrité des marchés financiers.

L'entreprise Groupama Banque dispose d'une organisation et de procédures destinées à prévenir les typologies de conflits d'intérêts par des mesures d'interdiction ou d'encadrement. Elle dispose par ailleurs d'un contrôle permanent et périodique qui peut signaler tout risque potentiel de conflit d'intérêts non suffisamment maîtrisé.

Groupama Immobilier s'appuie sur une Charte éthique ainsi qu'une Charte de déontologie achats, annexées au règlement intérieur. Ces Chartes s'appliquent à l'ensemble des collaborateurs dans la conduite de leur activité quotidienne.
En outre, pour les collaborateurs de Groupama Immobilier travaillant sur des dossiers "sensibles", des avenants au contrat de travail sont établis pour rappeler et préciser les règles de confidentialité et de loyauté à respecter.

Groupama Asset Management a formé tous ses collaborateurs en 2015 à la conformité. Afin de s'assurer de la bonne connaissance et compréhension par chacun des règles

régissant leur profession, un quizz a été adressé à l'ensemble des collaborateurs et une session d'information est prévue pour les collaborateurs qui auront un score inférieur à 80% de bonnes réponses au quizz conformité.

- **Lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme**

Dans ce cadre, un réseau de responsables de la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme dans l'ensemble du Groupe a été mis en place. La Direction juridique Groupe en assure la coordination : réunions périodiques et bulletin d'information, reporting mensuel et points de situation semestriels pour la Direction générale du Groupe, rapport annuel au Conseil d'administration de Groupama SA sur les actions menées au sein du Groupe.

Les points clés du dispositif comprennent une cartographie des risques, intégrant une évaluation des risques de blanchiment et de financement du terrorisme en fonction des produits, des opérations, des clients et des modes de distribution ; le recueil d'information sur les clients et l'origine des fonds selon l'importance des risques ; un outil de détection automatisée des personnes figurant sur les listes de terroristes et des personnes dites politiquement exposées ; la mise en place d'un outil de profilage ; un dispositif de contrôle de la bonne application des procédures ainsi que des outils de formation par « e-learning » aux principes de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.

Au sein de l'entreprise Groupama Banque, une entité dédiée (le département risques opérationnels et contrôles au sein du secrétariat général) a en charge la définition de la politique de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, la formation des collaborateurs, le contrôle permanent de l'application de la politique dans l'ensemble des entités opérationnelles, l'analyse des alertes et la déclaration des soupçons à TRACFIN.
À leur arrivée, tous les collaborateurs de l'entreprise Groupama Banque suivent une formation à la « Lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme », à la « Lutte contre la fraude » ainsi qu'une formation « Conformité ». Un an plus tard, une formation continue relative à ces thèmes est déployée auprès de ces collaborateurs.

Groupama Immobilier, en tant que professionnel de l'immobilier, pour ses activités (à l'exclusion de l'échange, de la location ou de la sous-location) est tenu de respecter les dispositions du code monétaire et financier qui lui sont applicables en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme.
Les points clés du dispositif comprennent :

- Une procédure et des annexes intégrant une cartographie des risques ainsi que les mesures de vigilance correspondantes ;
- Un accès à l'application Groupe Vigiliste pour la détection des personnes "sensibles" ;
- Un outil de formation e-learning Groupe intégré régulièrement au plan de formation.

Régulièrement, notamment lors de la mise à jour de la procédure et lors de l'ouverture des sessions de formation, les collaborateurs de Groupama Immobilier sont sensibilisés à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

Les points clés du dispositif de Groupama Épargne Salariale comprennent une cartographie des risques, intégrant une évaluation des risques de blanchiment et de financement du terrorisme des clients et des réseaux de distribution ; le recueil d'information sur les clients et l'origine des fonds ; l'outil Groupe de détection automatisée des personnes figurant sur les listes de terroristes et des personnes dites politiquement exposées ; un dispositif de contrôle de la bonne application des procédures

ainsi que des outils de formation aux principes de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.

Groupama Asset Management, en tant que société de gestion de portefeuilles, est soumise à l'ensemble des obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT) prévues par l'Ordonnance 2009-104 du 30 janvier 2009 et les décrets en vigueur :

- Au titre des services d'investissement qu'elle fournit (gestion de portefeuilles, conseil en investissement) ;
- Au titre de la commercialisation des parts ou actions d'OPC dont elle assure ou non la gestion.

Groupama Asset Management sensibilise ses collaborateurs à la lutte contre le blanchiment de capitaux et au financement du terrorisme, ainsi qu'aux mesures qu'ils ont à prendre.

La société s'assure de la mise à jour régulière des informations transmises aux collaborateurs afin qu'ils puissent être vigilants. Un focus spécifique est effectué par le RCCI Conformité auprès des collaborateurs personnes concernées lors d'un entretien individuel. Un manuel interne a également été rédigé et remis à tout nouveau collaborateur et est disponible sur Intranet. Il décrit le dispositif mis en place au sein de Groupama Asset Management.

Tous les collaborateurs de Groupama Asset Management concernés par la formation lutte anti blanchiment (200 personnes) ont suivi une formation en e-learning en 2015, cette formation est également sanctionnée par un test visant à s'assurer de l'acquisition des connaissances nécessaires par les participants.

### *e) Autres actions engagées, au titre du développement durable, en faveur des droits de l'homme*

Le Groupe Groupama adhère à la Déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948 et à la Convention européenne des droits de l'Homme, aux principes de l'organisation internationale du travail (OIT) et aux principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales**.**

## 4. Note méthodologique

Cette note a pour objectif de rappeler la méthodologie de reporting de Groupama Banque et de ses filiales en matière de RSE ainsi que de préciser certains points quant au périmètre pris en compte et aux calculs effectués sur certains indicateurs.

### *a) Collecte des données*

- **Processus de collecte**

Les informations publiées dans le reporting de Groupama Banque et de ses filiales sont collectées grâce aux contributions des services internes de Groupama Banque et de ses filiales, via une personne responsable du service identifiée au sein de chaque entité qui consolide l'ensemble des indicateurs RSE demandés avant de les transmettre au chargé de reporting de Groupama Banque.

Les données environnementales, sociétales et sociales sont remontées par les entités concernées via des questionnaires sous format Excel, proposés par le chargé de reporting et entièrement dédié au reporting RSE de Groupama Banque et de ses filiales.
Une liste des contributeurs au reporting a été créée et sera remise à jour chaque année avant le début de chaque campagne de reporting afin d'identifier les personnes chargées de remonter les informations.

En outre, des actions de sensibilisation à l'utilisation des questionnaires et au processus de reporting en général sont proposées par la direction communication et réseaux sociaux de Groupama Banque aux contributeurs lorsque :

- un nouveau contributeur intègre le processus de reporting ;
- de nouveaux indicateurs sont proposés ;
- la réglementation en vigueur évolue.

Le processus de collecte des données RSE s'est amélioré cette année, notamment en renforçant le degré de précision demandée aux contributeurs via les questionnaires en amont. En effet la colonne « Commentaires » permet de préciser la méthode d'estimation ou d'extrapolation utilisée si tel est le cas, et la colonne « Justificatif » permet l'envoi de pièces jointes – factures, relevés de compteur, informations reçues par des prestataires ou fournisseurs notamment et justifiant les résultats remontés. En aval, les critères sont affinés par la prise en compte ou non des valeurs lors de la consolidation des tests de cohérence (cf. paragraphe « Consolidation et publication des données »), ce qui permet une fiabilisation des données publiées.

D'autre part, des améliorations ont été apportées sur la base des recommandations établies par les Commissaires aux Comptes sur :

- **Les achats responsables** : Le montant des achats totaux et celui concernant les achats locaux sont maintenant remontés dans les questionnaires et permettent d'évaluer au sein du reporting RSE, la part des achats effectués en région. En outre, cette année a été remonté le montant des achats réalisés auprès des secteurs adaptés/protégés.
- **Les indicateurs de prévention interne :** Les données quantitatives sont maintenant collectées et complétées par des informations qualitatives obtenues dans les commentaires et justificatifs des contributeurs.
- **De nouveaux indicateurs sociaux :**
    - Rémunération des cadres et non cadres ;
    - Nombre de salariés travaillant en horaires atypiques;
    - Nombre d'heures supplémentaires ;
    - Le taux d'absentéisme.

- **Référentiel et définitions des indicateurs**

Les indicateurs collectés et publiés dans la partie RSE du rapport de gestion ont été élaborés conformément à l'article R.225 de la loi Grenelle 2 et en cohérence avec les orientations de la stratégie RSE de Groupama Banque et de ses filiales.

La liste des indicateurs environnementaux, sociétaux et sociaux collectés, ainsi que les méthodes de calcul et les règles de collectes sont précisées dans un document « définition » spécifique à chaque pilier du développement durable, remis à jour pour chaque période de reporting et mis à disposition des contributeurs avant chaque nouvelle campagne de reporting.

L'ensemble de ces définitions reprend les règles et les référentiels utilisés au niveau du Groupe. Certains indicateurs spécifiques aux activités et contexte de Groupama Banque et de ses filiales sont également définis dans ces documents.

C'est notamment le cas pour :

- Les indicateurs concernant les « achats responsables »
  - Montant total des achats (€)
  - Montant des achats locaux (€)
  - Montant des achats effectués au sein du secteur adapté/protégé (€)
- L'indicateur sur les encours ISR/IR (en milliards d'euros)
- L'indicateur sur le montant de l'ADIE

- **Période de Reporting**

La période de reporting a été déterminée afin de pouvoir répondre aux délais de vérification et de publication des informations requis par l'article R.225 de la loi Grenelle 2.

Les périodes coïncident pour la majorité des indicateurs RSE aux périodes de reporting du Groupe Groupama afin d'optimiser la collecte des informations pour les deux exercices et leurs cohérences.

Ainsi, les indicateurs concernant l'environnement, le mécénat et la prévention interne sont collectés par année glissante, du 1er novembre N-1 au 31 octobre N, soit du 1er novembre 2014 au 31 octobre 2015 dans le cas présent. Lorsqu'il est impossible d'obtenir une donnée à valoir pour cette période, une extrapolation par prorata ou une estimation (selon les méthodes définies ou bien en cohérence avec les valeurs des années précédentes) peuvent être effectuées, et la méthode employée est précisée par les contributeurs.

En ce qui concerne les informations sociales, elles sont collectées par année civile, ici du 1er janvier au 31 décembre 2015. Il en est de même pour les indicateurs sociétaux:

- Montant des achats totaux (€)
- Montant des achats locaux (€)
- Montant des achats dans le secteur adapté/protégé (€)
- Les encours ISR/IR (milliards d'euros)
- Le montant délivré à l'ADIE (€)

### *b) Périmètre du Reporting*

Les entités considérées dans le périmètre de reporting publié dans la partie RSE du rapport de gestion sont celles intégrées et consolidées dans le reporting financier.

Les informations environnementales, sociales et sociétales publiées portent sur 4 entités que sont Groupama Banque, Groupama Asset Management, Groupama Épargne Salariale, Groupama Immobilier (soit 100% des effectifs du périmètre consolidé).

Pour les quatre entités où les informations n'ont pas été collectées, les règles suivantes ont été appliquées :

- Lorsque les indicateurs sont applicables mais non disponibles pour les entités, elles sont exclues du périmètre ;
- Lorsque les indicateurs ne sont pas applicables, les entreprises ont été inclues dans le périmètre, la valeur affectée pour ces indicateurs est zéro.

### c) *Consolidation et publication des données*

- **Processus de consolidation**

L'ensemble des données environnementales, sociétales et sociales remontées par les contributeurs sont consolidées par la Direction de la Communication et Réseaux Sociaux de Groupama Banque.

La consolidation est précédée d'une validation pour chaque indicateur et pour chaque entité au moyen des contrôles suivants :

- Distinction non applicable/non disponible : lorsque la valeur zéro est renseignée pour un indicateur, la Direction de la Communication et Réseaux Sociaux de Groupama Banque, demande aux contributeurs concernés de préciser si cela est dû au fait que l'indicateur est non applicable pour leur entité (dans ce cas, on inclut l'entité dans la consolidation de cet indicateur), ou au fait que la donnée est indisponible (auquel cas l'entité est exclue de la consolidation de cet indicateur) ;

- Tests de cohérence portant sur :
  - La comparaison des données N et N-1 sur les indicateurs :
    - environnementaux et sociétaux : lorsque qu'une entité renseigne une valeur variant de plus ou moins 20% ;
    - sociaux : lorsque qu'une entité renseigne une valeur variant de plus ou moins 5% pour les effectifs.

    Dans ces hypothèses, le contributeur de l'entité concernée est alerté par la Direction Communication et des Réseaux Sociaux de Groupama Banque et la donnée est validée dès lors que l'écart a été justifié, si besoin à l'aide de pièces justificatives.
  - Le poids de l'entité : le poids des entités dans le périmètre consolidé pour un indicateur est pris en considération. Si l'entité représente une part importante du périmètre et ne peut commenter l'indicateur, celui-ci est exclu.

Pour les indicateurs environnementaux, un troisième test est réalisé afin de confirmer l'exclusion de l'indicateur issue des deux tests précédents :

- Le Ratio ETP / ETP moyen du périmètre consolidé : en cas d'absence de commentaires concernant un écart important d'un indicateur par rapport à 2014 (cf. supra 20%), le ratio par ETP de l'indicateur concerné est comparé au ratio moyen par ETP du périmètre consolidé. Si cette comparaison représente un écart trop important l'exclusion est bel et bien confirmée.

De manière générale, après la consolidation d'un indicateur, la valeur totale finale et le ratio par ETP sont comparés avec les données de 2014 dans les tableaux du reporting.

**Remarque relative aux données sociales**

Après la détection d'un différentiel temps entre les indicateurs sociaux du Groupe et ceux remontés par Groupama Banque et ses filiales, les données 2014 ont été retraitées afin d'améliorer la comparabilité entre les exercices 2014 et 2015.

- **Périmètre couvert**

Le périmètre de collecte de chaque indicateur correspond au ratio du nombre d'ETP des entités (ayant fourni des informations valides) sur le nombre d'ETP total du périmètre consolidé. Les ETP sont fournis par les services RH de chaque entité à date du 31 octobre 2015 pour les indicateurs récoltés en année glissante et à la date du 31 décembre 2015 pour les indicateurs récoltés en année civile.

- **Immeubles gérés par le GIE G2S**

Les données environnementales publiées sont en partie récupérées auprès de la direction RSE, marque employeur et communication interne du Groupe qui consolide les consommations pour chaque entité, par l'application de proratas par ETP concernant les consommations des immeubles partagés, que cela soit avec des salariés externes au groupe, des salariés des Caisses régionales ou des salariés d'autres entreprises. Les répartitions des consommations spécifiques à Groupama Banque et ses filiales sont par la suite envoyées par le Groupe en appliquant une règle spécifique de GIE G2S concernant les immeubles partagés.

Elle est appliquée pour la prise en compte des consommations des immeubles anciennement gérés par le GIE G2S et récemment libérés :

- les immeubles libérés avant le début de la période de reporting (1er novembre 2014 – 31 octobre 2015) ne sont pas prise en compte ;
- les immeubles ayant été occupés inférieur à 6 mois durant la période de reporting 2015 ne sont pas prises en compte ;
- les immeubles occupés pendant 6 mois ou plus durant la période de reporting 2015 ont leurs consommations prises en compte dans la consolidation des indicateurs environnementaux.

- **Précisions sur le calcul des émissions de CO2**

Les émissions de CO2 sont publiées selon les 3 scopes définis par le GHG Protocol et selon la méthode de consolidation du contrôle opérationnel dont voici le détail :

- Scope 1, émissions directes liées aux consommations de gaz et de fioul et aux déplacements professionnels en véhicules terrestres détenus par les entités de Groupama Banque et de ses filiales ;
- Scope 2, émissions indirectes liées aux consommations d'électricité, de chaleur et d'eau glacée ;
- Scope 3, autres émissions indirectes liées aux déplacements professionnels en avion, en train et en véhicules terrestres non détenus par les entités (véhicules en leasing, remboursement de frais kilométriques).

Les facteurs d'émissions utilisés dans les calculs sont fournis par le Groupe, ces informations proviennent notamment du site spécialisé de l'ADEME : «http://www.basecarbone.fr/» et prennent uniquement en compte le périmètre combustion des scopes. Quelques précisions pour certains facteurs d'émission :

- Pour le gaz naturel, le facteur d'émission a été mise à jour et passe de 185 (Bilan Carbone V7.1) à 184 (Bilan Carbone V7.4) ;
- Pour le fioul domestique, le facteur d'émission a évolué pour passer de 302 (Bilan Carbone V7.1) à 266 (Bilan Carbone V7.4) ;
- Pour l'électricité, le facteur d'émission est passé de la valeur 78 (Bilan Carbone V7.1) à la valeur 67 (Bilan Carbone V7.4) ;
- Pour information, une majoration de 8% est déjà intégrée dans les facteurs d'émissions pour tenir compte des déperditions liées à la distribution (cette déperdition est comptabilisée dans le cadre du bilan des émissions de gaz à effet de serre réglementaire en France dans le scope 2, tandis que les référentiels internationaux tels que le GHG Protocol recommandent plutôt de la comptabiliser dans le scope 3) ;

- Pour les consommations de vapeur et d'eau glacée, la Direction RSE, Marque employeur et Communication interne du Groupe a utilisé une moyenne des différents facteurs fournis pour la France par le Bilan Carbone V7.4. Le facteur a évolué pour l'eau glacée, qui était de 36.3 (Bilan Carbone V7.1) pour passer à 33.3 (Bilan Carbone V7.4) ;
- Pour les déplacements en voiture, le facteur d'émission a évolué pour passer de 170 (Bilan Carbone V7.1) à 167 (Bilan Carbone V7.4) ;
- Pour les déplacements en avion, la Direction RSE, Marque employeur et Communication interne du Groupe a utilisé comme facteur d'émission une moyenne entre le facteur d'émission des courts courriers et celui des longs courriers. Le facteur d'émission a évolué pour passer de 127 (Bilan Carbone V7.1) à 107 (Bilan Carbone V7.4) ;
- Pour les déplacements en train en France, la Direction RSE, Marque employeur et Communication interne du Groupe a utilisé comme facteur d'émission la moyenne du train grande ligne en France. Le facteur a changé pour passer de 5.7 (Bilan Carbone V7.1) à 5.6 (Bilan Carbone V7.4) ;
- Le facteur d'émission « Train – National Rail » mentionné par le Référentiel de Reporting de Groupama, pour les pays dont le facteur d'émission n'est pas applicable, n'a pas été mis à jour.

- **Précisions sur le calcul des taux figurant dans les données sociales**
  - Taux d'absentéisme en France = nombre de jours d'absence (CDI & CDD en ouvrés) / [(effectif moyen mensuel CDI & CDD)*(nombre de jours ouvrés – 25 congés payés)] ;
  - Taux de fréquence des accidents = nombre d'accidents de travail et de trajet avec arrêt * 1 000 000 / heures théoriques travaillées annuelles ;
  - Taux de gravité des accidents = jours perdus (ouvrés) pour accidents de travail et de trajet avec arrêt * 1000 / heures théoriques travaillées annuelles. (Heures annuelles théoriques travaillées par entreprise = durée théorique hebdomadaire * 47 semaines * effectifs CDI & CDD au 31/12/2015.).

## RÉSOLUTIONS VOTÉES

## PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 20 AVRIL 2016

### À titre ordinaire

### *PREMIÈRE RÉSOLUTION*

L'assemblée générale des actionnaires, après avoir entendu la lecture des rapports du conseil d'administration et des commissaires aux comptes, approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2015 qui se soldent par un bénéfice de 5 035 471,18 euros.

L'assemblée générale donne en conséquence aux membres du Conseil d'administration quitus de l'exécution de leur mandat pour l'exercice écoulé.

*Cette résolution est adoptée à l'unanimité.*

### *DEUXIÈME RÉSOLUTION*

L'assemblée générale des actionnaires, après avoir entendu la lecture du rapport des commissaires aux comptes, approuve les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2015 tels que présentés, établis conformément aux normes comptables internationales telles qu'adoptées par l'Union Européenne (IFRS), lesquels se soldent par un résultat de 2 584 000 euros.

*Cette résolution est adoptée à l'unanimité.*

### *TROISIÈME RÉSOLUTION*

L'assemblée générale des actionnaires, après avoir entendu lecture du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les opérations visées par l'article L.225-39 et suivants du Code du Commerce, prend acte de ce rapport en toutes ses parties.

*Cette résolution est adoptée à l'unanimité.*

### *QUATRIÈME RÉSOLUTION*

L'assemblée générale des actionnaires décide d'affecter le résultat distribuable de 66 420 105,23 euros net composé du résultat de 5 035 471,18 euros et du report à nouveau de 61 384 634,05 euros comme suit :

- Réserve légale : 2 248 771,19 euros
- Dividende : 0 euros
- Report à nouveau : 64 171 334,04 euros

L'assemblée décide de ne pas distribuer de dividende.

Conformément à la loi, il est rappelé qu'un dividende de 0,35 euro a été distribué au titre de l'exercice 2014, qu'un dividende de 1,35 euro a été distribué au titre de l'exercice 2013 et qu'un dividende de 1 euro par action a été distribué au titre de l'exercice 2012.

*Cette résolution est adoptée à l'unanimité.*

## *CINQUIÈME RÉSOLUTION*

L'assemblée générale, consultée en application de l'article L. 511-73 du Code Monétaire et Financier, émet un avis favorable sur l'enveloppe globale des rémunérations de toutes natures versées durant l'exercice écoulé aux dirigeants effectifs et aux catégories de personnel dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de l'entreprise ou du Groupe, telle que mentionnée dans le rapport sur la politique et les pratiques de rémunérations 2015 établi en application de l'article 266 de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la Banque, des services de paiement et des services d'investissement soumises au contrôle de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution.

*Cette résolution est adoptée à l'unanimité.*

## *SIXIÈME RÉSOLUTION*

L'assemblée générale des actionnaires, délibérant à titre ordinaire, ratifie la nomination de la Caisse régionale Groupama Centre Atlantique en qualité d'administrateur, cooptée par le Conseil d'administration lors de sa séance du 10 février 2016, en remplacement de la caisse régionale Groupama Loire Bretagne, démissionnaire, et ce pour la durée restant à statuer, en 2021, sur les comptes de l'exercice à clore le 31 décembre 2020.

L'Assemblée générale prend acte que la Caisse régionale Groupama Centre Atlantique sera représentée, dans ses fonctions d'administrateur, par Monsieur Denis Roumegous.

*Cette résolution est adoptée à l'unanimité.*

# À titre extraordinaire

## *SEPTIÈME RÉSOLUTION*

L'assemblée générale des actionnaires, délibérant à titre extraordinaire, décide de refondre les statuts de Groupama Banque. Ces statuts validés par l'Assemblée générale extraordinaire sont versés en annexe du présent procès-verbal.

*Cette résolution est adoptée à l'unanimité.*

# À titre mixte

## *HUITIÈME RÉSOLUTION*

L'assemblée générale des actionnaires, donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal, en vue de l'accomplissement de toutes formalités.

*Cette résolution est adoptée à l'unanimité.*

**COMPTES CONSOLIDÉS - 31 DÉCEMBRE 2015**


- BILAN CONSOLIDÉ ..... 70
- COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ ..... 71
- RÉSULTAT ET DIVIDENDES VERSÉS AUX ACTIONNAIRES ..... 71
- VARIATION DES CAPITAUX :
  PART DU GROUPE ET DES MINORITAIRES ..... 72
- TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE ..... 73
- NOTES ..... 74
- RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
  SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS ..... 140

# BILAN CONSOLIDÉ

| **ACTIF** *(en milliers d'euros)* | **31 décembre 2015** | **31 décembre 2014** |
|---|---|---|
| Caisse, Banques Centrales | 48 996 | 17 723 |
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat | 380 533 | 134 645 |
| Instruments dérivés de couverture | 1 491 | 10 563 |
| Actifs financiers disponibles à la vente | 939 684 | 651 933 |
| Prêts et Créances sur les établissement de crédit | 281 194 | 411 630 |
| Prêts et Créances sur la clientèle | 2 034 246 | 1 691 840 |
| Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux | 2 427 | 3 435 |
| Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance | 587 522 | 732 523 |
| Actifs d'impôts courants | 0 | 38 |
| Actifs d'impôts différés | 12 337 | 15 157 |
| Comptes de régularisation et actifs divers | 140 209 | 152 458 |
| Actifs non courants destinés à être cédés | | |
| Immobilisations corporelles | 5 860 | 6 485 |
| Immobilisations incorporelles | 6 851 | 8 054 |
| Ecarts d'acquisition | 49 163 | 51 963 |
| **TOTAL** | **4 490 513** | **3 888 447** |

| **PASSIF** *(en milliers d'euros)* | **31 décembre 2015** | **31 décembre 2014** |
|---|---|---|
| Passifs financiers à la juste valeur par résultat | 19 908 | 19 942 |
| Instruments dérivés de couverture | 6 928 | 17 587 |
| Dettes envers les établissements de crédit | 651 393 | 266 429 |
| Dettes sur la clientèle | 3 141 540 | 2 866 218 |
| Dettes représentées par un titre | 85 734 | 133 520 |
| Passifs d'impôts courants | 2 420 | 2 692 |
| Comptes de régularisation et passifs divers | 176 729 | 179 086 |
| Provisions | 21 060 | 20 116 |
| Dettes subordonnées | 27 443 | 27 443 |
| **Capitaux propres** | **357 358** | **355 414** |
| **Capitaux propres part du groupe** | **357 348** | **355 404** |
| Capital et réserves liées | 292 238 | 292 238 |
| Réserves consolidées | 56 301 | 58 992 |
| Gains et pertes latents ou différés | 6 225 | 4 167 |
| Résultat de l'exercice | 2 584 | 7 |
| **Intérêts minoritaires** | **10** | **10** |
| **TOTAL** | **4 490 513** | **3 888 447** |

# COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

| *(en milliers d'euros)* | 31 décembre 2015 | 31 décembre 2014 |
|---|---|---|
| Intérêts et produits assimilés | 95 215 | 100 979 |
| Intérêts et charges assimilées | -58 940 | -57 080 |
| Commissions (Produits) | 241 647 | 234 826 |
| Commissions (Charges) | -59 518 | -55 335 |
| Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat | -916 | -14 663 |
| Gains ou pertes sur actifs financiers disponibles à la vente | 2 827 | -2 636 |
| Produits des autres activités | 24 839 | 24 055 |
| Charges des autres activités | -20 501 | -17 603 |
| **PRODUIT NET BANCAIRE** | **224 653** | **212 543** |
| Charges générales d'exploitation | -194 020 | -194 940 |
| Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles | -4 102 | -4 711 |
| **RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION** | **26 531** | **12 892** |
| Coût du risque | -8 375 | -5 938 |
| **RESULTAT D'EXPLOITATION** | **18 156** | **6 954** |
| Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence | | |
| Gains ou pertes nets sur autres actifs | 2 | |
| Variations de valeur des écarts d'acquisition | -2 800 | |
| **RESULTAT AVANT IMPÔT** | **15 358** | **6 954** |
| Impôt sur les bénéfices | -12 770 | -6 943 |
| Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession | | |
| **RESULTAT NET** | **2 588** | **11** |
| Intérêts minoritaires | **-4** | **-4** |
| **RESULTAT NET - PART GROUPE** | **2 584** | **7** |
| *Résultat par action (sur base sociale)* | *0,67* | *0,49* |
| *Résultat dilué par action (sur base consolidée)* | *0,34* | *0,00* |

# RÉSULTAT ET DIVIDENDES VERSÉS AUX ACTIONNAIRES

| ***--> Pour information : Données sociales*** | **31 décembre 2015** | **31 décembre 2014** |
|---|---|---|
| Résultat social (en milliers d'euros) | 5 035 | 3 699 |
| Résultat social par action (en euros) | 0,67 | 0,49 |
| Dividendes, par action, versés en N+1 (en euros) | 0,00 | 0,46 |
| Montant des dividendes versés en N (en euros) | 3 473 739,22 | 10 194 669,45 |
| Nombre d'actions | 7 551 607 | 7 551 607 |

| ***Données consolidées*** | | |
|---|---|---|
| Résultat Consolidé (en milliers d'euros) | 2 584 | 7 |
| Résultat dilué par action (en euros) | 0,34 | 0,00 |

# VARIATION DES CAPITAUX : PART DU GROUPE ET DES MINORITAIRES

Prime d'émission : excédent du prix d'émission sur la valeur nominale des actions en cas d'augmentation de capital
Réserves consolidées : constatent l'accumulation des résultats (profits ou pertes) non distribués du groupe.

| *(en milliers d'euros)* | Capital | Prime d'émission | Réserves de réévaluation | Réserves consolidées | Résultat de l'exercice | Écart de conversion | Capitaux Propres part du Groupe | Intérêts Minoritaires | Capitaux Propres |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Situation à la clôture 31 décembre 2013 - IFRS** | **120 826** | **171 412** | **617** | **67 457** | **1 749** | **0** | **362 061** | **8** | **362 069** |
| Affectation du résultat au 31 décembre 2013 | | | | 1 749 | -1 749 | | - | | - |
| Distributions de l'exercice | | | | -10 195 | | | - 10 195 | - 2 | - 10 197 |
| Variation de périmètre | | | | | | | - | | - |
| Changement de méthode | | | | | | | - | | - |
| Actifs disponibles à la vente | | | 5 414 | | | | 5 414 | | 5 414 |
| Impôt différé | | | -1 864 | 12 | | | - 1 852 | | - 1 852 |
| Sorie option net d'impôts différés(*) | | | | - 32 | | | - 32 | | - 32 |
| Autres | | | | 1 | | | 1 | | 1 |
| Résultat de l'exercice | | | | | 7 | | 7 | 4 | 11 |
| **Total des mouvements de la période** | **-** | **-** | **3 550** | **- 8 465** | **- 1 742** | **-** | **- 6 657** | **2** | **- 6 655** |
| **Situation à la clôture 31 décembre 2014 - IFRS** | **120 826** | **171 412** | **4 167** | **58 992** | **7** | **0** | **355 404** | **10** | **355 414** |
| Affectation du résultat au 31 décembre 2014 | | | | 7 | -7 | | - | | - |
| Distributions de l'exercice | | | | -3 473 | | | -3 473 | -4 | - 3 477 |
| Variation de périmètre | | | | | | | - | | - |
| Changement de méthode | | | | | | | - | | - |
| Actifs disponibles à la vente | | | 3 138 | | | | 3 138 | | 3 138 |
| Impôt différé | | | -1 080 | - 208 | | | -1 288 | | - 1 288 |
| Sorie option net d'impôts différés(*) | | | | 605 | | | 605 | | 605 |
| Autres | | | | 378 | | | 378 | | 378 |
| Résultat de l'exercice | | | | | 2 584 | | 2 584 | 4 | 2 588 |
| **Total des mouvements de la période** | **0** | **0** | **2 058** | **-2 691** | **2 577** | **-** | **1 944** | **0** | **1 944** |
| **Situation à la clôture 31 décembre 2015 - IFRS** | **120 826** | **171 412** | **6 225** | **56 301** | **2 584** | **0** | **357 348** | **10** | **357 358** |

*(*) option dite "SORIE" (Statement of Recognised Income and Expense)* - Gains et pertes actuariels des avantages postérieurs à l'emploi

# TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

| *(en milliers d'euros)* | Variation Trésorerie 2015 | Variation Trésorerie 2014 |
|---|---|---|
| **RÉSULTAT OPÉRATIONNEL AVANT IMPÔTS (I)** | **15 358** | **6 954** |
| Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles | 4 091 | 4 184 |
| Dépréciation des écarts d'acquisition et autres immobilisations | 2 800 | - |
| Dotations nettes aux provisions | 3 259 | - 2 094 |
| Quote part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence | - | - |
| Perte nette / Gain net des activités d'investissement | 3 315 | 1 563 |
| Produits / Charges des activités de financement | 267 | 328 |
| Autres mouvements | 2 659 | 1 336 |
| **Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements (II)** | **16 391** | **5 317** |
| Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit | 443 003 | 52 259 |
| Flux liés aux opérations avec la clientèle | - 69 344 | 485 092 |
| Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers | - 435 824 | - 667 841 |
| Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers | 5 907 | - 17 477 |
| Impôts versés | - 11 398 | - 11 530 |
| **Diminution/Augmentation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles (III)** | **- 67 656** | **- 159 497** |
| | | |
| **TOTAL Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (I) + (II) +(III) = (IV)** | **- 35 907** | **- 147 226** |
| Flux liés aux actifs financiers et aux participations | | |
| Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles | - 2 256 | - 1 949 |
| **TOTAL Flux net de trésorerie généré par l'activité d'investissement (V)** | **- 2 256** | **- 1 949** |
| Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires | - 3 099 | - 10 196 |
| Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement | - 267 | - 326 |
| **TOTAL Flux net de trésorerie généré par l'activité de financement (VI)** | **- 3 366** | **- 10 522** |
| | | |
| **Effets de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (VII)** | **-** | **-** |

| | | |
|---|---|---|
| **Augmentation /Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (IV) + (V) + (VI) + (VII)** | **- 41 529** | **- 159 697** |

| | | |
|---|---|---|
| **Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle** | **- 35 907** | **- 147 226** |
| **Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement** | **- 2 256** | **- 1 949** |
| **Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement** | **- 3 366** | **- 10 522** |
| **Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et Equivalent de Trésorerie** | **-** | **-** |

| | | |
|---|---|---|
| **Trésorerie et Equivalents de trésorerie à l'ouverture** | **201 468** | **361 165** |
| **Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture** | **159 939** | **201 468** |
| **Variation de la trésorerie nette** | **- 41 529** | **- 159 697** |

# Note I – Faits marquants

## Cadre Général

### 1.1 Présentation juridique

Groupama Banque : Société anonyme non cotée constituée en 1926.

Registre du Commerce et de l'industrie : 572 043 8000 RCS Bobigny.

Objet social : Opérations bancaires et financières, courtage en assurance.

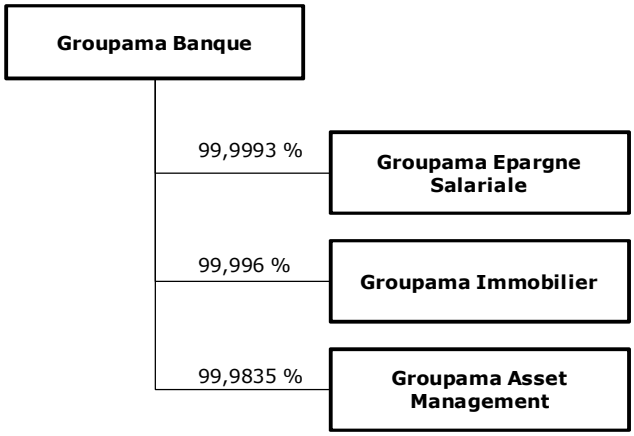
Numéro SIRET : 572 043 800 00067

Code A.P.E : 6419Z – Autres intermédiations monétaires.

Numéro de TVA Intra-communautaire : FR 40 572 043 800

Code LEI : 969 500 DCE VPV6 UI YK2 20

### 1.2 Organigramme financier simplifié




### 1.3 Faits marquants

**Négociation en cours avec un opérateur téléphonique**

Le 4 janvier 2016, Groupama et Orange ont annoncé l'entrée en négociation exclusive entre les deux Groupes pour préparer l'ouverture du capital de Groupama Banque à Orange, à hauteur de 65%.

Par ce partenariat, les deux groupes entendent lancer une nouvelle offre bancaire 100% mobile début 2017 qui sera déployée par le réseau Orange mais également par les réseaux de Groupama et du Gan.

**Groupama Private Equity**

Le Conseil d'administration de la Banque du 21 décembre 2012 a autorisé la cession de Groupama Private Equity : la convention d'acquisition a été signée le jour même. L'acte de cession a été signé le 29 mars 2013.

Une garantie de passif est accordée à l'acheteur dans la limite de 50% du prix de vente. La durée des réclamations est celle de la prescription légale augmentée de 30 jours pour les réclamations fiscales et sociales. Pour les autres réclamations, la durée est fixée à 24 mois après la date de réalisation.

## 1.4 Opérations spécifiques – rappels des exercices précédents

### 1.4.1 Montage BMTN « ZEN »

Ce montage fait appel à la négociation de deux contrats : l'émission par Groupama Banque d'un BMTN souscrit par Groupama Gan Vie et la conclusion d'un swap répliquant la performance du BMTN avec un établissement de crédit de la place rémunéré trimestriellement à Euribor 3 mois +150pb.

Le BMTN est un contrat hybride dont les caractéristiques économiques et les risques sur l'instrument dérivé incorporé ne sont pas étroitement liés à ceux du contrat hôte.

Les conditions prévues par IAS 39 étant remplies, la Banque a décomposé la dette structurée en une dette au coût amorti (le contrat hôte) et un dérivé incorporé enregistré à la juste valeur. En contrepartie, le swap conclu avec la contrepartie de marché est enregistré à la juste valeur. En pratique, le dérivé incorporé est revalorisé à partir de la juste valeur retenue pour le swap conclu avec la contrepartie de marché et un intérêt couru est enregistré au titre de la dette en appliquant la rémunération de la jambe taux du swap conclu avec la Banque.

L'impact net en résultat s'élève à -117 milliers d'euros au 31 décembre 2015.

### 1.4.2 Opérations de couverture

La Banque a souhaité immuniser la marge d'une partie du stock de crédits émis par la mise en place de swaps de couverture. Dans cette perspective, deux ensembles de swaps ont été conclus :

- 3 swaps pour 60 millions d'euros => échéance septembre 2018 ;
- 1 swap de 10 millions d'euros => échéance octobre 2021.

Une relation de couverture de valeur a été identifiée à la mise en place entre les prêts à taux fixe et les dérivés. Le principe de comptabilisation est développé dans le paragraphe « Dérivés de couverture ».

## 1.5 Opérations spécifiques – exercice 2015

Pas d'opérations particulières.

# Note II – Principes, méthodes et périmètre de consolidation

## 2.1 Note liminaire

Groupama Banque - 2ème du nom - est une Société Anonyme détenue à 100% directement ou indirectement par Groupama SA, société elle-même détenue directement ou indirectement par les Caisses Régionales d'Assurances Mutuelles Agricoles et les Caisses Spécialisées (Caisses Régionales) formant le pôle mutualiste de Groupama. Groupama Banque est une société de droit français dont le siège est situé 67, rue Robespierre - 93107 Montreuil sous Bois.

Au titre de ses activités, Groupama Banque est régie par les dispositions du Code de Commerce, du code Monétaire et Financier, les dispositions réglementaires de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) et de la Banque de France. Elle est soumise au contrôle de ces instances. Ceux-ci s'exercent principalement au travers des contrôles de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution.

Le capital social s'élève à 120 825 712 euros, composé de 7 551 607 actions, chacune de nominal 16 euros, qui se répartissent ainsi :

- Groupama SA ..... 6 343 403 actions ..... soit 84,001%
- Groupama Gan Vie .... 1 208 200 actions ..... soit 15,999%
- Actions de gestion .... 4 actions

## 2.2 Présentation générale des comptes consolidés

Les états financiers ont été validés par le Comité de direction du 26 janvier 2016 et arrêtés par le Conseil d'administration du 10 février 2016. Ils ont été soumis à l'approbation de l'Assemblée générale du 20 avril 2016. Le bilan et le compte de résultat n'ont pas fait l'objet de modification ultérieurement.

Les documents de synthèse présentés sont conformes au règlement n°2014-07 du 26 novembre 2014.

Les comptes consolidés sont établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne. Les chiffres présentés sont en milliers d'euros sauf mention contraire.

Les méthodes de comptabilisation sont décrites dans la section : « Principes et Méthodes Comptables ».

## 2.3 IFRS 9

Groupama Banque a ouvert un chantier de mise en œuvre de la nouvelle norme IFRS 9, dont la date d'application est prévue au 1er janvier 2018. Les études sont réparties entre le département comptabilité générale pour les aspects classifications et le département des risques pour les sujets d'impairment. Les chantiers sont au stade des études préalables.

## Nouveaux textes applicables obligatoirement en 2015

| *Normes* | *Sujet de la modification* |
|---|---|
| **IFRS 1 « Première adoption des IFRS »** | Précision apportée quant à la version des IFRS pouvant être utilisée lors de la première adoption |
| **IFRS 3 Regroupements d'entreprises »** | Exclusion du champ d'application des formations de partenariats (co-entreprises et opérations conjointes) |
| **IFRS 13 «Evaluation de la juste valeur »** | Précision concernant les éléments concernés par l'exclusion des portefeuilles gérés sur une base nette |
| **IAS 40 « Immeubles de placement »** | Nécessité de jugement pour déterminer si l'acquisition d'un immeuble de placement constitue une acquisition d'actif / groupe d'actifs ou un regroupement d'entreprises |

*Pour l'IASB, ces amendements sont applicables de façon prospective à compter des exercices ouverts le 1er juillet 2014, une application anticipée étant autorisée. Au niveau européen, les amendements entrent en vigueur à compter des exercices ouverts le* ***1er janvier 2015.***

Les principes comptables retenus sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2014 à l'exception de l'adoption des normes suivantes qui sont d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2015 et n'ont pas eu d'impact significatif sur la période :

- L'interprétation IFRIC 21 : *Taxes prélevées par une autorité publique*, applicable pour les exercices ouverts à compter du 1er juillet 2014 ;
- Les améliorations annuelles (2011-2013) des IFRS, applicables pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2015

## Nouveaux textes applicables par anticipation en 2015

| *Normes* | *Sujet de la modification* |
|---|---|
| **IAS 16 / IAS 38 Amendements** | IAS 16 – Immobilisations corporelles et à IAS 38 – Immobilisations incorporelles « Clarification sur les modes d'amortissement acceptables » |
| **IAS 19 Amendements** | « Régimes à prestations définies : cotisations des membres du personnel ». |
| **IFRS 10 / IAS 28 Amendements** | "Vente ou apport d'actifs entre un investisseur et une entreprise associée ou une coentreprise". |
| **IAS 1 Amendements** | « Initiative concernant les informations à fournir » |
| **IFRS 11 Amendements** | Partenariats : Comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans une entreprise commune |
| **IAS 16 / IAS 41 Amendements** | « Agriculture : actifs biologiques producteurs» |

# Améliorations annuelles des IFRS

## 1- Cycle 2010-2012

| *Normes* | *Sujet de la modification proposée* |
|---|---|
| **IFRS 2 "Paiement fondé sur des actions"** | Définition de « condition d'acquisition » |
| **IFRS 3 « Regroupements d'entreprises »** | Comptabilité de la contrepartie conditionnelle lors d'un regroupement d'entreprises |
| **IFRS 8 « Secteurs opérationnels »** | Regroupement de secteurs opérationnels |
| | Réconciliation du total des actifs des secteurs à présenter avec les actifs de l'entité |
| **IFRS 13 « Evaluation de la juste valeur »** | Débiteurs et créditeurs à court terme |
| **IAS 16 « Immobilisations corporelles » et IAS 38 « Immobilisations incorporelles »** | Méthode de la réévaluation – ajustement proportionnel de l'amortissement cumulé |
| **IAS 24 « Information relative aux parties liées »** | Personnel clé de la direction |

*Pour l'IASB, les amendements s'appliquent aux exercices ouverts au plus tard à compter du 1er juillet 2014. Au niveau européen, les amendements sont applicables au plus tard à compter des exercices ouverts le 1er février 2015.*

## 2- Cycle 2012-2014

Le 25 septembre 2014, l'IASB a publié les Améliorations annuelles des IFRS Cycle 2012-2014. Ces amendements ont été homologués par le règlement UE n°2015/2343 du 15 décembre 2015.
Ces amendements entreront en vigueur au titre des périodes ouvertes à compter du **1er janvier 2016**, une application anticipée étant autorisée.

Les normes concernées sont au nombre de quatre :

| *Normes* | *Sujet de la modification* |
|---|---|
| **IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées »** | Modifications dans les modalités de la cession envisagée |
| **IFRS 7 « Instruments financiers : Informations à fournir »** | Contrats de services |
| | Applicabilité des amendements d'IFRS 7 aux états financiers intérimaires condensés |
| **IAS 19 « Avantages du personnel »** | Taux d'actualisation - profondeur du marché |
| **IAS 34 « Information financière intermédiaire »** | Précision de la formulation « *ailleurs dans le rapport financier intermédiaire* » |

## 2.4 Principes de consolidation

### Notions de contrôle :

Conformément aux normes internationales, toutes les entités sous contrôle exclusif, sous contrôle conjoint ou sous influence notable sont consolidées, sous réserve que leur apport soit jugé significatif et qu'elles n'entrent pas dans le cadre des exclusions évoquées ci-après. Le contrôle exclusif est présumé exister lorsque l'entité détient, directement ou indirectement par l'intermédiaire de filiales, plus de la moitié des droits de vote existants ou potentiels d'une entité, sauf si dans des circonstances exceptionnelles, il peut être clairement démontré que cette détention ne permet pas le contrôle. Le contrôle exclusif existe également lorsque l'entité détient la moitié ou moins de la moitié des droits de vote, y compris potentiels, d'une entité mais dispose de la majorité des pouvoirs au sein des organes de direction.

L'influence notable résulte du pouvoir de participer aux politiques financière et opérationnelle d'une entreprise sans en détenir le contrôle. L'entité est présumée avoir une influence notable lorsqu'elle détient, directement ou indirectement par le biais de filiales, 20% ou plus des droits de vote dans une entité.

Les méthodes de consolidation sont fixées respectivement par les normes IAS 27, 28 et 31. Elles résultent de la nature de contrôle exercée par Groupama Banque sur les entités consolidables, quelle qu'en soit l'activité et qu'elles aient ou non la personnalité morale.

Les sociétés faisant l'objet d'un contrôle exclusif par le Groupe sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Le Groupe ne détient pas de société ad hoc.

### Périmètre et méthodes de consolidation :

Une entreprise est comprise dans le périmètre de consolidation dès lors que sa consolidation, ou celle du sous-groupe dont elle est la tête, présente, seule ou avec d'autres entreprises en situation d'être consolidées, un caractère significatif par rapport aux comptes consolidés de l'ensemble des entreprises incluses dans le périmètre de consolidation.

### Entreprise consolidante :

L'entreprise consolidante est celle qui contrôle exclusivement ou conjointement d'autres entreprises quelle que soit leur forme ou qui exerce sur elles une influence notable.

### Entités contrôlées de manière exclusive :

Les sociétés, quelles que soient leurs structures et faisant l'objet d'un contrôle exclusif par le Groupe, sont consolidées par intégration globale. Ces entités sont consolidées dès qu'elles sont contrôlées. Le contrôle est le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de l'entité afin d'obtenir des avantages de ses activités. Une entité n'est plus consolidée par intégration globale dès lors que le Groupe n'exerce plus de contrôle effectif sur l'entité. L'intégration globale consiste à :

- Intégrer dans les comptes de l'entreprise consolidante les éléments des comptes des entreprises consolidées, après retraitements éventuels ;
- Éliminer les opérations et comptes entre l'entreprise intégrée globalement et les autres entreprises consolidées ;
- Répartir les capitaux propres et le résultat entre les intérêts de l'entreprise consolidante et les intérêts des autres actionnaires ou associés dits « intérêts minoritaires ».

Entreprises contrôlées de fait :

Groupama Banque n'est pas concernée par ce point.

Entreprises associées

Groupama Banque n'est pas concernée par ce point.

## 2.5 Homogénéité des principes comptables

Les comptes consolidés de Groupama Banque sont présentés d'une façon homogène pour l'ensemble formé par les entreprises incluses dans le périmètre de consolidation, en tenant compte des caractéristiques propres à la consolidation et des objectifs d'informations financières requis pour les comptes consolidés. Les comptes consolidés sont établis suivant les méthodes de consolidation définies par le Groupe Groupama et sont conformes :

- Aux IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne ;
- Et aux méthodes d'évaluation précisées dans cette section.

Les comptes sociaux des sociétés entrant dans le périmètre du Groupe Groupama Banque sont arrêtés au 31 décembre.

## 2.6 Informations relatives aux implantations du Groupe Groupama Banque et des sociétés consolidées

*Informations relatives aux implantations dans les États ou territoires non coopératifs*

L'article L.511-45 du Code Monétaire et Financier et les dispositions prévues à l'article 1er du décret n° 2014-1659 du 29 décembre 2014 imposent aux établissements de crédit de publier les informations relatives à leurs implantations et leurs activités dans les États ou territoires non coopératifs au sens de l'article 238-0 du Code Général des Impôts.

Le Groupe Groupama Banque ne dispose d'aucune activité dans les États ou territoires non coopératifs au 31 décembre 2015.

*Informations relatives au périmètre de consolidation*

*Pourcentage de contrôle :*

- Groupama Banque : société mère
- Groupama Asset Management : 99,9835%
- Groupama Immobilier : 99,996%
- Groupama Épargne Salariale : 99,9993%

Ces entités sont consolidées par intégration globale.

*Descriptif :*

**Groupama Banque**

Statut : Établissement bancaire, Société anonyme à Conseil d'administration

Siège : 67, rue Robespierre - 93107 Montreuil sous Bois (France)

Activités exercées : Banque de Groupe, d'entreprises et de trésorerie, gestion patrimoniale, banque des particuliers

Effectif moyen : 600 (2015), 598 (2014)

**Groupama Asset Management**

Statut : Société de gestion, Société anonyme à Conseil d'administration

Siège : 25, rue de la Ville l'Évêque - 75008 Paris (France)

Siren : 389 522 152

LEI : 969 500 03N UWI FWU NHV 80

Code NACE : K / Code APE/NAF: 6630Z

Date d'entrée dans le périmètre Groupama Banque : 1er octobre 1999

Activités exercées : Gestion d'actif à court, moyen et long terme sur les marchés actions et taux

Effectif moyen : 255 (2015), 261 (2014)

**Groupama Immobilier**

Statut : Administration de biens immobiliers, Société anonyme à Conseil d'administration

Siège : 21, Bd Malesherbes - 75008 Paris (France)

Siren : 413 114 760

Code NACE : K / Code APE/NAF : 6832A

Date d'entrée dans le périmètre Groupama Banque : 22 juillet 1997

Activités exercées : Gestion d'actifs immobiliers, commercialisation, gestion des baux, travaux

Effectif moyen : 100 (2015), 107 (2014)

**Groupama Épargne Salariale**

Statut : Entreprise d'investissement agréée par le CECEI - Société anonyme à Conseil d'administration

Siège : 67, rue Robespierre - 93107 Montreuil sous Bois (France)

Siren : 428 768 352

LEI : 969 500 V9H NB64 EN 0YL 52

Code NACE : K / Code APE/NAF : 6430Z

Date d'entrée dans le périmètre Groupama Banque : 1er juillet 2010

Activités exercées : Activité de tenue de compte – conservation

Effectif moyen : 32 (2015), 33 (2014)

*Informations relatives aux implantations*

L'article L.511-45 du Code Monétaire et Financier et les dispositions prévues à l'article 1er du décret n° 2014-1659 du 29 décembre 2014 imposent aux établissements de crédit de publier les informations relatives à leurs implantations géographiques agrégées à l'échelle de ces États.

| État | Produit net bancaire | Chiffre d'affaires | Effectifs (*) | Bénéfice ou perte avant impôt | Impôts courants | Impôts différés | Subventions publiques reçues |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| France | 224 653 | 376 453 | 955,40 | 15 358 | -11 436 | -1 334 | n/a |

*(*) Effectifs en équivalent temps plein au 31 décembre 2015*
*Les données financières sont en milliers d'euros*

## 2.7 Conversion des comptes des sociétés étrangères

Le Groupe ne comprend pas de société de droit étranger ou dont la comptabilité est tenue en devise « non euro ».

## 2.8 Informations sur le montant des honoraires des Commissaires aux Comptes

Le montant total des honoraires des Commissaires aux Comptes figurant au compte de résultat s'élèvent à 1 474 096 euros, dont 1 247 290 euros au titre du contrôle légal des comptes et 226 806 euros au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes.

## 2.9 Événements postérieurs au 31 décembre 2015

Le 4 janvier 2016, Groupama et Orange ont annoncé, l'entrée en négociations exclusives afin de signer un partenariat entre les deux groupes qui pourrait se traduire notamment par l'entrée d'Orange au capital de Groupama Banque à hauteur de 65%.

Par ce partenariat, les deux Groupes envisagent de lancer une nouvelle offre bancaire 100% mobile début 2017 qui serait déployée par le réseau Orange puis, à une date qui reste à déterminer, par les réseaux de Groupama et du Gan.

# Note III – Principes comptables et méthodes d'évaluations retenues

La base de préparation des comptes consolidés 2015 décrite dans les notes ci-après résulte des normes et interprétations applicables de manière obligatoire aux exercices ouverts avant le ou à compter du 1er janvier 2015.

## 3.1 Normes et interprétations publiées par l'IASB et d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2015

Les amendements aux normes et interprétations publiés et applicables à compter du 1er janvier 2015 n'ont pas eu d'impact sur les comptes consolidés du Groupe.

## 3.2 Normes et interprétations non appliquées par anticipation pour la préparation des comptes consolidés 2015

De manière générale, le Groupe n'a pas appliqué par anticipation les normes et interprétations applicables à compter d'un exercice postérieur au 31 décembre 2015 qu'elles soient ou non adoptées par la Commission Européenne.

### Utilisation de jugement et estimations dans la préparation des états financiers

De par leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des états financiers exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur.

Les réalisations futures peuvent être influencées par de nombreux facteurs, notamment :

- Les activités des marchés nationaux et internationaux ;
- Les fluctuations des taux d'intérêt et de change ;
- La conjoncture économique et politique dans certains secteurs d'activité ou pays ;
- Les modifications de la réglementation et de la législation.

Cette liste n'est pas exhaustive.

Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

- Les instruments financiers évalués à la juste valeur ;
- Les régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs ;
- Les dépréciations durables de titres disponibles à la vente et d'actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et détenus à maturité ;
- Les dépréciations des créances irrécouvrables ;
- Les provisions ;
- Les dépréciations des écarts d'acquisition ;
- Les actifs d'impôts différés.

Les modalités de recours à des jugements ou à des estimations sont précisées dans les paragraphes concernés ci-après.

# *Actif*

### *Immobilisations corporelles et incorporelles*

IAS 16, 36, 38 et 40

Les immobilisations inscrites au bilan du Groupe comprennent les immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation. Les immobilisations d'exploitation sont utilisées à des fins de production de services, ou administratives. Elles incluent les biens autres qu'immobiliers, donnés en location simple. Les immobilisations sont enregistrées à leur coût d'acquisition augmenté des frais directement attribuables.

Les logiciels développés en interne, lorsqu'ils remplissent les critères d'immobilisation, sont immobilisés pour leur coût direct de développement qui inclut les dépenses externes activables directement affectables au projet. Il en est de même des progiciels acquis et demandant un paramétrage.

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées à leur coût diminué du cumul des amortissements linéaires et des pertes éventuelles de valeur.

Le montant amortissable d'une immobilisation est déterminé après déduction de sa valeur résiduelle. Seuls les biens donnés en location sont réputés avoir une valeur résiduelle, la durée d'utilité des immobilisations d'exploitation étant généralement égale à la durée de vie économique attendue du bien.

L'approche par composantes n'a pas de caractère significatif.

Durée d'amortissement et mode d'amortissement :

- Agencements : de 5 à 9 ans selon la localisation – Linéaire ;
- Mobiliers de bureau : 10 ans – Linéaire ;
- Matériels de bureau et véhicules : 4 ans – Linéaire ;
- Matériels informatiques et logiciels acquis : 1 à 10 ans – Linéaire / Dégressif.

### *Écarts d'acquisition*

Les écarts d'acquisition ont fait l'objet d'un test de dépréciation dans le cadre de l'ensemble homogène de métiers auxquels ils sont affectés. La valeur testée est la nouvelle valeur brute comptable à la date de référence après déduction des amortissements pratiqués et dépréciations éventuellement enregistrées au 31 décembre 2015. Les tests de valorisation opérés ont conclu à l'absence de dépréciation à enregistrer.

### *Test de dépréciation d'un ensemble homogène de métiers*

Des tests de dépréciation, consistant à s'assurer que les écarts d'acquisition affectés à chaque ensemble homogène de métiers ne soient pas frappés d'une dépréciation durable, sont effectués lorsqu'apparaît un risque de dépréciation durable, et en tout état de cause une fois par an. La valeur comptable de l'ensemble homogène de métiers est alors comparée à sa valeur recouvrable. Dans le cas où la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable, il est procédé à une dépréciation irréversible de l'écart d'acquisition égale à la différence entre la valeur comptable et la valeur recouvrable de l'ensemble homogène considéré.

Concernant le métier de l'épargne salariale, la valorisation a été obtenue à partir du dernier plan d'affaire disponible. Compte tenu du multiple utilisé, la valorisation qui en est déduite entraîne une dépréciation de l'écart d'acquisition de 2,8 millions d'euros.

### *Contrat de location*

Conformément à la norme IAS 17, les opérations de location sont analysées selon leur substance et leur réalité financière. Elles sont comptabilisées selon les cas, soit en opérations de location simple, soit en opérations de location financière.

Le Groupe ne détient pas de contrats significatifs.

### *Actifs non courants destinés à être cédés*

Les activités abandonnées incluent à la fois les activités destinées à être cédées, les activités arrêtées, ainsi que les filiales acquises exclusivement dans une perspective de revente. Les passifs qui leur sont éventuellement liés sont présentés séparément dans le poste « *Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés* ». Dès lors qu'ils sont classés dans cette catégorie, les actifs non courants et groupes d'actifs et de passifs sont évalués au plus bas de leur valeur comptable et de leur juste valeur minorée des coûts de vente. Les actifs concernés cessent d'être amortis.

En cas de perte de valeur constatée sur un actif ou un groupe d'actifs et de passifs, une dépréciation est constatée en résultat. Les pertes de valeur comptabilisées à ce titre sont réversibles.

Les titres sont classés dans les quatre catégories d'actifs applicables aux titres financiers définis par la norme IAS 39 :

- Actifs financiers à la juste valeur par résultat, par nature ou sur option ;
- Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance ;
- Prêts et créances ;
- Actifs financiers disponibles à la vente.

Aucun reclassement n'a été effectué entre les différentes catégories de titres pour l'exercice 2015.

## Actifs financiers

### *Actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat*

Selon la norme IAS 39, ce portefeuille comprend les titres dont le classement en actif financier à la juste valeur par résultat résulte, soit d'une réelle intention de transaction – affectation par nature, soit d'une option prise par Groupama Banque.

Les actifs financiers à la juste valeur par résultat par nature sont des actifs acquis ou générés par l'entreprise principalement dans l'objectif de les céder à court terme ou qui font partie d'un portefeuille d'instruments gérés en commun dans le but de réaliser un bénéfice lié à des fluctuations de prix à court terme ou à une marge d'arbitragiste.

La comptabilisation d'actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option, quant à elle, pourra être retenue, sous réserve de répondre aux conditions définies dans la norme, dans les trois cas de figure suivants : pour des instruments hybrides comprenant un ou plusieurs dérivés incorporés, dans une optique de réduction de distorsion de traitement comptable ou dans le cas de groupes d'actifs financiers gérés dont la performance est évaluée à la juste valeur.

L'option juste valeur par résultat est généralement utilisée afin d'éviter de comptabiliser et d'évaluer séparément des dérivés incorporés à des instruments hybrides. Groupama Banque n'use pas de cette option.

La catégorie des *« Actifs financiers à la juste valeur par résultat »* comprend :

- Les actifs financiers faisant l'objet d'opérations dites de transaction ;
- Les actifs financiers que le Groupe a discrétionnairement choisi de comptabiliser et d'évaluer à la juste valeur par résultat dès l'origine, conformément à l'option offerte par la norme IAS 39.

Le Groupe n'a pas usé de cette option sur l'exercice.

Les titres classés dans cette catégorie sont évalués à leur juste valeur en date d'arrêté et les variations de celle-ci sont présentées, ainsi que les dividendes des titres à revenu variable et les plus et moins values de cession réalisées, sous la rubrique *« Gains ou pertes nets sur les instruments financiers à la valeur par résultat »* du compte de résultat.

Les revenus perçus sur les titres à revenu fixe classés dans cette catégorie sont présentés sous la rubrique *« Intérêts et produits assimilés »* du compte de résultat.

L'évaluation du risque de contrepartie sur ces titres est comprise dans leur juste valeur, sauf pour les titres non cotés faisant l'objet d'une valorisation à partir d'un modèle et pour lesquels l'impact de l'évolution du risque de crédit est jugé non significatifs si l'on tient compte également de l'évolution du risque de crédit des dettes valorisées en juste valeur sur option. En cas de risque de défaillance caractérisé, les dépréciations sont constatées en *« Coût du risque »*.

Les instruments financiers cotés sur un marché actif sont évalués à partir de données observées sur les marchés (courtiers, Reuters, Bloomberg, …).

Les instruments financiers non cotés sur un marché actif sont évalués selon les techniques de valorisation reposant sur des paramètres observables - actualisation de flux ou revenus futurs sur la base de courbes de taux.

### *Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance (IAS 39)*

La catégorie des *« Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance »* comprend les titres à revenu fixe ou déterminable, à échéance fixe, que le Groupe a l'intention et la capacité de détenir jusqu'à leur échéance. Au sein du Groupe, cette option n'est ouverte qu'à la société mère Groupama Banque.

Les titres classés dans cette catégorie sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, qui intègre l'amortissement des primes et décotes correspondant à la différence entre la valeur d'acquisition et la valeur de remboursement de ces titres ainsi que les frais d'acquisition des titres s'ils sont significatifs. Les revenus perçus sur ces titres sont présentés sous la rubrique *« Intérêts et produits assimilés »* du compte de résultat.

Des dépréciations sont constituées sur les titres dès lors qu'il existe une indication objective de l'existence d'un événement survenu postérieurement à l'acquisition du titre susceptible de générer une perte mesurable. La dépréciation est mesurée comme la différence entre la valeur comptable avant dépréciation et la valeur, actualisée au taux d'origine de la créance, des composantes jugées recouvrables (principal, intérêts, garanties, …). Les modifications de valeur ainsi dépréciées sont enregistrées en compte de résultat, dans la rubrique coût du risque. Lorsque ces modifications de valeur sont positives, traduisant une appréciation du risque, elles sont reprises en compte de résultat, dans la rubrique *« Coût du risque »*.

Les dépréciations sont présentées en déduction de l'actif.

### *Actifs financiers disponibles à la vente*

La catégorie *« Actifs financiers disponibles à la vente »* est définie par la norme IAS 39 comme la catégorie par défaut ou par désignation.

La catégorie des *« Actifs financiers disponibles à la vente »* comprend les titres à revenu fixe ou à revenu variable qui ne relèvent pas des deux catégories précédentes.

Les titres classés dans cette catégorie sont évalués à leur juste valeur en date d'arrêté et les variations de celle-ci, hors revenus courus, présentées sous une rubrique spécifique des capitaux propres. Lors de la cession, ces gains ou pertes latentes précédemment comptabilisés en capitaux propres sont constatés en compte de résultat sous la rubrique *« Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente »*.

Les plus et moins values de cession réalisées sur les titres classés en *« Actifs financiers disponibles à la vente »* sont portées au compte de résultat sous la rubrique *« Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente »* de même que les dépréciations éventuelles opérées sur les titres à revenu variable.

Les revenus comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur les titres à revenu fixe de cette catégorie sont présentés dans l'agrégat *« Intérêts et produits assimilés »* du compte de résultat. Les dividendes perçus sur les titres à revenu variable sont présentés dans l'agrégat *« Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente »*.

Les dépréciations durables sont comptabilisées en *« Coût du risque »*. Les charges et reprises des dépréciations durables des titres à revenu fixe classés en *« Actifs financiers disponibles à la vente »* sont portées au compte de résultat dans l'agrégat *« Coût du risque »*.

### *Prêts et créances*

Les prêts et créances sont comptabilisés initialement à leur juste valeur ou son équivalent, qui est, en règle générale, le montant net décaissé à l'origine, et qui doit comprendre les coûts d'origination directement imputables à l'opération ainsi que certaines commissions perçues, analysées comme un ajustement du rendement effectif du prêt.

Les prêts et créances sont évalués ultérieurement au coût amorti, et les intérêts, ainsi que les coûts de transaction et commissions inclus dans la valeur initiale des crédits concourent à la formation du résultat de ces opérations sur la durée du crédit, calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les commissions perçues sur des engagements de financement préalables à la mise en place d'un crédit sont différées, puis intégrées à la valeur du crédit lors de son attribution.

Les commissions perçues sur des engagements de financement dont la probabilité qu'ils donnent lieu au tirage d'un prêt est faible, ou dont les utilisations sont aléatoires dans le temps et dans leur montant, sont étalées linéairement sur la durée de l'engagement.

Compte tenu du caractère non significatif des montants, aucun retraitement n'est effectué à ce titre.

Actifs donnant lieu à renégociation (hors renégociation pour difficultés financières) : les actifs renégociés donnent lieu à la mise en place de nouveau dossier en lieu et place des existants. Aucune décote n'est comptabilisée.

En cas de rachat de portefeuille de prêts les actifs sont comptabilisés à leur valeur nominale. La différence, éventuelle, entre la valeur nominale et la valeur de rachat donne lieu à la comptabilisation d'un compte correcteur d'actif. L'application de cette méthode de comptabilisation conditionne le bon calcul des intérêts courus.

### *Date et critères de comptabilisation*

Les titres classés dans les quatre catégories ci-dessus sont inscrits au bilan à la date à laquelle est conclue la transaction et y sont maintenus jusqu'à extinction des droits du Groupe à recevoir les flux qui leur sont attachés ou jusqu'à ce que le Groupe ait transféré substantiellement tous les risques et avantages qui leur sont liés.

Les prêts et créances (hors titres) sont comptabilisés au bilan en date de règlement.

### *Dépréciation des actifs financiers*

Conformément à la norme IAS 39, les créances affectées en « *Prêts et créances* » sont dépréciées lorsqu'elles présentent un ou plusieurs événements de perte intervenus après la réalisation de ces créances. Les créances ainsi identifiées font l'objet d'une dépréciation sur base individuelle ou sur base collective. Les pertes prévisibles sont ainsi appréhendées à travers l'enregistrement de dépréciations, égales à la différence entre la valeur comptable des prêts (coût amorti) et la somme des flux futurs estimés, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine, ou sous forme de décotes sur prêts restructurés pour cause de défaillance du client.

Les titres classés en *« Actifs financiers disponibles à la vente »* ou en *« Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance »* sont dépréciés, par contrepartie du compte de résultat lorsque existe une indication objective de dépréciation durable résultant d'un ou plusieurs événements intervenus depuis l'acquisition. En particulier, concernant les titres à revenu variable cotés sur un marché actif, une baisse prolongée ou significative du cours en deçà de son coût d'acquisition constitue une indication objective de dépréciation.

Une dépréciation constituée sur un titre à revenu fixe peut être reprise en compte de résultat lorsque la juste valeur du titre s'est à nouveau appréciée du fait d'une cause objective intervenue postérieurement à la dernière dépréciation.

Constitue un indice objectif de perte, une baisse durable ou significative de la valeur du titre pour les titres de capitaux propres, ou par l'apparition d'une dégradation significative du risque de crédit matérialisée par un risque de non recouvrement pour les titres de dette.

### *Dépréciations sur prêts et créances, provisions sur engagements de financement et de garantie*

La dépréciation est mesurée comme la différence entre la valeur comptable avant dépréciation et la valeur, actualisée au taux d'origine de la créance, des composantes jugées recouvrables (principal, intérêts, garanties…). Les modifications de valeur des prêts ainsi dépréciés sont enregistrées dans le compte de résultat, dans la rubrique « *Coût du risque* ». Lorsque ces modifications de valeur sont positives, traduisant une amélioration ultérieure du risque, elles sont reprises dans le compte de résultat, dans la rubrique *« Coût du risque »*. À compter de la dépréciation de l'actif, la rubrique *« Intérêts et produits assimilés »* du compte de résultat enregistre la rémunération théorique de la valeur nette comptable de l'actif calculée au taux d'intérêt effectif d'origine utilisé pour actualiser les flux jugés recouvrables.

Des dépréciations sont constituées sur les crédits lorsqu'il existe une indication objective de l'existence d'un événement survenu postérieurement à la mise en place du prêt susceptible de générer une perte mesurable.

De telles modifications de valeurs sont enregistrées dans la rubrique *« Coût du risque »*.

Les contreparties non dépréciées individuellement font l'objet d'une analyse du risque par portefeuilles homogènes. Cette analyse permet d'identifier des groupes de contreparties qui, compte tenu d'évènements survenus depuis la mise en place des crédits, ont atteint collectivement une probabilité de défaut à maturité qui fournit une indication objective de perte de valeur (impayés, connaissances de difficultés financières, …) sur l'ensemble du portefeuille, sans que cette perte de valeur puisse être à ce stade allouée individuellement.

Une provision collective sur les encours sains est déterminée par marché. Le stock de provisions au passif s'élève à 3,759 millions d'euros. Les méthodes utilisées sont précisées dans la Note IV bis – Annexe Risques - §3 – Risque de contrepartie.

### *Restructuration des actifs classés dans la catégorie « Prêts et créances »*

Une restructuration pour cause de difficultés financières de l'emprunteur d'un actif classé dans la catégorie *« Prêts et créances »* se définit comme une modification des termes et conditions de la transaction initiale que le Groupe n'envisage que pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, et telle qu'il en résulte une moindre obligation du client, mesurée en valeur actuelle, à l'égard du Groupe par rapport aux termes et conditions de la transaction avant restructuration. Au moment de la restructuration, l'actif restructuré fait l'objet d'une décote pour amener sa valeur comptable au montant actualisé au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif des nouveaux flux futurs attendus.

La modification à la baisse de valeur de l'actif est enregistrée dans le compte de résultat, dans la rubrique *« Coût du risque »*. Lorsque la restructuration consiste en un échange partiel ou total contre d'autres actifs substantiellement différents, elle se traduit par l'extinction de la créance et par la comptabilisation des actifs remis en échange, évalués à leur valeur de marché à la date de l'échange. L'écart de valeur constaté lors de cet échange est enregistré dans le compte de résultat, dans la rubrique *« Coût du risque »*.

Les encours de crédits restructurés ne présentent pas de caractère significatif.

### *Reclassements d'instrument actifs financiers*

L'amendement de la norme IAS 39 publié et adopté par l'Union Européenne en octobre 2008 permet d'opérer les reclassements suivants :

- Des catégories *« Actifs financiers détenus à des fins de transaction »* et *« Actifs financiers disponibles à la vente »* vers la catégorie *« Prêts et créances »*, si l'entité a désormais l'intention et la capacité de conserver l'actif financier concerné dans un avenir prévisible ou jusqu'à l'échéance et si les critères d'éligibilité à cette catégorie sont respectés à la date de transfert (notamment actif financier non coté sur marché actif) ;
- Dans le cas de circonstances rares et documentées, de la catégorie *« Actifs financiers détenus à des fins de transaction »* vers les catégories *« Actifs financiers disponibles à la vente »* ou *« Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance »*, si les critères d'éligibilité sont respectés à la date de transfert pour chacun des deux postes.

La juste valeur à la date de reclassement devient le nouveau coût ou le nouveau coût amorti, selon le cas, de l'actif financier reclassé.

Les informations sur les reclassements réalisés sont données dans la note XXVIII c d.

### *Juste valeur des instruments financiers au coût amorti*

Conformément à IFRS7.25, il convient d'indiquer la juste valeur de cette catégorie d'actifs et de passifs de manière à permettre la comparaison avec sa valeur comptable.

Aucune information sur la juste valeur n'est imposée :

- Lorsque la valeur comptable correspond à une approximation raisonnable de la juste valeur, par exemple, pour des instruments financiers tels que les créances clients et les dettes fournisseurs à court terme ;
- Dans le cas de placements en instruments de capitaux propres pour lesquels on ne dispose pas de prix cotés sur un marché actif, ou en dérivés liés à ces instruments de capitaux propres, qui sont évalués au coût conformément à IAS 39 parce que leur juste valeur ne peut être évaluée de manière fiable ; ou
- Dans le cas d'un contrat contenant un élément de participation discrétionnaire (tel que décrit dans IFRS 4), si la juste valeur de cet élément ne peut être évaluée de façon fiable.

Pour les actifs dont la durée initiale est inférieure ou égale à un an, la juste valeur est présumée correspondre à la valeur comptable nette de dépréciations. S'agissant des prêts, créances et emprunts interbancaires, la juste valeur est calculée, en l'absence de marché actif de ces prêts, en actualisant les flux de trésorerie attendus à un taux d'actualisation basé sur les taux d'intérêt du marché (taux actuariel de référence publié par la Banque de France et taux zéro coupon) en vigueur à la clôture pour des prêts ayant sensiblement les mêmes modalités et les mêmes maturités.

Cette information est présentée dans la note XI – Juste valeur des instruments financiers au coût amorti.

# *Passif (selon IAS 37 et 19)*

### *Provisions*

Les provisions enregistrées au passif du bilan du Groupe, autres que celles relatives aux engagements clientèles, aux engagements sociaux et aux contrats d'assurance, concernent principalement les provisions pour restructuration, pour litiges, pour amendes, pénalités et risques fiscaux.

Une provision est constituée lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre une obligation née d'un événement passé et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Le montant de cette obligation est actualisé pour déterminer le montant de la provision, dès lors que cette actualisation présente un caractère significatif. Le taux d'actualisation est le taux à terme sans risque (Courbe OAT). Il est constant durant toute la vie de la provision.

### *Opérations de pension*

Les titres cédés temporairement dans le cas d'une mise en pension restent comptabilisés au bilan du Groupe dans leur portefeuille d'origine. Les titres acquis temporairement dans le cas d'une prise en pension ne sont pas comptabilisés au bilan du Groupe. La créance correspondante est comptabilisée sous la rubrique *« Prêts et Créances »*.

Quel que soit leur classement comptable, les opérations de pension sont initialement comptabilisées à la date de règlement livraison des opérations.

### *Opérations de prêts de titres*

Les opérations de prêts de titres ne donnent pas lieu à la décomptabilisation des titres prêtés et les opérations d'emprunts de titres ne donnent pas lieu à la comptabilisation au bilan des titres empruntés, à l'exception des cas où les titres empruntés sont ensuite cédés par le Groupe. Dans ce cas, l'obligation de livrer les titres à l'échéance de l'emprunt est matérialisée par un passif financier présenté au bilan sous la rubrique *« Passifs financiers à la juste valeur par résultat »*.

### *Dérivés détenus à des fins de transaction*

Les dérivés détenus à des fins de transaction sont comptabilisés au bilan dans le poste *« Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat »*. Ils sont comptabilisés en actifs financiers lorsque la juste valeur est positive, en passifs financiers lorsqu'elle est négative. Les gains et pertes réalisés et latents sont comptabilisés au compte de résultat en *« Gains et pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat »*.

La catégorie des *« Passifs financiers à la juste valeur par résultat »* comprend :

- Les passifs financiers faisant l'objet d'opérations dites de transaction ;
- Les passifs financiers que le Groupe a discrétionnairement choisi de comptabiliser et d'évaluer à la juste valeur par résultat dès l'origine, conformément à l'option offerte par la norme IAS 39.

L'option juste valeur par résultat est généralement utilisée afin d'éviter de comptabiliser et d'évaluer séparément des dérivés incorporés à des instruments hybrides.

### *Dérivés de couverture*

Lors de la mise en place de la relation de couverture, il est établi une documentation formalisée : désignation de l'instrument ou de la portion d'instrument ou de risque couvert, produit couvert, désignation de l'instrument de couverture, modalités d'évaluation de l'efficacité de la relation de couverture. Conformément à cette documentation, le Groupe évalue, lors de sa mise en place et au minimum semestriellement, l'efficacité rétrospective et prospective des relations de couverture mises en place. Les tests d'efficacité rétrospectifs ont pour but de s'assurer que le rapport entre les variations effectives de valeur ou de résultat des dérivés de couverture et celles des instruments couverts se situe entre 80% et 125%. Les tests prospectifs ont pour but de s'assurer que les variations de valeur ou de résultat des dérivés attendues sur la durée de vie résiduelle de la couverture compensent de manière adéquate celles des instruments couverts.

En application de la norme IAS 39 adoptée par l'Union Européenne (excluant certaines dispositions concernant la comptabilité de couverture d'un portefeuille), des relations de couverture de valeur du risque de taux d'intérêt sur base de portefeuille d'actifs ou de passifs sont utilisées.

Dans ce cadre :

- Le risque désigné comme étant couvert est le risque de taux d'intérêt associé à la composante de taux inclus dans le taux des opérations commerciales de crédits à la clientèle ;
- Les instruments de couverture sont uniquement des swaps de taux simples ;
- L'efficacité des couvertures est assurée prospectivement par le fait que tous les dérivés doivent avoir, à la date de leur mise en place, pour effet de réduire le risque de taux d'intérêt du portefeuille de sous-jacents couverts. Rétrospectivement, ces couvertures doivent être déqualifiées lorsque les sous-jacents qui leur sont spécifiquement associés sur chaque bande de maturité, deviennent insuffisants (du fait des remboursements anticipés des prêts).

Les principes de comptabilisation des dérivés et des instruments couverts dépendent de la stratégie de couverture.

Dans le cas d'une relation de couverture de valeur, les dérivés sont réévalués au bilan à leur valeur de marché par contrepartie du compte de résultat dans le poste *« Gains et pertes nets sur instruments financiers à la valeur de marché par résultat »*, symétriquement à la réévaluation des instruments couverts pour le risque considéré.

Au bilan, la réévaluation de la composante couverte est comptabilisée soit conformément à la classification de l'instrument couvert dans le cas d'une relation de couverture d'actifs ou de passifs identifiés, soit dans le poste *« Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux »* dans le cas d'une relation de couverture de portefeuille.

Quelle que soit la stratégie de couverture retenue, l'inefficacité de la couverture est comptabilisée au compte de résultat en *« Gains et pertes nets sur instruments financiers à la valeur de marché par résultat ».*

La part inefficace de la macro couverture sur l'exercice 2015 s'élève à -0,9 million d'euros.

### *Dérivés incorporés*

Les dérivés incorporés à des instruments financiers composés sont extraits de la valeur de l'instrument qui les recèlent et comptabilisés séparément en tant qu'instrument dérivé lorsque l'instrument composé n'est pas comptabilisé dans le poste *« Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat »* et lorsque les caractéristiques économiques et les risques de l'instrument dérivé incorporé ne sont pas étroitement liés à ceux du contrat hôte.

### *Autres passifs au coût amorti*

L'épargne déposée par la clientèle des particuliers ne donne pas lieu à ajustement à l'exception des comptes à taux progressifs.

Les comptes à taux progressif doivent être assimilés à des comptes à terme dont le taux de rémunération progresse chaque année et sans pénalité de sortie anticipée. Il convient :

- De classer les comptes à taux progressifs en *« Dettes à terme envers la clientèle »* ;
- D'évaluer et comptabiliser des comptes à taux progressifs au TIE, sur la base du taux moyen, proche du TIE.

Compte tenu de l'ouverture de nouveaux comptes à taux progressifs en cours d'année, il convient de fonder les calculs précisés ci-dessus sur les encours moyens de la période et non sur les encours de fin de période.

Au 31 décembre 2015, l'impact en compte de résultat s'élève à -3,38 millions d'euros.

### *Dettes émises représentées par un titre*

Les instruments financiers émis par le Groupe sont qualifiés d'instruments de dettes s'il existe une obligation contractuelle pour l'émetteur de délivrer du numéraire ou un actif financier au détenteur des titres.

Les dettes émises représentées par un titre sont enregistrées à l'origine à leur valeur d'émission comprenant les frais de transaction, puis sont évaluées à leur coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

### *Détermination de la juste valeur*

Les actifs et passifs financiers de la catégorie *« Juste valeur par résultat »* et les actifs de la catégorie *« Actifs financiers disponibles à la vente »* sont évalués et comptabilisés à leur juste valeur. Celle-ci correspond au montant pour lequel un actif pourrait être échangé, ou un passif éteint, entre parties bien informées, consentantes, et agissant dans des conditions de concurrence normale. Lors de sa comptabilisation initiale, la valeur d'un instrument financier est normalement le prix de négociation (c'est à dire la valeur de la contrepartie versée ou reçue).

L'impact de l'évolution du risque de crédit relatif aux titres non cotés acquis ou émis n'est pas pris en compte si l'impact est non significatif.

Le Groupe détermine la valeur de marché des instruments financiers, soit en utilisant des prix obtenus directement à partir de données externes, soit en utilisant des techniques de valorisation. Ces techniques de valorisation sont principalement des approches par le marché ou par le résultat, regroupant des modèles communément admis (méthode d'actualisation des cash flows futurs, modèle de Black & Scholes, techniques d'interpolation). Elles maximisent l'utilisation de données observables et minimisent celle de données non observables.

Les actifs et passifs évalués ou présentés à la valeur de marché sont répartis selon la hiérarchie suivante :

- Niveau 1 : les valeurs de marché sont déterminées en utilisant directement les prix cotés sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques. Les caractéristiques d'un marché actif incluent l'existence d'un volume et d'une fréquence suffisants de transactions ainsi qu'une disponibilité continue des prix ;

- Niveau 2 : les valeurs de marché sont déterminées avec des techniques de valorisation dont les paramètres significatifs sont observables sur les marchés, directement ou indirectement. Ces techniques sont régulièrement calibrées et les paramètres corroborés par des données provenant de marchés actifs ;
- Niveau 3 : les valeurs de marché sont déterminées avec des techniques de valorisation dont les paramètres significatifs utilisés sont non observables ou ne peuvent être corroborés par des données de marché, par exemple en raison de l'absence de liquidité de l'instrument ou d'un risque de modèle significatif. Un paramètre non observable est une donnée pour laquelle aucune information de marché n'est disponible. Il provient donc d'hypothèses internes sur les données qui seraient utilisées par les autres participants de marché. L'évaluation de l'absence de liquidité ou l'identification d'un risque de modèle suppose l'exercice du jugement.

Le classement d'un actif ou d'un passif dans la hiérarchie dépend du niveau du paramètre le plus significatif au regard de la valeur de marché de l'instrument.

### *Juste valeur des instruments financiers au coût amorti*

En application de la norme IFRS 7.25, la note XI – Juste valeur des instruments financiers au coût amorti présente une telle information.

La juste valeur des dettes est présumée correspondre, en l'absence de marché actif de ces dettes, à la valeur des flux futurs actualisée aux taux de marché en vigueur à la date de clôture.

Dès lors que la dette est représentée par un instrument coté, sa juste valeur est égale à son cours de marché. Pour les dettes à taux variable et celles dont la durée initiale est inférieure ou égale à un an, la juste valeur est présumée correspondre à la valeur comptable. De la même manière, la juste valeur individuelle des comptes à vue est égale à leur valeur comptable.

### *Réserves consolidées*

Réserves accumulées par les sociétés depuis leur entrée dans le périmètre de consolidation.

### *Réserves de réévaluation*

Résultat latent sur portefeuille *« Titres disponibles à la vente »* en stock, après déduction des impôts différés au taux en vigueur en France. Les résultats latents sur les titres cédés dans l'exercice comptable sont retraités dans le résultat consolidé.

# *Compte de résultat*

## Avantages liés au personnel (IAS 19)

Les avantages consentis au personnel du Groupe sont classés en trois catégories :

### *Avantages à court terme*

L'entreprise comptabilise une charge lorsqu'elle a utilisé les services rendus par les membres du personnel en contrepartie des avantages qui leur ont été consentis.

### *Avantages postérieurs à l'emploi*

Conformément aux principes généralement admis, le Groupe distingue les régimes à cotisations définies et les régimes à prestations définies. Les régimes qualifiés de « régimes à cotisations définies » ne sont pas représentatifs d'un engagement pour l'entreprise et ne font l'objet d'aucune provision. Le montant des cotisations appelées pendant l'exercice est constaté en charges.

Seuls les régimes qualifiés de « régimes à prestations définies » sont représentatifs d'un engagement à la charge de l'entreprise qui donne lieu à évaluation et provisionnement. Le Groupe n'est pas concerné par ce type d'engagement.

Le classement dans l'une ou l'autre de ces catégories s'appuie sur la substance économique du régime pour déterminer si le Groupe est tenu ou pas, par les clauses d'une convention ou par une obligation implicite, d'assurer les prestations promises aux membres du personnel.

Les avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies font l'objet d'évaluations actuarielles tenant compte d'hypothèses démographiques et financières. Le montant provisionné de l'engagement est déterminé en utilisant les hypothèses actuarielles retenues par le Groupe.

### *Avantages à long terme*

Il s'agit des avantages, autres que les avantages postérieurs à l'emploi et les indemnités de fin de carrière, qui ne sont pas dus intégralement dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lequel les membres du personnel ont rendu les services correspondants.

La méthode d'évaluation actuarielle est similaire à celle qui s'applique aux avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies, mais les écarts actuariels sont comptabilisés immédiatement et aucun corridor n'est appliqué. En outre, l'effet lié à d'éventuelles modifications de régime considérées comme afférant à des services passés est comptabilisé immédiatement.

## Impôts courants & impôts différés

Conformément à la norme IAS 12, l'impôt sur le bénéfice comprend tous les impôts assis sur le résultat, qu'ils soient exigibles ou différés. Celle-ci définit l'impôt exigible comme « le montant des impôts sur le bénéfice payables (récupérables) au titre du bénéfice imposable (perte fiscale) d'un exercice ». Le bénéfice imposable est le bénéfice (ou perte) d'un exercice déterminé selon les règles établies par l'administration fiscale.

La charge d'impôt sur le bénéfice exigible est déterminée sur la base des règles et taux en vigueur dans chaque pays d'implantation des sociétés du Groupe – le territoire français en l'espèce - sur la période à laquelle se rapportent les résultats.

Des impôts différés sont comptabilisés lorsqu'existent des différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et passifs du bilan et leurs valeurs fiscales.

Un actif d'impôt différé est constaté pour toutes les différences temporelles déductibles et les pertes fiscales reportables dans la mesure où il est probable que l'entité concernée disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces différences temporelles et ces pertes fiscales pourront être imputées.

Les impôts exigibles et différés sont comptabilisés comme un produit ou une charge d'impôt dans le compte de résultat, à l'exception de ceux afférant aux gains et pertes latents sur les actifs disponibles à la vente pour lesquels les impôts différés correspondants sont imputés sur les capitaux propres.

**Prêts et créances irrécouvrables passés en pertes**

Les prêts et créances, dont toutes les voies de recouvrement ont été épuisées, sont constatés en perte en *« Coût du risque »*. Symétriquement les provisions affectées sont reprises aussi en *« Coût du risque »*.

**Valorisation**

La détermination des justes valeurs est faite :

- À partir des cours de bourses, lorsque ceux-ci sont disponibles, fiabilisés par l'opinion du front–office ;
- De modèles internes communément admis si aucune cotation fiable n'est disponible.

Une validation est opérée par le département des risques de marché.

# Note IV – Autres informations

## Tableau des flux de trésorerie

Le solde des comptes de trésorerie et assimilés est constitué des soldes nets des comptes de caisse, banques centrales, ainsi que les soldes nets des prêts et emprunts à vue auprès des établissements de crédit.

Les variations de la trésorerie générée par l'activité opérationnelle enregistrent les flux de trésorerie générés par les activités du Groupe, y compris ceux relatifs aux immeubles de placement, aux actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et titres de créances négociables.

Les variations de la trésorerie liées aux opérations d'investissement résultent des flux de trésorerie liés aux acquisitions et aux cessions de filiales, ainsi que ceux liés aux acquisitions et aux cessions d'immobilisations, hors immeubles de placement et immeubles donnés en location simple.

Les variations de la trésorerie liées aux opérations de financement comprennent les encaissements et décaissements provenant des opérations avec les actionnaires et les flux liés aux dettes subordonnées et obligataires, et dettes représentées par un titre (hors titres de créances négociables).

## Engagements de hors-bilan

Dans le cadre d'un contrat de mutualisation de trésorerie entre 6 sociétés du Groupe Groupama, Groupama Banque a accordé un engagement de découvert de 320 millions d'euros.

Cet engagement est interne à la gestion du pool de trésorerie. Celui-ci doit contractuellement présenter à tout instant un solde positif. L'apparition d'un éventuel découvert entraîne le blocage des flux jusqu'à retour à la normale. La prise en compte de cet engagement a été effectuée à la demande de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, afin de le prendre en compte dans le calcul du ratio de liquidité.

## Rémunération des Directeurs généraux (IAS 24.16)

Sont concernés par l'information précisée ci-dessous :
- Bernard Pouy : Directeur général ;
- Philippe Lefeuvre : Directeur général délégué.

Rémunération des Directeurs Généraux de Groupama Banque :
- Rémunération fixe et variable : 594 562,04 euros
- Avantages en nature : 3 641,78 euros

Options de souscriptions ou d'achat d'action : Néant

Historique des attributions d'options de souscription ou d'achat d'action : Néant

Avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme : Néant

Les contrats de travail des Directeurs généraux ne prévoient aucune indemnité particulière en matière de départ à la retraite.

## Rémunérations allouées aux membres du Comité de direction

La rémunération allouée au titre de l'exercice à raison de leur fonction s'élève à 1,20 million d'euros nets de toutes cotisations ou retenues.

# Note IV bis - Annexe risques

## 1. Stratégie de gestion du risque

Les activités de Groupama Banque l'exposent à l'ensemble des risques définis par l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la Banque, des services de paiement et des services d'investissement soumises au contrôle de l'ACPR :

- Risque de crédit : risque de perte encouru en cas de défaillance d'une contrepartie ou de contreparties considérées comme un même bénéficiaire ;
- Risque de marché : risque de perte dû aux variations de prix des produits de marché ;
- Risque opérationnel : risque résultant d'une inadaptation ou d'une défaillance imputable à des procédures, personnels et systèmes internes ou à des événements extérieurs y compris d'événements de faible probabilité d'occurrence mais à fort risque de perte. Le risque opérationnel inclut les risques de fraude interne et externe ;
- Risque de taux : risque encouru en cas de variation des taux d'intérêt du fait de l'ensemble des opérations de bilan et de hors-bilan, à l'exception, le cas échéant, des opérations soumises aux risques de marché ;
- Risque de liquidité : risque pour l'entreprise assujettie de ne pas pouvoir faire face à ses engagements ou de ne pas pouvoir dénouer ou compenser une position en raison de la situation du marché ;
- Risque d'intermédiation sur les prestataires de service d'investissement : risque de défaillance d'un donneur d'ordres ou d'une contrepartie à l'occasion d'une transaction sur instruments financiers dans laquelle l'entreprise assujettie apporte sa garantie de bonne fin.

De leur côté, les filiales de la Banque sont essentiellement exposées aux risques opérationnels relatifs à leur activité. Groupama Asset Management, principale filiale société de gestion d'actifs, n'est pas exposée au risque de marché au sens de l'arrêté du 3 novembre 2014.

Le positionnement de la Banque au sein du Groupe Groupama, sa taille et son profil de risque modéré ont conduit au choix des méthodes standards s'agissant de l'application du règlement n°575/2013 du Parlement européen et du conseil du 26 juin 2013.

Groupama Banque n'intervient pas sur des produits complexes. Pour les opérations de marché, la stratégie définit, d'une part, les limites mises en œuvre et contrôlées et, d'autre part, la qualité des signatures autorisées. Par ailleurs, la Banque a défini et teste régulièrement son dispositif de continuité d'activité. Elle a mené une action aussi complète que possible d'identification et de cotation de ses risques opérationnels, dont elle suit également les occurrences.

Globalement, la politique de risque de Groupama Banque s'inscrit dans le cadre de son appartenance au Groupe Groupama et des choix stratégiques de développement de l'entreprise, partie intégrante de la stratégie du Groupe. Dans le respect de la réglementation, et notamment des titres IV et V de l'arrêté du 3 novembre 2014, le Comité de direction de la Banque fixe, sur proposition de la direction des risques, la politique de risque de l'établissement notamment en matière de sélection des clients et des risques, de modalités et de règles d'octroi des crédits et de schéma délégataire.

La direction des risques procède, par ailleurs, à l'analyse et à la surveillance des risques, effectue les contrôles nécessaires et les reportings dans plusieurs comités : Comité des crédits, Comité des risques et des contrôles, Comité ALM, taux clients et risques de marché et Comité de direction.

Elle préconise les ajustements de politique en fonction de son appréhension de l'ensemble des risques de la banque et de l'évolution de l'environnement économique et réglementaire.

## 2. Évaluation des fonds propres nécessaires pour couvrir le risque de crédit

Dans le cadre du Pilier 2, Groupama Banque a adopté historiquement une approche d'appréhension de ses risques adaptée à son modèle d'activité (gouvernance, fixation de limites, etc.) dans le cadre de la méthode standard en ce qui concerne l'exigence en capital au titre du règlement n°575/2013 du Parlement européen et du conseil du 26 juin 2013.

Il a été estimé, en cohérence avec les dispositions réglementaires, que les calculs réglementaires étaient ainsi une bonne estimation, voire un majorant, quant au besoin de fonds propres à mettre en face des risques de la Banque, sachant que, d'une part, les organes exécutifs et délibérants se sont fixés un ratio de solvabilité sur base consolidée de 10% minimum confirmé par lettre de l'ACPR du 31 décembre 2013 en application du règlement n°575/2013 du Parlement européen et du conseil du 26 juin 2013 et que, d'autre part, la Banque adopte une politique prudente en matière de provisionnement, et a notamment commencé à mettre en place en 2011 un provisionnement collectif sur une partie des encours sains.

L'allocation des fonds propres de la Banque, fondée sur la consommation réglementaire, est ainsi déterminée en fonction des perspectives de développement des activités dans le cadre de la planification stratégique opérationnelle (PSO), établie par toutes les entités de Groupama et mise à jour annuellement.

Après prise en compte de la consommation réglementaire prévisionnelle au titre des activités de crédit et au titre du risque opérationnel généré par l'ensemble des activités, Groupama Banque alloue une partie des fonds propres résiduels aux activités de marché.

Le directeur de la trésorerie et des marchés de capitaux est responsable de la répartition de cet équivalent risque entre les différents portefeuilles - investissement, placement, négociation – suivant les règles de pondération standard définies par le règlement n°575/2013 du Parlement européen et du conseil du 26 juin 2013, dans le respect des limites accordées et avec les restrictions suivantes : les contreparties bancaires et États souverains doivent être notés a minima BBB et les Corporates doivent être notés a minima BBB-.

Les facteurs réducteurs de risques sont, soit des nantissements de titres d'États européens en garantie de découvert des entreprises du Groupe, soit des garanties bancaires. Groupama Banque ne pratique pas la compensation.

### Modalités de contrôle

Régulièrement, les encours pondérés sont calculés et communiqués au Comité ALM, des taux clients et des risques de marché, et au Comité de direction. Si les besoins sont supérieurs à l'allocation prévisionnelle définie, le Comité de direction revoit l'allocation en fonction des encours déjà existants des autres métiers.

### Niveau de capital interne et simulations de crise

Des scénarios de crise sont simulés périodiquement dans les différentes catégories de risque : opérationnel, crédit, liquidité, taux, marché. Les résultats sont présentés en Comité des risques et des contrôles pour les risques opérationnels, en Comité des crédits pour les risques de crédit et en Comité ALM, des taux clients et des risques de marché pour les risques de marché, liquidité et taux. L'ensemble de ces scénarios est repris dans le tableau de bord des risques financiers présenté au Comité de direction, dans des comités spécialisés et au Comité d'audit des risques et des rémunérations.

Au 31 décembre 2015, les expositions de la Banque font apparaître des encours pondérés consolidés de 2,3 milliards d'euros, soit un ratio de solvabilité Cet1 de 12,6%.

Trois scénarios de crise simulant la dégradation de la qualité de l'ensemble de nos contreparties ont été mesurés. Les encours pondérés ressortent entre 2,6 et 2,8 milliards d'euro soit un ratio core tier one estimé en base consolidée compris entre 10,3% et 11,07%. Les mesures et limites mises en place au sein de la Banque permettent de suivre quotidiennement le niveau du ratio de solvabilité et d'assurer un seuil minimal de 10,5%.

## 3. Risque de contrepartie

Le dispositif global de maîtrise et de gestion des risques de crédit est sous la responsabilité du service risques de contreparties chargé de procéder à l'analyse et à la surveillance des risques, d'effectuer les contrôles nécessaires et les reportings à destination du Comité des crédits et du Comité de direction, et de préconiser les ajustements de règles en fonction de son appréhension des risques de contrepartie de la Banque et de l'évolution de l'environnement économique et réglementaire.

### Dispositif de sélection des opérations

Ce dispositif, validé par le Comité de direction de la Banque, est décrit dans une instruction permanente « politique de risque de crédit » qui reprend par type de clientèle l'offre proposée, les modalités de sélection des clients et les règles d'octroi des crédits.

### Éléments d'analyse de l'évolution des marges

La marge d'intermédiation des marchés de la Banque donne lieu à un suivi mensuel communiqué mensuellement aux membres du Comité de direction.

### Définition des limites

L'octroi de crédits ou l'engagement pris vis-à-vis d'une contrepartie (caution par exemple), matérialisé par une autorisation, ne peut s'envisager qu'à l'intérieur de limites et en suivant des règles de diversification des risques.

Plusieurs types de limites sont ainsi définis :

- Les limites individuelles en montant par type de contreparties : ces limites individuelles par contrepartie (ou client) s'apprécient au sens de « groupe client » (une maison mère et ses filiales seront ainsi considérées comme un seul « groupe client ») ;
- Les limites de montants par type de clientèle et produits : ces limites s'apprécient en agrégeant l'ensemble des engagements sur un même type de client et pour un même type de produits (par exemple tous les engagements de bilan sur les « professionnels et entreprises »);
- Les limites spécifiques pour les entités du Groupe Groupama (Groupama SA, ses filiales et les OPCVM consolidés par le Groupe, les OPCVM non consolidés par le Groupe et entités liées).

Ces limites sont révisées à minima annuellement et plus souvent si nécessaire. Elles sont examinées par le Comité des crédits, soumises à la décision du Comité de direction et validées par le Conseil d'Administration au moins une fois par an. Elles sont fixées en montant brut, c'est-à-dire sans tenir compte des garanties fournies par la contrepartie. Elles peuvent être revues à tout moment si les circonstances le justifient, principalement une modification de la stratégie de la Banque définissant une nouvelle allocation des encours par type de clientèle.

Par ailleurs, la Banque s'assure du respect des limites réglementaires des grands risques fixées dans la quatrième partie du règlement 575/2013 du parlement européen et du conseil du 26 juin 2013.

**L'atténuation du risque de contrepartie**

La politique de risque de crédit définit, par type de crédit et par type de clientèle, la nature et le niveau des garanties à constituer, afin de réduire le risque.

Les garanties et sûretés sont prises en compte pour leur valeur économique. La capacité de l'emprunteur devant être avant tout constituée par ses flux de revenus, ces garanties et sûretés ne sont acceptées en tant que source principale de remboursement qu'exceptionnellement. Les garants sont soumis aux mêmes exigences de solvabilité et d'analyse de risques que les débiteurs primaires.

Pour les crédits garantis, les contrats d'assurance-vie, comptes titres ou biens immobiliers des principales expositions de chaque marché, font l'objet d'une valorisation a minima annuellement afin de déterminer, le cas échéant, les besoins complémentaires de couverture.

**Surveillance et maîtrise des risques de crédit**

Dans le cadre de la surveillance des risques de crédits le Comité des crédits, dans sa partie «suivi du risque de crédit», se réunit chaque trimestre afin :

- D'effectuer le suivi des encours, des limites, des garanties ;
- De procéder à la revue des engagements importants en procédant à une analyse approfondie a minima annuellement ;
- De prendre connaissance de l'analyse de la charge et du coût du risque trimestriel ;
- D'examiner les constats et recommandations de la direction des risques suite à l'analyse de la charge et du coût du risque.

Le Comité des engagements sensibles et des provisions, se réunit chaque trimestre afin :

- De procéder à la revue de tous les engagements sensibles ;
- D'examiner les dossiers douteux et de décider éventuellement du passage en contentieux et du niveau de provisionnement ;
- De mettre à jour périodiquement le taux de provisionnement des dossiers pour les particuliers de la banque de détail ;
- De déterminer l'assiette et le montant de la provision collective.

**Déclassement et provisionnement des créances douteuses et provisions sur encours sains dégradés**

Les encours sont qualifiés de douteux quand :

- L'âge du 1er impayé est supérieur à 90 jours pour les crédits consommation, les crédits d'équipement et de trésorerie, y compris pour les crédits aux collectivités locales ;
- Le solde du compte est en dépassement de son autorisation depuis plus de 90 jours ;
- Le nombre d'échéances impayées est supérieur à 6 pour les crédits immobiliers.

Les encours ayant un caractère contentieux (redressement judiciaire, liquidation judiciaire, faillite personnelle, …) sont déclassés en douteux.

Les encours sont qualifiés de douteux compromis lorsque la déchéance du terme est prononcée et au plus tard un an après leur classification en encours douteux.

Le calcul du taux de dépréciation au titre du risque de crédit avéré est effectué deux fois par an pour les crédits à la consommation et les comptes à vue de la banque de détail. Pour les autres concours, les dossiers sont revus trimestriellement en Comité des engagements sensibles et provisions, pour un ajustement du niveau de provisions au risque avéré.

Une provision collective sur les encours sains est déterminée par marché. Les méthodes utilisées sont différentes selon les marchés et la nature des concours accordés. Ainsi,

- Pour les crédits à la consommation, l'assiette correspond aux encours ayant présenté ou présentant plus de un impayé, non douteux, et aux clients en plan de surendettement ;
- Pour les comptes à vue de la banque de détail, elle correspond aux débits entre 30 et 90 jours, non douteux ;
- Pour les professionnels et entreprises, l'assiette est constituée des encours validés de la Watch List considérés comme encours « dégradés », déduction faite des garanties réelles.

Les taux de provisions appliqués à ces encours correspondent, soit à une observation du taux de pertes, soit à un forfait.

## 4. Risque de concentration

La politique de risque de crédit de la Banque définit des montants maximaux par type de clientèle.

Au 31 décembre 2015, le montant de l'engagement le plus élevé par type de clientèle est le suivant :

- Particuliers : 1,2 million d'euros ;
- Banque privée : 19,6 millions d'euros ;
- Professionnels : 3,8 millions d'euros ;
- Entreprises : 31,1 millions d'euros ;
- Entreprises du groupe et OPCVM : 16,2 millions d'euros ;
- Corporates : 10 millions d'euros ;
- Banques (y compris comptes nostri et transparisation) : 96 millions d'euros ;
- États (lignes de trésorerie et pensions) : 639 millions d'euros ;
- Supranationaux : 13,7 millions d'euros ;
- Collectivités locales : 20 millions d'euros.

### Répartition des engagements par secteur

Aucune limite sectorielle spécifique n'a été définie.

Sur les marchés entreprises, coopératives et professionnels, Groupama Banque est exposée principalement sur les céréaliers (coopératives ou petits exploitants agricoles) qui représentent 40% des expositions des marchés entreprises et professionnels.

Cette concentration sur le marché des céréales ne représente que 9% des crédits aux clients (banque de détail, banque privée et entreprises et professionnels).

### Dispositif de limites d'exposition par zone géographique

Pour les marchés hors trésorerie, la clientèle financée est localisée en France.

Le marché de la trésorerie est soumis à un dispositif de limites par type de contrepartie : banque, « corporate », organisme supranational, collectivité locale ou état.

Depuis 2010 un suivi strict des expositions par zone géographique a été mis en place et fait l'objet d'une présentation dans le tableau de bord des risques de crédit, en Comité des crédits et en Comité d'audit, des risques et des rémunérations.

## 5. Risques de marché

Le service des risques des marchés produit quotidiennement un tableau de bord des risques de marchés sur des calculs indépendants du front office qui comprend les résultats, le calcul des sensibilités pour les portefeuilles concernés et la confrontation aux limites qui ont été fixées. Des stress scénarios sont aussi simulés sur les différents portefeuilles.

Le contrôle des risques de marché s'assure quotidiennement que les positions de change en fin de journée sont inférieures à la limite fixée par le Comité de direction. Il effectue tous les jours un reporting de la position de change comptable auprès des services concernés.

De plus, le service des risques de marchés suit en journée le book de trading de change. Il s'assure qu'aucune position ne dépasse la limite de position fixée par le Comité de direction et s'assure également que le portefeuille n'a plus de position en fin de journée à l'exception des devises qui bénéficient d'une limite over night. Il n'a recensé aucun dépassement sur l'activité de trading intraday sur le change comptant en 2015.

La salle des marchés n'a pas de position sur le marché des actions. Elle n'effectue que de l'intermédiation pour le compte de la clientèle sur ce marché.

**Fixation des limites**

Le Comité ALM, taux client et risques de marché est informé mensuellement des systèmes de mesures des risques et des résultats, de la fixation des limites et de leur respect. Il est également informé mensuellement de tout événement de nature à modifier le niveau de risques de la Banque ou de toute défaillance de contrepartie.

Les limites de marché sont révisées à minima annuellement par le Comité de direction et plus souvent si nécessaire, et validées par le Conseil d'Administration.

**Dépassements de limites observés au cours du dernier exercice**

Aucun dépassement n'a été observé en 2015.

Les dépassements de position de change ont tous été liés à des décalages dans les enregistrements comptables des opérations en 2015. Ces dépassements ont tous été régularisés par les différents services.

## 6. Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux est suivi au travers de différents gaps de taux, en statique ou en dynamique, et par des calculs de sensibilité de la VAN du bilan et du résultat encadrés par des autorisations de risques spécifiques.

En outre, le Comité ALM suit également périodiquement d'autres stress scénarios de taux sur la VAN du bilan : -100bp, +100bp, +200bp après 2 ans ainsi que deux scénarios de rotation correspondant à un aplatissement et à une pentification de la courbe des taux. Ces 2 scénarios de rotation sont construits sur un point pivot à 2 ans et un mouvement de courbe de 100 bps.

## 7. Risque d'intermédiation

Groupama Banque assure un service de réception transmission d'ordres pour le compte de clients dont elle assure par ailleurs la tenue de compte conservation. Ce service ne concerne que des ordres, peu nombreux, négociés sur des marchés réglementés, au comptant pour la grande majorité d'entre eux. La Banque n'offre pas de service de règlement différé.

La connaissance de ses clients, sociétés du Groupe ou particuliers, et le contrôle a priori de l'existence et du maintien d'une couverture suffisante en instruments financiers et en espèces au compte de ces clients, donne à la Banque une très bonne maîtrise du risque de défaillance d'un donneur d'ordres.

La sélection des contreparties et des opérations traitées fait l'objet de procédures formalisées. Toutes les opérations d'intermédiation avec les clients sont imputées sur leur compte dès leur exécution.

## 8. Risque de règlement

Le service pilotage des flux contrôle en temps réel les dénouements auprès des organismes de place sur la base des annonces qui lui sont faites par les services opérationnels (conservation titres, back-office trésorerie, moyens de paiement). La Banque est en mesure d'évaluer à tout moment les ressources titres ou espèces directement mobilisables lui permettant de respecter ses engagements. Elle dispose en effet de titres mobilisables auprès de la Banque de France lui permettant de mettre en place des opérations de pension afin d'assurer la liquidité intra Day, voire over night.

## 9. Risque de liquidité

La politique de gestion du risque de liquidité consiste à faire en sorte que Groupama Banque soit à tout moment en mesure d'honorer ses engagements vis à vis de la clientèle, de satisfaire les normes prudentielles, de maintenir au niveau le plus faible le coût de son refinancement et de faire face à d'éventuelles crises de liquidité.

La taille et la nature du bilan de la Banque ainsi que sa structure de ressources provenant de ses différentes clientèles supérieures aux crédits octroyés, l'exposent peu au risque de liquidité. Les principales sources de financement sont donc structurelles : fonds propres, comptes à vue et comptes à régimes spéciaux, participation aux opérations de refinancement moyen long terme de la Banque Centrale Européenne. La Banque dispose en outre d'un gisement de titres éligibles à la Banque Centrale, qui lui permet de se financer à court terme et a également la possibilité de faire appel aux excédents du Groupe.

La crise financière et la dégradation de la note de Groupama SA ont diminué la capacité d'émission de certificats de dépôts de Groupama Banque.

## 10. Risques opérationnels

Le positionnement de la Banque au sein du Groupe Groupama, sa taille et son profil de risque modéré ont conduit au choix de la méthode standard s'agissant de la directive de mise en œuvre du ratio européen de solvabilité, Bâle II.

Sa politique de gestion des risques opérationnels s'inscrit dans le cadre de son appartenance au Groupe Groupama (protection des résultats de la Banque), des choix stratégiques et de maîtrise de l'ensemble de ses risques par la Banque (approche globale des risques), du respect des règlementations applicables, de la prise en compte des « saines pratiques pour la gestion et la surveillance des risques » définies par le Comité de Bâle. Elle intègre par ailleurs la prise en compte du risque d'atteinte à la réputation.

Sa politique de gestion des risques opérationnels repose sur l'identification des risques inhérents à chaque activité (approche bottom-up), l'évaluation périodique de leur criticité pour la Banque (cartographie des risques opérationnels et modélisation de scénarios) et une démarche de recensements des incidents avérés. Ce dispositif est complété par un dispositif de reporting et d'alertes et d'une démarche d'amélioration des dispositifs de maîtrise existants.

La politique de gestion des risques opérationnels dans son ensemble, exposée dans une instruction permanente, est régulièrement revue par le Comité de direction. Un ensemble de procédures mis à disposition du personnel encadre la démarche de cartographie des risques, les obligations en matière de recensement et de traitement des incidents opérationnels et les règles d'élaboration et de communication des reportings.

### Identification et évaluation du risque opérationnel

Privilégiant l'approche du risque par la cause (i.e. événement de risque observé), le référentiel des risques opérationnels de la Banque recense les principaux risques inhérents à chaque activité exercée en direct ou déléguée à des prestataires essentiels. Il repose sur une analyse des processus de la Banque réalisée par le service risques opérationnels en liaison avec les responsables d'activité, les pilotes de processus et les responsables des contrôles permanents et de la conformité. Une démarche de revue de la cartographie des risques opérationnels est déployée périodiquement : elle vise à évaluer et à hiérarchiser par niveau de criticité les risques significatifs identifiés dans le référentiel des risques. Les actions de maîtrise du risque qui s'imposent sont mises en place immédiatement ou après arbitrage du Comité des risques et contrôles. Ces plans d'actions sont ensuite formalisés et suivis au sein d'un applicatif dédié.

Groupama Banque est exposée à plusieurs types de risques opérationnels dont les principaux sont les suivants :

- Risques liés à l'exercice de son cœur de métier : les erreurs d'exécution constituent à ce jour en volume la principale cause de risques opérationnels ;
- Risques liés à son modèle d'organisation : la Banque externalise une partie de ses activités cœur de métier, s'exposant ainsi aux risques de non continuité d'activité et de non-conformité des prestations fournies ;
- Risques liés à son modèle de distribution.

## Dispositif de collecte des incidents

Un processus de collecte des incidents opérationnels subis par la Banque est en place : il vise à recenser au fil de l'eau et sous un format homogène l'ensemble des incidents opérationnels de la Banque. La déclaration des incidents est effectuée par l'ensemble des collaborateurs de l'établissement. Les incidents opérationnels sont recensés dès leur détection, qu'ils aient ou non un impact financier (pas de seuil minimum de déclaration).

## Programme d'assurance

Groupama Banque a mis en place un programme d'assurance validé par le Comité de direction. Ce programme prend en compte les standards de la place en matière de couverture responsabilité civile professionnelle, responsabilité civile d'exploitation, responsabilité civile professionnelle pour l'activité de courtage d'assurance, « globale de banque », « perte d'activité bancaire » et risques majeurs pour les cartes bancaires.

## Plan de Continuité des Activités

Le Plan d'Urgence et de Poursuite d'Activité (PUPA) est organisé autour de plusieurs dispositifs, notamment :

- La mise en œuvre d'une cellule de crise ;
- Le back-up des systèmes informatiques ;
- La mise à disposition d'un site de secours.

Ces dispositifs font l'objet d'une mise à jour régulière et les sites de secours font l'objet de tests techniques et utilisateurs plusieurs fois par an.

# NOTE V – a – Information sectorielle : Actif

Le groupe présente trois pôles distincts : l'activité de Banque avec Groupama Banque, l'activité de gestion de capitaux avec Groupama Asset Management, Groupama Private Equity (cédée en 2013) et Groupama Epargne Salariale et la gestion immobilière avec Groupama Immobilier.

| *(en milliers d'euros)* | 31 décembre 2015 | | | | 31 décembre 2014 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | **Activité Bancaire** | **Gestion de fonds** | **Gestion Immobilière** | **TOTAL CONSOLIDATION** | **Activité Bancaire** | **Gestion de fonds** | **Gestion Immobilière** | **TOTAL CONSOLIDATION** |
| Caisse, Banques Centrales | 48 996 | | | **48 996** | 17 723 | | | **17 723** |
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat | 310 032 | 69 856 | 645 | **380 533** | 61 887 | 72 100 | 658 | **134 645** |
| Instruments dérivés de couverture | 1 491 | | | **1 491** | 10 563 | | | **10 563** |
| Actifs financiers disponibles à la vente | 936 707 | 2 077 | 900 | **939 684** | 649 376 | 2 077 | 480 | **651 933** |
| Prêts et Créances sur les établissements de crédit | 279 690 | 1 503 | 1 | **281 194** | 410 490 | 1 138 | 2 | **411 630** |
| Prêts et Créances sur la clientèle | 2 034 246 | | | **2 034 246** | 1 691 840 | | | **1 691 840** |
| Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux | 2 427 | | | **2 427** | 3 435 | | | **3 435** |
| Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance | 587 522 | | | **587 522** | 732 523 | | | **732 523** |
| Actifs d'impôts courants | | - | | **-** | | 38 | | **38** |
| Actifs d'impôts différés | 10 470 | 1 581 | 286 | **12 337** | 12 668 | 2 206 | 283 | **15 157** |
| Comptes de régularisation et actifs divers | 105 825 | 29 595 | 4 789 | **140 209** | 191 648 | - 30 051 | - 9 139 | **152 458** |
| Immobilisations corporelles | 1 660 | 2 606 | 1 594 | **5 860** | 2 194 | 3 383 | 908 | **6 485** |
| Immobilisations incorporelles | 1 421 | 5 123 | 307 | **6 851** | 1 914 | 6 058 | 82 | **8 054** |
| Ecarts d'acquisition | 7 612 | 24 922 | 16 629 | **49 163** | 7 612 | 27 722 | 16 629 | **51 963** |
| **TOTAL** | **4 328 099** | **137 263** | **25 151** | **4 490 513** | **3 793 873** | **84 671** | **9 903** | **3 888 447** |

# NOTE V – b – Information sectorielle : Passif

| *(en milliers d'euros)* | 31 décembre 2015 | | | | 31 décembre 2014 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Activité Bancaire | Gestion de fonds | Gestion Immobilière | TOTAL CONSOLIDATION | Activité Bancaire | Gestion de fonds | Gestion Immobilière | TOTAL CONSOLIDATION |
| Passifs financiers à la juste valeur par résultat | 19 908 | | | **19 908** | 19 942 | | | **19 942** |
| Instruments dérivés de couverture | 6 928 | | | **6 928** | 17 587 | | | **17 587** |
| Dettes envers les établissements de crédit | 651 393 | | | **651 393** | 266 429 | | | **266 429** |
| Dettes sur la clientèle | 3 129 709 | 11 831 | | **3 141 540** | 2 852 770 | 13 448 | | **2 866 218** |
| Dettes représentées par un titre | 85 734 | | | **85 734** | 133 520 | | | **133 520** |
| Passifs d'impôts courants | 22 | 2 147 | 251 | **2 420** | 31 | 2 540 | 121 | **2 692** |
| Comptes de régularisation et passifs divers | 46 523 | 105 935 | 24 271 | **176 729** | 119 587 | 50 185 | 9 314 | **179 086** |
| Provisions | 16 185 | 3 487 | 1 388 | **21 060** | 15 662 | 3 218 | 1 236 | **20 116** |
| Dettes subordonnées | 27 443 | | | **27 443** | 27 443 | | | **27 443** |
| **Capitaux propres** | ***344 254*** | ***13 863*** | ***- 759*** | ***357 358*** | ***340 902*** | ***15 280*** | ***- 768*** | ***355 414*** |
| **Capitaux propres part du groupe** | ***344 254*** | ***13 853*** | ***- 759*** | ***357 348*** | ***340 902*** | ***15 270*** | ***- 768*** | ***355 404*** |
| Capital et réserves liées | 292 238 | | | 292 238 | 292 238 | | | 292 238 |
| Réserves consolidées | 65 371 | - 6 756 | - 2 314 | 56 301 | 69 640 | - 8 226 | - 2 422 | 58 992 |
| Gains et pertes latents ou différés | 6 225 | | | 6 225 | 4 167 | | | 4 167 |
| Résultats de l'exercice | - 19 580 | 20 609 | 1 555 | 2 584 | - 25 143 | 23 496 | 1 654 | 7 |
| **Intérêts minoritaires** | | ***10*** | | ***10*** | | ***10*** | | ***10*** |
| **TOTAL** | 4 328 099 | 137 263 | 25 151 | **4 490 513** | 3 793 873 | 84 671 | 9 903 | **3 888 447** |

# NOTE V – c – Information sectorielle : Compte de résultat

| *(en milliers d'euros)* | 31 décembre 2015 | | | | 31 décembre 2014 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | **Activité Bancaire** | **Gestion de fonds** | **Gestion Immobilière** | **TOTAL CONSOLIDATION** | **Activité Bancaire** | **Gestion de fonds** | **Gestion Immobilière** | **TOTAL CONSOLIDATION** |
| Intérêts et Produits assimilés | 95 205 | 10 | | **95 215** | 100 961 | 18 | | **100 979** |
| Intérêts et Charges assimilés | - 58 940 | - 1 | | **- 58 941** | - 57 079 | - 1 | | **- 57 080** |
| Commissions - produits | 65 264 | 176 383 | | **241 647** | 65 564 | 169 262 | | **234 826** |
| Commissions - charges | - 9 958 | - 49 560 | | **- 59 518** | - 10 436 | - 44 899 | | **- 55 335** |
| Gains ou pertes nets sur Instruments financiers à la juste valeur | - 1 212 | 296 | | **- 916** | - 14 860 | 197 | | **- 14 663** |
| Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente | 2 123 | 704 | | **2 827** | - 3 114 | 478 | | **- 2 636** |
| Produits des autres activités | 1 052 | 2 497 | 21 290 | **24 839** | 682 | 5 057 | 18 316 | **24 055** |
| Charges des autres activités | - 18 460 | - 2 041 | - | **- 20 501** | - 16 996 | - 604 | - 3 | **- 17 603** |
| **PRODUIT NET BANCAIRE** | **75 074** | **128 288** | **21 290** | **224 652** | **64 722** | **129 508** | **18 313** | **212 543** |
| Charges générales d'exploitation | - 84 430 | - 90 992 | - 18 598 | **- 194 020** | - 87 519 | - 91 731 | - 15 690 | **- 194 940** |
| Dotations aux amortissements et dépréciations des Immobilisations Incorporelles et Corporelles | - 1 162 | - 2 555 | - 384 | **- 4 101** | - 1 336 | - 3 200 | - 175 | **- 4 711** |
| **RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION** | **- 10 518** | **34 741** | **2 308** | **26 531** | **- 24 133** | **34 577** | **2 448** | **12 892** |
| Coût du risque | - 8 460 | 95 | - 10 | **- 8 375** | - 5 859 | - 79 | - | **- 5 938** |
| **RESULTAT D'EXPLOITATION** | **- 18 978** | **34 836** | **2 298** | **18 156** | **- 29 992** | **34 498** | **2 448** | **6 954** |
| Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence | | | | **-** | | | | **-** |
| Gains ou Pertes nets sur Autres Actifs | 7 | **- 5** | - | **2** | - | **-** | - | **-** |
| Variations de valeur des écarts d'acquisition | | - 2 800 | | **- 2 800** | | | | **-** |
| **RESULTAT AVANT IMPOTS** | **- 18 971** | **32 031** | **2 298** | **15 358** | **- 29 992** | **34 498** | **2 448** | **6 954** |
| Impôts sur les bénéfices | - 649 | - 11 378 | - 743 | - 12 770 | 4 849 | - 10 998 | - 794 | **- 6 943** |
| Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession | | | | **-** | | | | **-** |
| **RESULTAT NET** | **- 19 620** | **20 653** | **1 555** | **2 588** | **- 25 143** | **23 500** | **1 654** | **11** |
| **Résultat hors groupe** | - | **- 4** | - | **- 4** | - | **- 4** | | **- 4** |
| **RESULTAT NET - PART DU GROUPE** | - 19 620 | 20 649 | 1 555 | **2 584** | - 25 143 | 23 496 | 1 654 | **7** |

## Note VI - Informations sectorielles par zone géographique

Les entités du groupe sont implantées essentiellement en France métropolitaine. Seule Groupama Asset management détient une filiale en Italie.

Les actifs et les passifs sont tous d'origine "zone UE" qui comprend tous les pays de l'Union Européenne, il en est de même pour les éléments du compte de résultat. C'est à ce titre qu'il n'est pas présenté d'information détaillée.

## Note VII - Exposition nette sur monnaies étrangères

L'exposition nette sur les monnaies étrangères est déterminée à partir des comptes de position de change. Elle est exprimée en milliers d'euros et sur la base des encours de devises contrevalorisés au cours de clôture. Le poste "autres" correspond au cumul des autres devises. Le total exprime, en Euro, l'exposition nette.

***(en milliers d'euros)***

| 31 décembre 2015 | |
|---|---|
| USD | - 1 414 |
| JPY | 476 |
| CHF | - 2 |
| GBP | 354 |
| Autres | - 108 |
| **Total** | **-694** |

| 31 décembre 2014 | |
|---|---|
| USD | - 22 |
| JPY | 3 |
| CHF | 1 217 |
| GBP | - 9 |
| Autres | - 171 |
| **Total** | **1018** |

# NOTE VIII – Exposition par famille de contrepartie

| 31 décembre 2015 | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| **ACTIF** *(en milliers d'euros)* | **Etats** | **Interbancaire** | **Clientèle financière** | **Clientèle non financière** | **Total** |
| Caisse, Banques Centrales | 48 996 | | | | **48 996** |
| Actifs financiers à la Juste valeur par résultat | 23 507 | | 69 856 | 287 170 | **380 533** |
| Instruments dérivés de couverture | | 1 491 | | | **1 491** |
| Actifs financiers disponibles à la vente | 651 393 | 268 028 | 20 263 | | **939 684** |
| Prêts & créances sur les établissements de crédit | | 281 194 | | | **281 194** |
| Prêts & créances sur la clientèle | | | 40 002 | 1 994 244 | **2 034 246** |
| Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance | 521 678 | 36 558 | 10 002 | 19 285 | **587 522** |

| 31 décembre 2014 | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| **ACTIF** *(en milliers d'euros)* | **Etats** | **Interbancaire** | **Clientèle financière** | **Clientèle non financière** | **Total** |
| Caisse, Banques Centrales | 17 723 | | | | **17 723** |
| Actifs financiers à la Juste valeur par résultat | 22 499 | | 72 100 | 40 046 | **134 645** |
| Instruments dérivés de couverture | | 10 563 | | | **10 563** |
| Actifs financiers disponibles à la vente | 264 072 | 382 778 | 5 082 | | **651 933** |
| Prêts & créances sur les établissements de crédit | | 411 630 | | | **411 630** |
| Prêts & créances sur la clientèle | | | 41 213 | 1 650 627 | **1 691 840** |
| Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance | 564 733 | 100 751 | 14 059 | 52 980 | **732 523** |

| 31 décembre 2015 | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| **PASSIF** *(en milliers d'euros)* | **Etats** | **Interbancaire** | **Clientèle financière** | **Clientèle non financière** | **Total** |
| Passifs financiers à la juste valeur par résultat | | 19 908 | | | **19 908** |
| Instruments dérivés de couverture | | 6 928 | | | **6 928** |
| Dettes envers les Etablissements de crédit | | 651 393 | | | **651 393** |
| Dettes envers la clientèle | | | 11 831 | 3 129 709 | **3 141 540** |
| Dettes représentées par un titre | | | | 85 734 | **85 734** |

| 31 décembre 2014 | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| **PASSIF** *(en milliers d'euros)* | **Etats** | **Interbancaire** | **Clientèle financière** | **Clientèle non financière** | **Total** |
| Passifs financiers à la juste valeur par résultat | | 19 942 | | | **19 942** |
| Instruments dérivés de couverture | | 17 587 | | | **17 587** |
| Dettes envers les Etablissements de crédit | | 266 429 | | | **266 429** |
| Dettes envers la clientèle | | | 194 401 | 2 671 818 | **2 866 218** |
| Dettes représentées par un titre | | | | 133 520 | **133 520** |

**Note IX - Durées restant à courir**

Les durées restant à courir sont calculées à partir des dates d'échéance finales contractuelles, échéance par échéance pour les opérations amortissables. Pour les crédits "roll over", l'occurence des renouvellements ne pouvant être préjugée, les dates de renouvellement sont considérées comme date d'échéance finale.
La colonne "liquidité" comprend les comptes courants tant de la clientèle que des correspondants (Lori / Nostri).
Les créances rattachées ont été isolées dans une colonne spécifique et les éléments dont l'échéance n'est pas déterminable sont isolés dans la colonne "autres".

| | 31 décembre 2015 | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **ACTIF** *(en milliers d'euros)* | **TOTAL** | **LIQUIDITE** | **< = 3 MOIS** | **3 MOIS < D < 1 AN** | **1 AN < D < 5 ANS** | **> 5 ANS** | **AUTRES** | **CREANCES RATTACHEES** |
| Caisse, Banques Centrales | **48 996** | 48 996 | | | | | | |
| Actifs financiers à la juste valeur | **380 533** | 163 677 | 27 188 | 172 230 | 16 666 | 772 | | |
| Instruments dérivés de couverture | **1 491** | 1 491 | | | | | | |
| Actifs financiers disponibles à la vente | **939 684** | 7 077 | 31 661 | 145 192 | 416 890 | 332 945 | | 5 919 |
| Prêts et créances sur les établissements de crédit | **281 194** | 278 510 | | | | 2 682 | | 2 |
| Prêts et créances sur la clientèle | **2 034 246** | 241 702 | 66 160 | 310 371 | 908 987 | 503 320 | | 3 706 |
| Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance | **587 822** | 2 006 | 44 619 | 55 898 | 204 622 | 275 724 | | 4 953 |
| Comptes de régularisation et actifs divers | **140 209** | 135 420 | | 4 789 | | | | |

| | 31 décembre 2014 | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **ACTIF** *(en milliers d'euros)* | **TOTAL** | **LIQUIDITE** | **< = 3 MOIS** | **3 MOIS < D < 1 AN** | **1 AN < D < 5 ANS** | **> 5 ANS** | **AUTRES** | **CREANCES RATTACHEES** |
| Caisse, Banques Centrales | **17 723** | 17 723 | | | | | | |
| Actifs financiers à la juste valeur | **134 645** | 69 582 | 22 499 | 658 | 37 402 | 4 504 | | |
| Instruments dérivés de couverture | **10 563** | | | | | 10 563 | | |
| Actifs financiers disponibles à la vente | **651 933** | 2 077 | | 33 008 | 349 708 | 264 220 | | 2 920 |
| Prêts et créances sur les établissements de crédit | **411 630** | 408 941 | | | | 2 682 | | 7 |
| Prêts et créances sur la clientèle | **1 691 840** | 188 173 | 55 378 | 110 675 | 421 201 | 444 764 | 467 685 | 3 964 |
| Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance | **732 523** | 62 597 | 98 549 | 71 561 | 149 525 | 343 820 | | 6 471 |
| Comptes de régularisation et actifs divers | **152 458** | 140 246 | | 12 095 | 117 | | | |

| | 31 décembre 2015 | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **PASSIF** *(en milliers d'euros)* | **TOTAL** | **LIQUIDITE** | **< = 3 MOIS** | **3 MOIS < D < 1 AN** | **1 AN < D < 5 ANS** | **> 5 ANS** | **AUTRES** | **DETTES RATTACHEES** |
| Banques Centrales | | | | | | | | |
| Passifs financiers à la juste valeur par résultat | **19 908** | | | 268 | 13 390 | 6 250 | | |
| Instruments dérivés de couverture | **6 928** | | | | 4 348 | 2 580 | | |
| Dettes envers les établissements de crédit | **651 393** | 26 256 | | | 603 722 | 21 086 | | 329 |
| Dettes envers la clientèle | **3 141 540** | 1 982 227 | 296 | 1 140 527 | 14 836 | 3 512 | | 142 |
| Comptes de régularisation et passifs divers | **176 729** | 169 048 | | 7 621 | | 60 | | |

| | 31 décembre 2014 | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **PASSIF** *(en milliers d'euros)* | **TOTAL** | **LIQUIDITE** | **< = 3 MOIS** | **3 MOIS < D < 1 AN** | **1 AN < D < 5 ANS** | **> 5 ANS** | **AUTRES** | **DETTES RATTACHEES** |
| Banques Centrales | | | | | | | | |
| Passifs financiers à la juste valeur par résultat | **19 942** | | | 281 | 9 834 | 9 827 | | |
| Instruments dérivés de couverture | **17 587** | | | | 5 237 | 12 350 | | |
| Dettes envers les établissements de crédit | **266 429** | 66 578 | 101 120 | | 77 000 | 20 992 | | 739 |
| Dettes envers la clientèle | **2 866 218** | 1 788 197 | 206 | 1 069 424 | 7 145 | 1 092 | | 154 |
| Comptes de régularisation et passifs divers | **179 086** | 163 946 | | 15 140 | | | | |

# NOTE X - a – Portefeuille par type de produit et type de taux

| 31 décembre 2015 | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Actifs** *(en milliers d'euros)* | Actifs financiers à la Juste valeur par compte de résultat | | | Actifs financiers disponibles à la vente | | | Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance | | | Prêts & créances sur les établissements de crédit | | | Prêts & créances sur la clientèle | | |
| | Tx Fixe | Tx variable / révisable | Total | Tx Fixe | Tx variable / révisable | Total | Tx Fixe | Tx variable / révisable | Total | Tx Fixe | Tx variable / révisable | Total | Tx Fixe | Tx variable / révisable | Total |
| Prêts auprès des établissements de crédit | | | | | | | | | | | 281 194 | 281 194 | | | |
| Prêts auprès de la clientèle | | | | | | | | | | | | | 1 653 819 | 363 033 | 2 016 852 |
| Obligations | | | - | 561 145 | 273 695 | 834 840 | 532 383 | | 532 383 | | | | | | |
| Titres de créances négociables | | | | | 89 025 | 89 025 | 35 100 | 20 039 | 55 139 | | | | | | |
| Titres reçues en pension livrées | | | | 3 809 | 12 011 | 15 820 | | | | | | | | | |
| Actions et OPCVM | 645 | 368 965 | 369 610 | | | 0 | | | | | | | | | |
| Dérivés | | | 10 923 | | | | | | | | | | | | |
| Douteux | | | | | | | | | | | | | | | 44 129 |
| Dépréciation | | | | | | -1 | | | | | | | | | -26 735 |
| **Total** | **645** | **368 965** | **380 533** | **564 954** | **374 731** | **939 684** | **567 483** | **20 039** | **587 522** | | **281 194** | **281 194** | **1 653 819** | **363 033** | **2 034 246** |

| 31 décembre 2014 | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Actifs** *(en milliers d'euros)* | Actifs financiers à la Juste valeur par compte de résultat | | | Actifs financiers disponibles à la vente | | | Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance | | | Prêts & créances sur les établissements de crédit | | | Prêts & créances sur la clientèle | | |
| | Tx Fixe | Tx variable / révisable | Total | Tx Fixe | Tx variable / révisable | Total | Tx Fixe | Tx variable / révisable | Total | Tx Fixe | Tx variable / révisable | Total | Tx Fixe | Tx variable / révisable | Total |
| Prêts auprès des établissements de crédit | | | | | | | | | | | 411 630 | 411 630 | | | |
| Prêts auprès de la clientèle | | | | | | | | | | | | | 1 404 352 | 308 272 | 1 712 624 |
| Obligations | | | | 437 480 | 163 303 | 600 783 | 551 549 | 0 | 551 549 | | | | | | |
| Titres de créances négociables | | | | | 45 526 | 45 526 | 115 638 | 65 336 | 180 974 | | | | | | |
| Titres reçues en pension livrées | | | | 2 920 | 2 705 | 5 625 | | | | | | | | | |
| Actions et OPCVM | 658 | 125 893 | 126 551 | | | | | | | | | | | | |
| Dérivés | | | 8 094 | | | | | | | | | | | | |
| Douteux | | | | | | | | | | | | | | | 39 327 |
| Dépréciation | | | | | | -1 | | | | | | | | | -24 721 |
| **Total** | **658** | **125 893** | **134 645** | **440 400** | **211 534** | **651 933** | **667 187** | **65 336** | **732 523** | | **411 630** | **411 630** | **1 404 352** | **308 272** | **1 641 840** |

# NOTE X - b – Portefeuille par type de produit et type de taux

| 31 décembre 2015 | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Passifs** *(en milliers d'euros)* | Passifs financiers à la juste valeur par compte de résultat | | | Dettes envers les établissements de crédit | | | Dettes envers la clientèle | | | Dettes représentées par un titre | | |
| | Tx Fixe | Tx variable / révisable | Total | Tx Fixe | Tx variable / révisable | Total | Tx Fixe | Tx variable / révisable | Total | Tx Fixe | Tx variable / révisable | Total |
| Emprunts auprès des établissements de crédit | | | | 571 719 | 26 931 | 598 650 | | | | | | |
| Emprunts auprès de la clientèle | | | | | | | | | 3 141 540 | | | |
| Titres vendus à découvert | | | | | | | | | | | | |
| Dérivés | | | 19 908 | | | | | | | | | |
| Titres donnés en pension livrées | | | | | 52 743 | 52 743 | | | | | | |
| Émission de Titres de Créances Négociables | | | | | | | | | | | 85 734 | 85 734 |
| **Total** | **0** | **0** | **19 908** | **571 719** | **79 674** | **651 393** | **0** | **0** | **3 141 540** | **0** | **85 734** | **85 734** |

| 31 décembre 2014 | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Passifs** *(en milliers d'euros)* | Passifs financiers à la juste valeur par compte de résultat | | | Dettes envers les établissements de crédit | | | Dettes envers la clientèle | | | Dettes représentées par un titre | | |
| | Tx Fixe | Tx variable / révisable | Total | Tx Fixe | Tx variable / révisable | Total | Tx Fixe | Tx variable / révisable | Total | Tx Fixe | Tx variable / révisable | Total |
| Emprunts auprès des établissements de crédit | | | | 198 729 | 16 578 | 215 307 | | | | | | |
| Emprunts auprès de la clientèle | | | | | | | | | 2 866 218 | | | |
| Titres vendus à découvert | | | | | | | | | | | | |
| Dérivés | | | 19 942 | | | | | | | | | |
| Titres donnés en pension livrées | | | | | 51 122 | 51 122 | | | | | | |
| Émission de Titres de Créances Négociables | | | | | | | | | | | 133 520 | 133 520 |
| **Total** | **0** | | **19 942** | **198 729** | **67 700** | **266 429** | **0** | **0** | **2 866 218** | **0** | **133 520** | **133 520** |

## NOTE XI – Juste valeur des instruments financiers au coût amorti

| JUSTE VALEUR *(en milliers d'euros)* | 31 décembre 2015 | | 31 décembre 2014 | |
|---|---|---|---|---|
| | Valeur comptable | Juste Valeur | Valeur comptable | Juste Valeur |
| **Actif** | | | | |
| Caisse, banques centrales | 48 996 | 48 996 | 17 723 | 17 723 |
| Prêts & créances sur les établissements de Crédit | 281 194 | 281 194 | 411 630 | 447 873 |
| Prêts & créances sur la clientèle | 2 034 246 | 2 034 246 | 1 691 840 | 1 840 803 |
| Actifs jusqu'à l'échéance | 587 522 | 623 961 | 732 523 | 776 810 |
| **Passif** | | | | |
| Dettes envers les établissements de crédit | 651 393 | 651 393 | 266 429 | 266 429 |
| Dettes sur la clientèle | 3 141 540 | 3 141 540 | 2 866 218 | 2 987 990 |
| Dettes représentées par un titre (1) | 85 734 | | 133 520 | |
| Dettes subordonnées | 27 443 | 27 442 | 27 443 | 27 442 |

(1) y compris BMTN - évalué à la juste valeur

# NOTE XII – Encours dépréciés et encours sains

Les encours dont la solvabilité semble compromise sont isolés dans la colonne *valeur brute des encours dépréciés*. Les dépréciations correspondent à la différence entre la valeur actuelle des flux attendus et la créance. La valeur actuelle des flux est calculée sur la base des dates espérées de rentrée des fonds et du taux d'intérêt effectif. Il est rappelé qu'au regard de la politique de commissionnement très peu significative, le taux d'intérêt effectif est égal au taux du dossier.

| | 31 décembre 2015 | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Encours dépréciés | | | |
| *(en milliers d'euros)* | ENCOURS SAINS (1) | VALEUR BRUTE | DEPRECIATION | VALEUR NETTE (2) | TOTAL (1) + (2 ) |
| Prêts et créances sur les établissements de crédit | 281 194 | 0 | 0 | 0 | 281 194 |
| Prêts et créances sur la clientèle | 2 016 852 | 44 129 | -26 735 | 17 394 | 2 034 246 |
| Actifs financiers disponibles à la vente | 939 684 | 0 | 0 | 0 | 939 684 |
| Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance | 587 522 | 0 | 0 | 0 | 587 522 |
| Comptes de régularisation et actifs divers | 140 185 | 295 | -271 | 24 | 140 209 |

| | 31 décembre 2014 | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Encours dépréciés | | | |
| *(en milliers d'euros)* | ENCOURS SAINS (1) | VALEUR BRUTE | DEPRECIATION | VALEUR NETTE (2) | TOTAL (1) + (2 ) |
| Prêts et créances sur les établissements de crédit | 411 630 | 0 | 0 | 0 | 411 630 |
| Prêts et créances sur la clientèle | 1 677 234 | 39 327 | -24 721 | 14 606 | 1 691 840 |
| Actifs financiers disponibles à la vente | 651 933 | 1 | -1 | 0 | 651 933 |
| Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance | 732 523 | 0 | 0 | 0 | 732 523 |
| Comptes de régularisation et actifs divers | 152 420 | 404 | -366 | 38 | 152 458 |

# NOTE XIII – a – Dépréciations : mouvements de l'exercice 2015

| 31 décembre 2015 *(en milliers d'euros)* | 31 décembre 2014 | Dotations | | Autres | Reprises | | 31 décembre 2015 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Par Coût du risque | Par PNB | | Par Coût du risque | Par PNB | |
| Prêts & Créances émis sur la clientèle | 24 721 | 12 315 | 6 001 | - | 9 798 | 6 504 | 26 735 |
| Comptes de régularisation et actifs divers | 366 | - | | | 95 | | 271 |
| **Total** | **25 087** | **12 315** | **6 001** | **-** | **9 893** | **6 504** | **27 006** |

| 31 décembre 2015 *(en milliers d'euros)* | Pertes | | | Récupération sur Créances amorties |
|---|---|---|---|---|
| | Couvertes par provisions | Non couvertes par provisions | Total | |
| Prêts & Créances émis sur la clientèle | 5 394 | 248 | 5 642 | 454 |
| **Total** | **5 394** | **248** | **5 642** | **454** |

# NOTE XIII – b – Dépréciations : mouvements de l'exercice 2014

| 31 décembre 2014 *(en milliers d'euros)* | 31 décembre 2013 | Dotations | | Autres | Reprises | | 31 décembre 2014 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Par Coût du risque | Par PNB | | Par Coût du risque | Par PNB | |
| Prêts & Créances émis sur la clientèle | 26 421 | 12 184 | 6 962 | | 14 050 | 6 796 | 24 721 |
| Comptes de régularisation et actifs divers | 355 | 80 | | | 69 | - | 366 |
| **Total** | **26 776** | **12 264** | **6 962** | **-** | **14 119** | **6 796** | **25 087** |

| 31 décembre 2014 *(en milliers d'euros)* | Pertes | | | Récupération sur Créances amorties |
|---|---|---|---|---|
| | Couvertes par provisions | Non couvertes par provisions | Total | |
| Prêts & Créances émis sur la clientèle | 8 284 | 89 | 8 373 | 906 |
| **Total** | **8 284** | **89** | **8 373** | **906** |

# NOTE XIV – Débiteurs divers

| DEBITEURS DIVERS<br>*(en milliers d'euros)* | 31 décembre 2015 | 31 décembre 2014 |
|---|---|---|
| Comptes de régularisation - comptes d'opérations sur titres | 101 | 361 |
| Créances douteuses sur autres débiteurs divers | 295 | 404 |
| Provisions sur créances douteuses sur autres débiteurs divers | - 271 | - 366 |
| **Sous-total net créances douteuses autres débiteurs divers** | **125** | **399** |
| Autres Etat & Collectivités publiques | 1 462 | 2 058 |
| Débiteurs liés aux fonctions personnels et organismes sociaux | 253 | 93 |
| Débiteurs divers | 98 747 | 117 002 |
| **Sous-total net des débiteurs divers** | **100 462** | **119 153** |
| Autres comptes de régularisation | 39 622 | 32 906 |
| **Total des comptes de régularisation et actifs divers** | **140 209** | **152 458** |

# NOTE XV – Immobilisations Incorporelles et Corporelles

Les autres immobilisations incorporelles correspondent essentiellement aux logiciels exploités par le Groupe. Le Groupe n'a pas créé de logiciel.

| | 31 décembre 2015 | | 31 décembre 2014 | |
|---|---|---|---|---|
| **IMMOBILISATIONS INCORPORELLES** *(en milliers d'euros)* | **Fonds de commerce** | **Autres immobilisations incorporelles** | **Fonds de commerce** | **Autres immobilisations incorporelles** |
| **Valeur brute à l'ouverture** | **41 247** | **56 106** | **41 247** | **55 296** |
| Acquisition et création | | 1 229 | | 951 |
| Cessions | | -31 | | -141 |
| Écart de conversion | | | | |
| **Valeur brute à la clôture** | **41 247** | **57 304** | **41 247** | **56 106** |
| **Amortissements cumulés à l'ouverture** | **-38 360** | **-50 939** | **-38 356** | **-47 962** |
| Augmentation | -4 | -2 408 | -4 | -3 118 |
| Diminution | | 11 | | 141 |
| Écart de conversion | | 0 | | 0 |
| **Amortissements cumulés à la clôture** | **-38 364** | **-53 336** | **-38 360** | **-50 939** |
| **Dépréciation durable cumulée à l'ouverture** | **-** | | **-** | |
| Dépréciation durable comptabilisée | | | | |
| Dépréciation durable reprise | | | | |
| Écart de conversion | | | | |
| **Dépréciation durable à la clôture** | **-** | **-** | **-** | **-** |
| **Total des amortissements et provisions** | **-38 364** | **-53 336** | **-38 360** | **-50 939** |
| **Total Valeur Nette Comptable** | **2 883** | **3 968** | **2 887** | **5 167** |

| **IMMOBILISATIONS CORPORELLES** *(en milliers d'euros)* | **31 décembre 2015** | **31 décembre 2014** |
|---|---|---|
| **Valeur brute à l'ouverture** | **19 222** | **18 083** |
| Acquisitions | 1 065 | 2 367 |
| Cessions | 0 | -1 228 |
| Variation de périmètre | 0 | 0 |
| Écart de conversion | | |
| **Valeur brute à la clôture** | **20 287** | **19 222** |
| **Amortissements cumulés à l'ouverture** | **-12 737** | **-11 534** |
| Augmentation | -1 690 | -1 587 |
| Diminution | 0 | 384 |
| Variation de périmètre | 0 | |
| **Amortissements cumulés à la clôture** | **-14 427** | **-12 737** |
| **Dépréciation durable cumulée à l'ouverture** | **0** | |
| Dépréciation durable comptabilisée | 0 | |
| Dépréciation durable reprise | 0 | |
| Variation de périmètre | 0 | |
| **Dépréciation durable cumulée à la clôture** | **0** | |
| **Total des amortissements et provisions** | **-14 427** | **-12 737** |
| **Total Valeur Nette Comptable** | **5 860** | **6 485** |

# NOTE XVI-1 – Écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition ont fait l'objet d'un test de dépréciation dans le cadre de l'ensemble homogène de métiers auxquels ils sont affectés tant au 1er janvier 2015, qu'au 31 décembre 2015. La valeur testée est la nouvelle valeur brute comptable à la date de référence, après déduction des amortissements pratiqués et dépréciations éventuellement enregistrées au 31 décembre 2015 conformément aux dispositions prévues par la norme IFRS 1.

| ÉCART D'ACQUISITION *(en milliers d'euros)* | MOUVEMENTS | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | 31 décembre 2014 | Acquisitions | Cessions | Dépréciations | 31 décembre 2015 |
| ***Écart d'acquisition actif*** | | | | | |
| Groupama Asset Management | 16 835 | - | - | - | 16 835 |
| Groupama Banque | 7 612 | - | - | - | 7 612 |
| Groupama Epargne Salariale | 10 887 | - | - | - 2 800 | 8 087 |
| Groupama Immobilier | 16 629 | - | - | - | 16 629 |
| **Total** | **51 963** | | | **-2 800** | **49 163** |

le taux d'actualisation retenu pour le test de dépréciation correspond au taux d'actualisation déterminé au sein de Groupama SA, soit une valorisation qui correspond à la valeur la plus probable de réalisation.

# Note n°XVI-2 : Table de sensibilité de la valeur des titres GES au CoE et au LTG

| | | Taux d'actualisation | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 8,0% | 8,5% | 9,0% | 9,5% | 10,0% |
| **LTG** | 1,0% | 14,4 | 13,6 | 12,9 | 12,3 | 11,7 |
| | 1,5% | 15,0 | 14,1 | 13,3 | 12,7 | 12,1 |
| | 2,0% | 15,7 | 14,7 | 13,9 | 13,1 | 12,4 |

# NOTE XVII – Créditeurs divers

| *(en milliers d'euros)* | 31 décembre 2015 | 31 décembre 2014 |
|---|---|---|
| Autres comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres | 14 772 | 9 810 |
| Créditeurs liés aux fonctions personnels et organismes sociaux | 30 354 | 30 071 |
| Créditeurs divers | 11 866 | 14 868 |
| Autres comptes de régularisation | 119 737 | 124 337 |
| **Total des comptes de régularisation et passifs divers** | **176 729** | **179 086** |

# NOTE XVIII – Dettes subordonnées

**31 décembre 2015**

*(en milliers d'euros)*

| Dettes subordonnées | Taux | Devises | Durée | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | <3 mois | <1 an | <5 ans | > 5 ans |
| | Variable | euros | | | | 27 443 |

**31 décembre 2014**

*(en milliers d'euros)*

| Dettes subordonnées | Taux | Devises | Durée | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | <3 mois | <1 an | <5 ans | > 5 ans |
| | Variable | euros | | | | 27 443 |

# NOTE XIX – Détail des provisions

Les provisions correspondent aux risques de décaissements résultant des dires d'expert. Celles liées aux risques de contrepartie sont comptabilisées après prise en compte de l'effet temps. Ce dernier résulte d'un calcul de valeur actuelle sur la base de la date prévisionnelle de décaissement des fonds et du taux "à terme" à date de calcul initial. Pour chaque dossier ce taux est fixé une fois pour toute. L'effet temps est comptabilisé en flux d'intérêt, dans le PNB. Les dotations ou reprises impactent : les capitaux propres pour les instruments financiers comptabilisés en disponible à la vente et pour les autres, le coût du risque en compte de résultat.

| *(en milliers d'euros)* | 31 décembre 2014 | Dotations | | Reprises | | Autres | 31 décembre 2015 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Par coût du risque | Par PNB | Par coût du risque | Par PNB | | |
| Provisions pour risques de contrepartie | 11 201 | 1 583 | - | - 1 154 | | | 11 630 |
| **Total** | **11 201** | **1 583** | **-** | **- 1 154** | **-** | **-** | **11 630** |

| *(en milliers d'euros)* | 31 décembre 2014 | Dotations | | Reprises | | Autres | 31 décembre 2015 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Par résultat | Par capitaux propres | Par résultat | Par capitaux propres | | |
| Provisions pour charges de retraite & Médaille du travail | 5 929 | 91 | - | - 36 | | | 5 984 |
| Autres | 2 986 | 2 273 | - | - 1 813 | | | 3 446 |
| **Total** | **8 915** | **2 364** | **-** | **- 1 849** | **-** | **-** | **9 430** |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Total** | **20 116** | **3 947** | **-** | **- 3 003** | **-** | **-** | **21 060** |

## Note XX a - Réserve de réévaluation

Cette annexe comprend les écarts issus de la réévaluation à la juste valeur d'éléments du bilan.

| *(en milliers d'euros)* | 31 décembre 2015 | 31 décembre 2014 |
|---|---|---|
| **Situation au 31 décembre N - 1** | **4 167** | **617** |
| Variation des +/- Values latentes sur disponibles à la vente | 3 138 | 5 414 |
| Variation de périmètre | | |
| Variation de l'impôt différé | -1 080 | -1 864 |
| Différence de change | | |
| **Situation au 31 décembre N** | **6 225** | **4 167** |

## Note XX b - Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

| *(en milliers d'euros)* | 31 décembre 2015 | 31 décembre 2014 |
|---|---|---|
| Écarts de conversion | | |
| Actifs disponibles à la vente | 3 138 | 5 414 |
| Instruments dérivés de couverture | | |
| **Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du Groupe, hors entités mises en équivalence** | **3 138** | **5 414** |
| QP gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence (1) | | |
| **Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du Groupe** | | |
| Résultat net part du groupe | 3 138 | 5 414 |
| **Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du Groupe** | | |
| Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part des minoritaires | | |
| **Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres** | **3 138** | **5 414** |

(1) La QP gains et pertes comptabilisée directement en capitaux propres sur entités "mises en équivalence" est incluse dans les réserves consolidées de l'entité

## Note XX c - Gains ou pertes latents ou différés

| *(en milliers d'euros)* | 31 décembre 2015 | 31 décembre 2014 |
|---|---|---|
| Écarts de conversion | | |
| Actifs disponibles à la vente | | |
| Obligations | | |
| - Plus values latentes ou différées | 9 475 | 6 358 |
| - Moins values latentes ou différées | - | - |
| Actions | | |
| - Plus values latentes ou différées | 21 | - |
| - Moins values latentes ou différées | - | - |
| Dérivés de couverture de flux de trésorerie | | |
| **Total** | **9 496** | **6 358** |
| Part du groupe | 9 496 | 6 358 |
| Part des intérêts minoritaires | - | - |

### Note XXI a - Produits et charges d'intérêt

| *(en milliers d'euros)* | 31 décembre 2015 | 31 décembre 2014 |
|---|---|---|
| Sur opération avec les établissements de crédit | 1 522 | 2 866 |
| Sur opération avec la clientèle | 67 584 | 68 784 |
| Sur actifs financiers disponibles à la vente | 8 239 | 7 939 |
| Sur actifs financiers détenus jusqu'à échéance | 17 870 | 21 390 |
| Sur instruments de couverture | | |
| Sur autres intérêts et produits assimilés | | |
| **Produits d'intérêt** | **95 215** | **100 979** |
| Sur opération avec les établissements de crédit | - 878 | - 1 763 |
| Sur opération avec la clientèle | - 56 290 | - 52 502 |
| Sur actifs financiers disponibles à la vente | | |
| Sur actifs financiers détenus jusqu'à échéance | | |
| Sur instruments de couverture | | |
| Sur dettes subordonnées | - 267 | - 328 |
| Sur autres intérêts et charges assimilables | - 1 505 | - 2 487 |
| **Charges d'intérêt** | **- 58 940** | **- 57 080** |

### Note XXI b - Gains et pertes sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

| *(en milliers d'euros)* | 31 décembre 2015 | 31 décembre 2014 |
|---|---|---|
| Revenus nets des instruments à la juste valeur par résultat | - 5 107 | - 3 146 |
| +/- values latentes ou réalisées sur instruments financiers à la juste valeur par résultat par nature | 3 989 | - 11 508 |
| +/- values latentes ou réalisées sur instruments financiers à la juste valeur par résultat par option | 202 | - 9 |
| Gains ou pertes nets sur opérations de couverture | | |
| **Total** | **- 916** | **- 14 663** |

### Note XXI c - Gains et pertes nets sur instruments financiers disponibles à la vente

| *(en milliers d'euros)* | 31 décembre 2015 | 31 décembre 2014 |
|---|---|---|
| Revenus nets des actifs financiers disponibles à la vente | 5 569 | 482 |
| +/- values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente | - 3 321 | - 1 563 |
| +/- values de cessions réalisées sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et sur prêts et créances | | |
| Gains ou pertes nets sur opérations de couverture | 579 | -1555 |
| **Total** | **2 827** | **- 2 636** |

### Note XXI d - Commissions

| *(en milliers d'euros)* | 31 décembre 2015 | 31 décembre 2014 |
|---|---|---|
| **CHARGES** | | |
| Sur opérations avec les établissements de crédit | -101 | -84 |
| Sur opérations avec la clientèle | -4 066 | -3 524 |
| Sur Instruments Financiers à Terme | -30 | -8 |
| Sur opérations de change | | |
| Sur autres engagements reçus - Garantie financière | -209 | -1 |
| Sur opérations sur titres | -5 536 | -6 803 |
| Autres (dont commissions de gestion des OPCVM) | -49 576 | -44 915 |
| **Total** | **- 59 518** | **- 55 335** |

| | | |
|---|---|---|
| **PRODUITS** | | |
| Sur opérations avec les établissements de crédit | 3 | 1 |
| Sur opérations avec la clientèle | 41 805 | 40 937 |
| Sur opérations sur titres | 2 023 | 3 189 |
| Sur opérations de change | 139 | 159 |
| Sur engagements de garantie | 136 | 247 |
| Sur Instruments Financiers à Terme | 13 | -4 |
| Sur prestations de services pour compte de tiers | | |
| Sur activité d'assistance & de conseil | 1 911 | 2 186 |
| Autres (dont commissions de gestion des OPCVM)(1) | 195 617 | 188 111 |
| **Total** | **241 647** | **234 826** |

(1) dont compte de liaison

# NOTE XXII – a – Charges générales d'exploitation

| VENTILATION PAR RUBRIQUES ANNEXES DES CHARGES DE PERSONNEL *(en milliers d'euros)* | 31 décembre 2015 | 31 décembre 2014 |
|---|---|---|
| Salaires et traitements | -62 590 | -61 768 |
| Charges de retraite | -5 996 | -6 115 |
| Autres charges sociales | -28 084 | -27 142 |
| Taxe sur les salaires | -3 233 | -3 273 |
| Intéressement des salariés | -3 779 | -4 468 |
| Participation des salariés | -2 677 | -2 787 |
| **TOTAL Charges de personnel** | **-106 359** | **-105 553** |
| Impôts et taxes (hors IS) | -6 975 | -8 014 |
| Services extérieurs | -81 426 | -79 876 |
| **TOTAL Autres frais administratifs** | **-88 401** | **-87 890** |
| Dotations aux provisions sur autres frais administratifs | | |
| Dotations aux provisions sur frais de personnel | -977 | -4 615 |
| Reprises de provisions sur autres frais administratifs | 461 | 2 642 |
| Reprises de provisions sur frais de personnel | | |
| Refacturation de services extérieurs | 1 251 | 454 |
| Refacturation de frais de personnel | 5 | 22 |
| **TOTAL Autres charges générales d'exploitation** | **740** | **-1 497** |
| **TOTAL** | **-194 020** | **-194 940** |

# NOTE XXII – b – Coût du risque

| (en milliers d'euros) | 31 décembre 2015 | 31 décembre 2014 |
|---|---|---|
| **Dotations aux provisions et aux dépréciations** | **- 13 808** | **- 13 114** |
| Actifs financiers disponibles à la vente et détenus jusqu'à échéance à revenu fixe | - | - |
| Prêts et créances | - 12 315 | - 12 184 |
| Autres actifs | - 10 | - 81 |
| Engagement par signature et autres risques | - 1 483 | - 849 |
| **Reprises de provisions et de dépréciations** | **10 622** | **14 643** |
| Actifs financiers disponibles à la vente et détenus jusqu'à échéance à revenu fixe | - | - |
| Prêts et créances | 9 798 | 14 119 |
| Autres actifs | 95 | - |
| Engagement par signature | 729 | 524 |
| **Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions** | **- 5 189** | **- 7 467** |
| Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés | - 248 | - 89 |
| Pertes sur prêts et créances irrécouvrables dépréciés | - 5 394 | - 8 284 |
| Récupérations sur prêts et créances amortis | 453 | 906 |
| **Coût du risque** | **- 8 375** | **- 5 938** |

# NOTE XXIII – Preuve de la charge d'impôt

| *(en milliers d'euros)* | 31 décembre 2015 | | | 31 décembre 2014 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | **Bases** | **Taux en %** | **Impôt** | **Bases** | **Taux en %** | **Impôt** |
| Résultat consolidé avant impôt | 15 358 | | | 6 954 | | |
| Taux d'IS de droit commun | | 34,43 | | | 34,43 | |
| Impôt théorique | | | 5 288 | | | 2 394 |
| Différences permanentes | 4 537 | 34,43 | 1 562 | 395 | 34,43 | 136 |
| Imputation des déficits antérieurs | | 34,43 | - | | 34,43 | - |
| Actifs net constats sur résultat bénéficiaire futur | 3 357 | 34,43 | 1 156 | 4 587 | 34,43 | 1 579 |
| Actifs nets non constatés sur différences temporaires | | | | | | |
| Déficits de l'exercice non activés<br>- Court terme<br>- Long terme | 15 897 | 34,43 | 5 473 | 10 691 | 34,43 | 3 681 |
| Désactivation des déficits antérieurs | | | | | | |
| Différence de taux sur déficits à long terme | | 34,43 | - | | 34,43 | - |
| Contributions additionnelles | -49 | 100 | - 49 | -47 | 100 | - 47 |
| Différence de taux sur sociétés étrangères | | | | | | |
| Régularisation IS sur exercice antérieur | | 100 | | | 100 | |
| Impôt forfaitaire | | | | | | |
| Carry-back | | | | | | |
| Divers | -660 | 100 | - 660 | -800 | 100 | - 800 |
| **Charges d'IS** | **38 440** | | **12 770** | **21 780** | | **6 943** |

**Ventilation de la charge d'impôts**

| *(en milliers d'euros)* | Résultat 2015 | Résultat 2014 |
|---|---|---|
| Impôts courants | -11 436 | -11 530 |
| Impôts différés | -1 334 | 4 587 |
| **Total** | **-12 770** | **-6 943** |

# NOTE XXIV – Informations liées au personnel

Les calculs ayant trait aux engagements vis à vis du personnel sont sous-traités au Département des Assurances Collectives de Groupama et ce afin d'assurer une homogénéité des hypothèses financières et des méthodes de calcul avec ce dernier.
Conformément aux IFRS les écarts actuariels ont été comptabilisés en capitaux propres. Cette méthode est elle aussi homogène avec les méthodes du groupe Groupama.
Le groupe n'a pas de régime à prestations définies.

| *(en milliers d'euros)* | Avantages postérieurs à l'emploi | | Autres avantages à long terme | | TOTAL | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2015 | 2014 | 2015 | 2014 | 2015 | 2014 |
| **Dettes actuarielles à l'ouverture** | **5 250** | **4 825** | **2 600** | **2 622** | **7 850** | **7 447** |
| Coût des services rendus | 445 | 418 | 257 | 328 | 702 | 746 |
| Prestations payées | -38 | -166 | -153 | -63 | -191 | -229 |
| Intérêt sur la dette actuarielle | 94 | 141 | 24 | 47 | 118 | 188 |
| Pertes/ gains actuariels (écart d'expérience) | -391 | -252 | -85 | -140 | -476 | -392 |
| Pertes/ gains actuariels (écart d'hypothèse) | -214 | 284 | -4 | -194 | -218 | 90 |
| Modification de régimes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Effet des variations de taux de change | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autres | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Dettes actuarielles à la clôture (A)** | **5 146** | **5 250** | **2 639** | **2 600** | **7 785** | **7 850** |
| | | | | | | |
| **Juste valeur des actifs de couverture à l'ouverture** | **1 908** | **1 818** | | | **1 908** | **1 818** |
| Rendement des actifs de couverture | 45 | 27 | | | 45 | 27 |
| Prestations payées | 0 | -11 | | | 0 | -11 |
| Cotisations reçues | 0 | 0 | | | 0 | 0 |
| Pertes/ gains actuariels | 0 | 0 | | | 0 | 0 |
| Effet des variations de taux de change | 0 | 0 | | | 0 | 0 |
| Autres (chargements…) | 2 | 74 | | | 2 | 74 |
| **Juste valeur des actifs de couverture à la clôture (B)** | **1 955** | **1 908** | | | **1 955** | **1 908** |
| | | | | | | |
| **Dettes actuarielles nettes à la clôture (A)-(B)** | **3 191** | **3 342** | **2 639** | **2 600** | **5 830** | **5 942** |

| **II - Réconciliation avec le bilan** | Avantages postérieurs à l'emploi | | Autres avantages | | TOTAL | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2015 | 2014 | 2015 | 2014 | 2 015 | 2 014 |
| **Provision pour risques et charges à l'ouverture** | **3 329** | **3 029** | **2 600** | **2 622** | **5 929** | **5 651** |
| Variation de l'engagement actualisé | 365 | 294 | 39 | -22 | 404 | 272 |
| Ecarts actuariels impactés en capitaux propres (SORIE) | -605 | 32 | | | -605 | 32 |
| Prestations réglées par l'employeur | 12 | | | | 12 | 0 |
| Variations de périmètre | 0 | | | | 0 | 0 |
| Effet des variations de taux de change | | | | | 0 | 0 |
| Reclassement | | | | | 0 | 0 |
| Autres | 244 | -26 | | | 244 | -26 |
| **Provision pour risques et charges à la clôture** | **3 345** | **3 329** | **2 639** | **2 600** | **5 984** | **5 929** |
| **Valeur actualisée de l'obligation externalisée :** | | | | | | |
| Charges à payer à la clôture : | 0 | 0 | | | | |
| Ecarts actuariels impactés en capitaux propres (SORIE) | 0 | 0 | | | | |
| **Montants provisionnés au bilan :** | **3 345** | **3 329** | | | | |

# NOTE XXIV – Informations liées au personnel (suite)

| III - Charge annuelle de retraite | Retraites | |
|---|---|---|
| | 2015 | 2014 |
| Coût des services rendus | 445 | 418 |
| Prestations réglées par l'employeur | 38 | 166 |
| Intérêts sur la dette actuarielle | 94 | 141 |
| Rendement attendu des actifs de couverture | -45 | -27 |
| Sorie Option | -605 | 32 |
| Charges de financement externalisé | -2 | -74 |
| Modifications de régimes et cotisations employés | | |
| Effet des variations de taux de change | | |
| Autres | | |
| **Charge annuelle de retraite** | **-75** | **656** |

| IV - Répartition des actifs de couverture | Retraites | |
|---|---|---|
| | 2015 | 2014 |
| **Répartition des actifs de couverture (Hors Groupe) par catégorie** | | |
| Actions | | |
| Obligations | | |
| Fonds général en euros | 1 955 | 1 908 |
| Autre | | |
| **Total (juste valeur des actifs à la clôture)** | **1 955** | **1 908** |

| V - Principales hypothèses actuarielles | Retraites | |
|---|---|---|
| | 2015 | 2014 |
| Taux d'actualisation - taux AA de l'IBOXX du 31/10/2008 - | 2,10% | 1,80% |
| Taux de rendement attendus des actifs du régime | 0,75% | 1,00% |
| Taux attendus d'augmentation des salaires | de 1,1% à 1,80% | de 1,7% à 2% |
| Taux de turn over : | | |
| 18 - 34 ans | de 0% à 13% | de 0% à 12,5% |
| 35 - 44 ans | de 0% à 4,3% | de 0% à 3,5% |
| 45 - 54 ans | de 0% à 3% | de 0% à 5,00% |
| 55 ans et plus | 0% | 0% |

| VI- Autres informations relatives aux charges de personnel | 2015 | 2014 |
|---|---|---|
| Salaires | -62 590 | -61 768 |
| Charges de sécurité sociale | -27 953 | -27 776 |
| Avantages du personnel postérieurs à l'emploi | | |
| Régimes à cotisation définie | -6 091 | -6 115 |
| Régimes à prestations définies | | |
| Indemnités de fin de contrat de travail | -75 | 656 |
| Jours anniversaires et médailles du travail | 39 | -22 |
| Autres avantages (Intéressement, participation des salariés…) | -9 689 | -10 528 |
| **Total (=renvoi du tableau de ventilation des charges par natures)** | **-106 359** | **-105 553** |

# NOTE XXV – Engagements donnés et reçus

Valeur contractuelle des engagements de financement donnés ou reçus par le groupe. Les engagements de financement données consistent essentiellement en des ouvertures de crédits confirmés.

| 1 - ENGAGEMENTS DONNÉS *(en milliers d'euros)* | 31 décembre 2015 | 31 décembre 2014 (**) |
|---|---|---|
| **Engagements de financement** | **523 365** | **480 980** |
| Engagements donnés en faveur d'établissements de crédit | | |
| Engagement en faveur de la clientèle (*) | 523 365 | 480 980 |
| Engagements douteux de financements donnés | | |
| **Engagements garanties d'ordre** | **17 605** | **20 931** |
| Cautions avals & autres garanties d'ordre établissements de crédit | 9 511 | 11 347 |
| Garanties d'ordre de la clientèle | 7 888 | 9 378 |
| Engagements douteux donnés sur engagements d'ordre | 206 | 206 |
| **Engagements sur titres** | **0** | **0** |
| Autres titres à livrer | 0 | 0 |
| Engagements douteux donnés sur engagements sur titres | | - |
| **Opérations sur IFT** | **17 095** | **2 205 041** |
| Opérations sur instruments de taux d'intérêt | | 2 200 669 |
| Opérations sur instruments de cours de change | | |
| Opérations sur autres instruments | | |
| Report / déport non couru | 4 406 | 4 331 |
| Compte d'ajustement devises hors bilan | 12 689 | 41 |
| **Compte de liaison** | **12 689** | **41** |
| **Autres engagements donnés** | **1 446 461** | **915 733** |

*(*) dont 320 millions d'euros d'engagement au titre de la mutualisation de la trésorerieau profit de 6 sociétés du Groupe.*
*(**) les informations concernant les portefeuilles de futures sont dorénavant présentées en hors-bilan.*

# NOTE XXV – Engagements donnés et reçus (suite)

Valeur contractuelle des engagements de financement donnés ou reçus par le Groupe. Les engagements de financement données consistent essentiellement en des ouvertures de crédits confirmés.

| 2 - ENGAGEMENTS REÇUS *(en milliers d'euros)* | 31 décembre 2015 | 31 décembre 2014 (**) |
|---|---|---|
| **Engagements de financement** | | |
| Engagements reçus d'établissements de crédit | | |
| Engagements reçus de la clientèle | | |
| **Engagements garanties d'ordre** | **636 051** | **561 748** |
| Cautions avals & autres garanties reçues d'établissements de crédit | 459 322 | 393 244 |
| Garanties reçues de la clientèle | 176 729 | 168 504 |
| **Engagements sur titres** | **0** | **0** |
| Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise | | |
| Autres engagements reçus | | |
| Interventions à l'émission-titres à recevoir | | |
| Marché gris - titres à recevoir | | |
| Autres titres à recevoir | 0 | 0 |
| Engagements douteux reçus sur engagements sur titres | | |
| **Autres engagements reçus** | **3 217** | **3 496** |
| Autres engagements reçus | 3 217 | 3 496 |
| Engagements douteux reçus sur autres engagements | | |

*(**) les informations concernant les portefeuilles de futures sont dorénavant présentées en hors-bilan.*

# NOTE XXVI – Dérivés et opérations de change

| *(en milliers d'euros)* | 31 décembre 2015 | 31 décembre 2014 (*) | 31 décembre 2014 |
|---|---|---|---|
| | Juste valeur | Juste valeur | Juste valeur |
| **Instruments de taux d'intérêt** | **- 14 422** | **- 18 872** | **1 070** |
| Actif | 12 414 | 18 657 | |
| *Instruments dérivés Trading - Juste valeur positive* | *10 923* | *8 094* | |
| *Instruments dérivés FVH - Juste valeur positive* | *1 491* | *10 563* | |
| Passif | 26 836 | 37 529 | |
| *Instruments dérivés Trading - Juste valeur négative* | *19 908* | *19 942* | |
| *Instruments dérivés FVH - Juste Valeur négative* | *6 928* | *17 587* | |

(*) Version corrigée

**Opérations en Devises**

| *(en milliers d'euros)* | 31 décembre 2015 | 31 décembre 2014 |
|---|---|---|
| **CHANGE AU COMPTANT** | | |
| Euros achetés non encore reçus | 19 | 342 |
| Devises achetées non encore reçues | 19 | 28 |
| Euros vendus non encore livrés | 20 | 28 |
| Devises vendues non encore livrées | 20 | 341 |
| **CHANGE A TERME** | | |
| Monnaies à recevoir | 67 349 | 26 506 |
| Monnaies à livrer | 9 665 | 726 |

# NOTE XXVII – Parties liées

Le Groupe est détenu à 100% par le Groupe Groupama (tel que décrit dans la note II principes, méthodes et périmètre de consolidation, au point 1).
La liste des sociétés consolidées du Groupe est présentée dans la note XXIX.

***Relations entre les sociétés consolidées du Groupe***

Les transactions réalisées et les encours existants en fin de période entre les sociétés du Groupe consolidées sont éliminés en consolidation.

***Relation avec le Groupe Groupama***

Le Groupe consolidé se place comme pôle financier du Groupe Groupama ; à ce titre trois missions majeures lui sont dévolues :
> La gestion de fonds tant sous forme d'Organisme de Placement de Valeurs Mobilières que de comptes gérés. C'est la mission des sociétés de gestion (Groupama Asset Management et Groupama Épargne Salariale) ;
> Être la Banque du Groupe, rôle attribué à Groupama Banque et se traduisant essentiellement au travers de quatre missions : assurer des financements, assurer la bonne fin des transactions liées aux moyens de paiement, assurer la conservation des valeurs mobilières et assurer une mission de conseil et d'intermédiation sur les marchés financiers ;
> Réaliser la gestion d'actifs immobiliers, commercialisation, gestion des baux, travaux, maintien des biens et reporting, tâche incombant à Groupama Immobilier.

La facturation de ces opérations est faite à des conditions normales de marché et répond aux critères de libre concurrence.

Ces missions ne sont pas exclusives d'activité vis à vis de clientèles externes.

L'impact est présenté, par grande nature d'opérations, dans le tableau ci-après. Ces chiffres sont homogènes avec le ratio des grands risques au 31 décembre 2015.

Concernant la partie bilantielle celle-ci est en accord avec les informations communiquées à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution dans le cadre de la surveillance prudentielle sur base consolidée conformément au réglement 575/2013 du parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013, définissant les éléments d'actif et de hors bilan, qui résultent d'opérations conclues avec les dirigeants ou actionnaires principaux. Plus particulièrement cette réglementation interdit au groupe d'engager, en risque net, plus de 25% de ses fonds propres réglementaires.

| *(en milliers d'euros)* | **31 décembre 2015** | | | **31 décembre 2014** | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | **Brut** | **Garanties reçues** | **Net** | **Brut** | **Garanties reçues** | **Net** |
| Crédits et ouvertures de crédits confirmés | 37 074 | - 2 173 | 34 901 | 34 074 | - 1 492 | 32 582 |
| Découverts bancaires | 4 620 | | 4 620 | 792 | | 792 |
| Cautions et garanties émises | 18 391 | | 18 391 | 1 462 | | 1 462 |

Les garanties reçues sont essentiellement représentées par des nantissements de titres.

## NOTE XXVIII - a – Gestion d'actifs pour compte de tiers

Le montant des encours gérés s'élève au 31 décembre 2015 à 91,8 milliards d'euros, contre 91,4 milliards d'euros au 31 décembre 2014.

# NOTE XXVIII - b – Hiérarchie de la juste valeur

Classification des niveaux selon IFRS 7

| | |
|---|---|
| Niveau 1 | Actifs et passifs cotés sur les marchés actifs |
| Niveau 2 | Instruments financiers non cotés sur un marché actif et dont l'évaluation fait appel à l'utilisation de techniques de valorisation reposant sur des paramètres observables. |
| Niveau 3 | Instruments financiers non cotés sur un marché actif et dont l'évaluation fait appel à l'utilisation de techniques de valorisation reposant sur des paramètres inobservables. |

| *(en milliers d'euros)* | 31 décembre 2015 | | | | 31 décembre 2014 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | NIVEAU 1 | NIVEAU 2 | NIVEAU 3 | TOTAL | NIVEAU 1 | NIVEAU 2 | NIVEAU 3 | TOTAL |
| **Actifs disponibles à la vente** | **939 551** | **56** | **77** | **939 684** | **606 197** | **45 595** | **141** | **651 933** |
| Actions et autres titres à revenu variable | 2 983 | | 77 | 3 060 | 2 563 | | 77 | 2 640 |
| OPCVM à revenu variable | | 56 | - | 56 | | | 64 | 64 |
| Obligations - Effets publics et valeurs assimilés | 266 037 | | | 266 037 | 264 073 | | | 264 073 |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | 670 531 | | | 670 531 | 339 561 | 45 595 | | 385 156 |
| Prêts accordés | | | | - | | | | - |
| OPCVM à revenu fixe | | | | - | | | | - |
| **Actifs de transaction** | **369 610** | **-** | **-** | **369 610** | **104 052** | **22 499** | **-** | **126 551** |
| Actions et autres titres à revenu variable | | | | - | | | | - |
| OPCVM à revenu variable | 63 341 | | | 63 341 | 69 582 | | | 69 582 |
| Obligations - Effets publics et valeurs assimilés | 23 507 | - | | 23 507 | | 22 499 | | 22 499 |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | 282 117 | - | | 282 117 | 33 812 | - | | 33 812 |
| OPCVM à revenu fixe | 645 | | | 645 | 658 | | | 658 |
| Prêts accordés | | | | - | | | | - |
| **Passifs de transaction** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** |
| Dettes de titres - Juste valeur | | | | - | | | | - |
| Titres émis - Juste valeur | | | | - | | | | - |
| Passifs financiers - Dettes rattachées | | | | - | | | | - |
| **Instruments dérivés** | **-** | **39 250** | **-** | **39 250** | **-** | **56 186** | **-** | **56 186** |
| Instruments dérivés actif Trading - JV positive | | 10 923 | | 10 923 | | 8 094 | | 8 094 |
| Instruments dérivés actif FVH - JV positive | | 1 491 | | 1 491 | | 10 563 | | 10 563 |
| Instruments dérivés passif Trading - JV négative | | 19 908 | | 19 908 | | 19 942 | | 19 942 |
| Instruments dérivés passif FVH - JV négative | | 6 928 | | 6 928 | | 17 587 | | 17 587 |
| **TOTAL ACTIFS A LA JUSTE VALEUR** | **1 309 161** | **12 470** | **77** | **1 321 708** | **710 249** | **86 751** | **141** | **797 141** |
| **TOTAL PASSIFS A LA JUSTE VALEUR** | **-** | **26 836** | **-** | **26 836** | **-** | **37 529** | **-** | **37 529** |

# NOTE XXVIII - c – Actifs reclassés

| *(En milliers d'euros)* | Total actifs reclassés | | Actifs reclassés en 2015 | | | Actifs reclassés antérieurement | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Valeur au bilan 31/12/15 | Valeur de marché estimée 31/12/15 | Valeur de reclassement | Valeur au bilan | Valeur de marché estimée | Valeur au bilan 31/12/15 | Valeur de marché estimée 31/12/15 | Valeur au bilan 31/12/14 | Valeur de marché estimée 31/12/14 |
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat transférés en Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance | | | | | | | | | |
| **Total des actifs reclassés** | - | - | - | - | - | - | - | - | - |

# NOTE XXVIII - d – Actifs reclassés – Impact résultat avant impôt 2015

| *(En milliers d'euros)* | Total actifs reclassés | | Actifs reclassés en 2014 | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Impact 2015 | | Impact cumulé au 31/12/2014 | | Impact 2015 | | Impact cumulé au 31/12/2015 | |
| | Produits et charges réellement comptabilisés | Si l'actif avait été conservé dans son ancienne catégorie (variation de juste valeur) | Produits et charges réellement comptabilisés | Si l'actif avait été conservé dans son ancienne catégorie (variation de juste valeur) | Produits et charges réellement comptabilisés | Si l'actif avait été conservé dans son ancienne catégorie (variation de juste valeur) | Produits et charges réellement comptabilisés | Si l'actif avait été conservé dans son ancienne catégorie (variation de juste valeur) |
| Actifs financier à la juste valeur par résultat transférés en Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance | | | | | | | | |
| **Total des actifs reclassés** | - | - | - | - | - | - | - | - |

# NOTE XXIX – Périmètre de consolidation

| Nom de la société | 31 décembre 2015 | | | 31 décembre 2014 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Pourcentage de Contrôle | Pourcentage d'Intérêt | Méthode de Consolidation | Pourcentage de Contrôle | Pourcentage d'Intérêt | Méthode de Consolidation |
| Groupama Banque | | | Société Mère | | | Société Mère |
| Groupama Asset Management | 99,9835% | 99,9835% | IG | 99,9835% | 99,9835% | IG |
| Groupama Epargne Salariale | 99,9993% | 99,9993% | IG | 99,9993% | 99,9993% | IG |
| Groupama Immobilier | 99,996% | 99,996% | IG | 99,996% | 99,996% | IG |

IG = Intégration Globale

**PricewaterhouseCoopers Audit**
63 rue de Villiers
92208 NEUILLY-SUR-SEINE Cedex

**Mazars**
61 rue Henri Régnault
Tour Exaltis
92075 PARIS La Defense Cedex

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES**

**Exercice clos le 31 décembre 2015**
**GROUPAMA BANQUE**
67, rue Robespierre
93100 MONTREUIL

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées Générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2015 sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société GROUPAMA BANQUE**,** tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

## I - Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

## II - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Le provisionnement du risque de crédit constitue un domaine d'estimation comptable significative dans toute activité bancaire : votre société comptabilise des dépréciations sur les prêts à la clientèle pour couvrir les risques inhérents à ses activités (note III concernant les dépréciations, notes XII et XIII relatives aux encours dépréciés, note XIX relative au détail des provisions et note XXII b relative au coût du risque). Dans le cadre de notre appréciation de ces estimations, nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi des risques de crédit, à l'appréciation des risques de non recouvrement et à leur couverture par des dépréciations individuelles ou collectives.

- Les règles de valorisation et de classement comptable des titres et instruments financiers dérivés sont présentées dans la note III « Principes comptables et méthodes d'évaluations retenues » de l'annexe. Dans le cadre de notre appréciation de ces estimations et des traitements comptables, nos travaux ont consisté à examiner le dispositif de contrôle relatif au classement comptable et à la détermination des paramètres utilisés pour la valorisation de ces positions.

- Votre société procède à des tests de dépréciation de la valeur des écarts d'acquisition qui ont conduit à la constatation de dépréciations (note III et XVI concernant les écarts d'acquisition). Dans le cadre de notre appréciation de ces estimations, nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## III- Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Courbevoie, le 14 mars 2016

Les commissaires aux comptes

| | |
|---|---|
| PricewaterhouseCoopers Audit | Mazars |
| Laurent Tavernier | Pierre Masiéri |

## COMPTES SOCIAUX - 31 DÉCEMBRE 2015


- BILAN ..... 143
- COMPTE DE RÉSULTAT ..... 144
- HORS-BILAN ..... 144
- ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX ..... 145
- RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS SOCIAUX ..... 179
- RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES ..... 181
- FILIALES ET PARTICIPATIONS AU 31 DÉCEMBRE 2015 ..... 183
- RÉSULTATS FINANCIERS DE LA SOCIÉTÉ AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES ..... 184

# BILAN

*(En milliers d'euros)*

| Actif | 31 décembre 2015 | 31 décembre 2014 | Variations |
|---|---|---|---|
| Caisse, banque centrale | 48 996 | 17 723 | 31 273 |
| Effets publics et valeurs assimilées | 766 400 | 814 754 | - 48 354 |
| Créances sur les établissements de crédit | 279 690 | 410 491 | - 130 801 |
| Opérations avec la clientèle | 2 034 384 | 1 691 838 | 342 546 |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | 1 046 470 | 616 461 | 430 009 |
| Actions et autres titres à revenu variable | 35 | 41 | - 6 |
| Participations et autres titres détenus à long terme | 77 | 77 | - 0 |
| Parts dans les entreprises liées | 125 697 | 126 497 | - 800 |
| Immobilisations incorporelles | 15 584 | 16 078 | - 494 |
| Immobilisations corporelles | 1 660 | 2 195 | - 535 |
| Capital souscrit non versé | - | - | - |
| Actions propres | - | - | - |
| Autres actifs | 93 081 | 106 708 | - 13 627 |
| Comptes de régularisation | 13 636 | 11 234 | 2 402 |
| **TOTAL ACTIF** | **4 425 710** | **3 814 097** | **611 613** |

| Passif | 31 décembre 2015 | 31 décembre 2014 | Variations |
|---|---|---|---|
| Dettes envers les établissements de crédit | 651 392 | 215 306 | 436 086 |
| Opérations avec la clientèle | 3 147 865 | 2 917 822 | 230 043 |
| Dettes représentées par un titre | 85 734 | 135 845 | - 50 111 |
| Autres passifs | 19 953 | 17 073 | 2 880 |
| Comptes de régularisation | 95 651 | 105 021 | - 9 370 |
| Provisions | 16 185 | 15 662 | 523 |
| Dettes subordonnées | 27 442 | 27 442 | 0 |
| CAPITAUX PROPRES | 376 453 | 376 227 | 226 |
| Capital souscrit | 120 826 | 120 826 | - |
| Primes d'émission | 171 412 | 171 412 | - |
| Réserves | 22 830 | 22 645 | 185 |
| Report à nouveau | 61 385 | 61 344 | 41 |
| Résultat de l'exercice | 5 035 | 3 699 | 1 336 |
| **TOTAL PASSIF** | **4 425 710** | **3 814 097** | **611 613** |

# COMPTE DE RÉSULTAT

| COMPTE DE RÉSULTAT | 31 décembre 2015 | 31 décembre 2014 | Variations |
|---|---|---|---|
| Intérêts et produits assimilés | 91 446 | 96 275 | - 4 829 |
| Intérêts et charges assimilées | - 49 548 | - 46 543 | - 3 005 |
| Revenus des titres à revenu variable | 24 027 | 14 495 | 9 532 |
| Commissions (produits) | 65 263 | 65 564 | - 301 |
| Commissions (charges) | - 9 958 | - 10 436 | 478 |
| Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation | - 1 490 | - 3 887 | 2 397 |
| Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés | - 4 112 | - 1 079 | - 3 033 |
| Autres produits d'exploitation bancaire | 1 054 | 681 | 373 |
| Autres charges d'exploitation bancaire | - 18 459 | - 16 996 | - 1 463 |
| **PRODUIT NET BANCAIRE** | **98 223** | **98 074** | **149** |
| Charges générales d'exploitation | - 83 616 | - 86 890 | 3 274 |
| Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations | - 1 162 | - 1 336 | 174 |
| **RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION** | **13 445** | **9 848** | **3 597** |
| Coût du risque | - 8 029 | - 6 025 | - 2 004 |
| **RÉSULTAT D'EXPLOITATION** | **5 415** | **3 823** | **1 592** |
| Gains et pertes sur actifs immobilisés | - 680 | - 1 300 | 620 |
| **RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT** | **4 735** | **2 523** | **2 212** |
| Résultat exceptionnel | - | 714 | - 714 |
| Impôt sur les sociétés | 301 | 462 | - 161 |
| **RÉSULTAT NET** | **5 036** | **3 699** | **1 337** |

# HORS BILAN

*(En milliers d'euros)*

| Engagements donnés | 31 décembre 2015 | 31 décembre 2014 |
|---|---|---|
| Engagements de financement | 523 365 | 480 980 |
| Engagements de garanties | 17 399 | 21 007 |
| Engagements sur titres | - | - |
| Autres engagements | 1 446 461 | 915 733 |
| **TOTAL ENGAGEMENTS DONNÉS** | **1 987 225** | **1 417 721** |

| Engagements reçus | 31 décembre 2015 | 31 décembre 2014 |
|---|---|---|
| Engagements de financement | | |
| Engagements de garantie | 636 051 | 561 748 |
| Engagements sur titres | - | - |
| **TOTAL ENGAGEMENTS REÇUS** | **636 051** | **561 748** |

| Autres engagements | 31 décembre 2015 | 31 décembre 2014 |
|---|---|---|
| Engagements douteux | 206 | 206 |
| **TOTAL DES AUTRES ENGAGEMENTS** | **206** | **206** |

# Note n°1 – Les comptes annuels – Annexe aux comptes sociaux

L'annexe aux comptes annuels de l'exercice 2015 de Groupama Banque a été rédigée avec le souci de compléter et de commenter l'information donnée par le bilan d'un total de 4 425 710,23 euros et par le compte de résultat qui dégage un bénéfice net de 5 035 471,18 euros.

Les comptes annuels de la Banque au 31 décembre 2015 sont présentés conformément aux dispositions du règlement 2014-07 du 26 novembre 2014.

Les comptes de Groupama Banque sont intégrés selon la méthode de l'intégration globale dans les comptes consolidés établis par la société Groupama SA. Par ailleurs, Groupama Banque établit des comptes consolidés sur un périmètre d'activité financière et de gestion d'actif.

## Faits marquants

### Négociation en cours avec un opérateur téléphonique

Le 4 janvier 2016, Groupama et Orange ont annoncés l'entrée en négociation exclusive entre les deux Groupes pour préparer l'ouverture du capital de Groupama Banque à Orange, à hauteur de 65%.

Par ce partenariat, les deux Groupes entendent lancer une nouvelle offre bancaire 100% mobile début 2017 qui sera déployée par le réseau Orange, mais également par les réseaux de Groupama et du Gan.

### Groupama Private Equity

Le Conseil d'administration de la Banque du 21 décembre 2012 a autorisé la cession de Groupama Private Equity : la convention d'acquisition a été signée le jour même. L'acte de cession a été signé le 29 mars 2013.

Une garantie de passif est accordée à l'acheteur dans la limite de 50% du prix de vente. La durée des réclamations est celle de la prescription légale augmentée de 30 jours pour les réclamations fiscales et sociales. Pour les autres réclamations, la durée est fixée à 24 mois après la date de réalisation.

### Dépréciation des titres de la participation Groupama Épargne Salariale

Une dépréciation de 4 millions d'euros sur la valeur d'inventaire de Groupama Épargne Salariale a été constituée au 31 décembre 2013 pour tenir compte d'un développement de l'activité de cette filiale qui a été moins favorable qu'escompté. Cette provision a été complétée de 800 milliers d'euros au 31 décembre 2015.

### Événements postérieurs à la clôture

Aucun événement postérieur à l'exercice n'est à signaler.

## Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les comptes de l'exercice 2015 sont arrêtés en application des principes généraux d'établissement et de présentation des comptes annuels, à savoir :

- La continuité de l'exploitation ;
- La permanence des méthodes comptables ;
- L'indépendance des exercices ;
- Dans le respect du principe de prudence.

Conformément aux principes comptables applicables aux établissements de crédit, les méthodes d'évaluation prennent en compte pour la majorité des opérations l'intention dans laquelle celles-ci ont été conclues.

Les opérations sont comptabilisées selon les intentions de gestion :

- Les prêts accordés sont comptabilisés au coût historique, les produits et charges étant comptabilisés sur la durée de vie de ceux-ci au prorata temporis. En cas de risque de non remboursement les prêts font l'objet d'une dépréciation sous forme de provision.
- Les titres acquis sont classés selon trois intentions de gestion :
  - Portefeuille de négociation : intention de revendre rapidement avec une évaluation en mark to market ;
  - Portefeuille d'investissement : intention de garder ceux-ci jusqu'au remboursement, cette catégorie ne concerne que des titres à revenu fixe. Les titres achetés sont comptabilisées au coût historique, les produits étant comptabilisés sur la durée de vie de ceux-ci au prorata temporis. En cas de risque de non remboursement les titres font l'objet d'une dépréciation sous forme de provision.
  - Portefeuille de placement : accueille tous les titres qui ne répondent pas aux deux intentions de gestion précédente. Les produits sont rapportés au compte de résultat prorata temporis. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées, et les moins-values font l'objet d'une dépréciation sous forme de provision.

Lorsque les marchés sur lesquels sont conclus ces instruments ne présentent pas une liquidité suffisante, l'évaluation au mark to market est corrigée pour intégrer une décote de liquidité.

### Créances sur les établissements de crédit et la clientèle - Engagements par signature

Les créances sur les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature des concours : créances à vue (comptes ordinaires et opérations au jour le jour) et créances à terme pour les établissements de crédit ; créances commerciales, comptes ordinaires et autres concours à la clientèle.

Ces créances intègrent les crédits consentis ainsi que les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs, effectuées avec ces agents économiques.

Les créances et dettes répondant aux conditions suivantes (même contrepartie, exigibilité et devise identiques, existence d'une lettre de fusion de comptes) ont fait l'objet d'une compensation comptable au bilan.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en comptes de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les engagements par signature comptabilisés au hors bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

Lorsqu'il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer une part ou la totalité de leurs dettes ou de leurs engagements, des dépréciations pour créances douteuses ou des provisions sont dotées dans les résultats.

Conformément aux textes en vigueur, les engagements présentant des échéances impayées depuis plus de trois mois (plus de six mois en matière immobilière) sont automatiquement reclassés en encours douteux. Par ailleurs, les intérêts sur créances douteuses sont intégralement provisionnés.

Les encours de crédit, ayant fait l'objet d'un classement en encours douteux depuis moins d'un an, doivent être isolés dans une catégorie comptable spécifique.

Dès lors qu'un engagement est porteur d'un risque de crédit avéré rendant probable la non perception par Groupama Banque de tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie conformément aux dispositions contractuelles initiales, nonobstant l'existence de garantie, l'encours afférent est classé en encours douteux s'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins pour les créances sur crédits à la consommation (six mois pour les créances sur des acquéreurs de logement), ou si indépendamment de l'existence de tout impayé on peut conclure à l'existence d'un risque avéré, ou s'il existe des procédures contentieuses. Les découverts sont qualifiés d'encours douteux au plus tard à l'issue d'une période de trois mois de dépassement continu des limites portées à la connaissance de la clientèle.

Pour un débiteur donné, le classement d'un encours en créances douteuses entraîne, par *contagion*, un classement identique de l'ensemble des encours et engagements sur ce débiteur, nonobstant l'existence de garantie.

Les créances douteuses peuvent être reclassées en encours sains lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine. De même, les créances douteuses ayant fait l'objet d'une restructuration peuvent être reclassées en encours sains. Si la restructuration a été conclue à des conditions hors marché, la décote entre les nouvelles conditions et le plus bas du taux de marché ou des conditions d'origine est enregistrée en « *Coût du risque* » lors de la restructuration, puis reprise en marge d'intérêts sur la durée restant à courir de la créance.

Un *encours douteux compromis* est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Cette identification intervient au plus tard à la déchéance du terme. Un encours douteux est présumé compromis un an après la classification en encours douteux, à l'exception des créances douteuses pour lesquelles les clauses contractuelles sont respectées et de celles assorties de garanties permettant leur recouvrement. Sont également considérées comme créances douteuses compromises, les créances restructurées pour lesquelles le débiteur n'a pas respecté les échéances fixées. Le classement en encours douteux compromis entraîne par *contagion* le classement dans cette catégorie des autres encours relatifs à la contrepartie concernée.

Les encours douteux donnent lieu à la constitution de provisions pour créances douteuses ou pour risques à hauteur des pertes probables. Le calcul est basé sur l'historique des pertes constatées sur les dossiers clôturés et en prenant en compte l'effet actualisation des flux recouvrables.

La méthode utilisée consiste à répartir sur les cinq dernières années les concours accordés afin de déterminer le flux recouvrable à actualiser. Les mises en place pour chaque ligne de produits sont déduites des encaissements constatés ainsi que les pertes pour irrécouvrabilités réelles ou estimées. Le flux recouvrable ainsi déterminé est actualisé au taux d'intérêt effectif d'origine. Le stock des flux recouvrables antérieur aux cinq dernières années est réputé exigible immédiatement.

Pour l'exercice 2015, l'impact net en compte de résultat de cette actualisation est un produit de 502 milliers d'euros. Par ailleurs, les intérêts sur créances douteuses sont intégralement provisionnés. Les dotations et reprises de provisions, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties sont présentées dans la rubrique « *Coût du risque ».*

Par ailleurs, les encours de créances restructurées, reclassés dans la catégorie des crédits sains, ne font plus l'objet de provisions, conformément à ce que prévoit la réglementation.

Une dépréciation peut-être constituée afin de couvrir le risque de recouvrement des flux à encaisser subsistant suite à une restructuration.

De telles modifications de valeurs sont enregistrées dans la rubrique « *Coût du risque ».*

Les contreparties non dépréciées individuellement font l'objet d'une analyse du risque par portefeuilles homogènes. Cette analyse permet d'identifier des Groupes de contreparties qui, compte tenu d'évènements survenus depuis la mise en place des crédits, ont atteint collectivement une probabilité de défaut à maturité qui fournit une indication objective de perte de valeur sur l'ensemble du portefeuille, sans que cette perte de valeur puisse être à ce stade allouée individuellement. Compte tenu d'évènements économiques exceptionnels, des provisions collectives additionnelles peuvent être constatées au titre d'un secteur économique ou d'une zone géographique donnés.

Une provision collective sur les encours sains est déterminée par marché. Le stock de provisions au passif s'élève à 3,759 millions d'euros au 31 décembre 2015. Les méthodes utilisées sont précisées dans la Note IV bis – Annexe Risques - §3 – Risque de contrepartie. Ces provisions collectives ainsi déterminées sont enregistrées dans la rubrique *« Coût du risque »*.

## *PORTEFEUILLE TITRES*

Les titres sont classifiés en fonction de :

- Leur nature : effets publics (Bons du Trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire), actions et autres titres à revenu variable ;
- Leur portefeuille de destination : transaction, placement, investissement, participations et titres de l'activité de portefeuille, correspondant à l'objet économique de leur détention.

Pour chaque catégorie de portefeuille, ils sont soumis à des règles d'évaluation similaires qui sont les suivantes :

### Titres de transaction

Ce sont les titres négociables sur un marché liquide qui sont acquis dans une intention de revente. Ils font l'objet d'une évaluation sur la base de leur valeur de marché à la date de clôture de l'exercice. Le solde des gains et pertes latents ainsi constaté, de même que le solde des gains et pertes réalisés sur cession des titres est porté au compte de résultat, sous la rubrique : *« Gains sur opérations de portefeuille de négociation ».*

### Titres de placement

Ce sont les titres qui sont acquis dans une intention ni de transaction, ni d'investissement.

### Titres d'investissement

Il s'agit de titres à revenu fixe que la Banque a l'intention de détenir de façon durable jusqu'à l'échéance.

Les dotations et reprises de provisions pour risque de contrepartie ainsi que les plus ou moins-values de cession de titres d'investissement sont enregistrées sous la rubrique : *« Gains et pertes sur actifs immobilisés ».*

### Actions et autres titres à revenu variable

Les actions sont inscrites au bilan à leur coût d'achat hors frais d'acquisition ou à leur valeur d'apport. À la clôture de l'exercice, ils sont évalués par rapport à leur valeur probable de négociation. Dans le cas des titres cotés, celle-ci est déterminée en fonction du cours de bourse le plus récent. Aucune compensation n'est opérée entre les plus et moins-values latentes ainsi constatées, et seules les moins-values latentes sont comptabilisées par l'inscription d'une dépréciation du portefeuille titres. Les revenus de dividendes attachés aux actions de placement sont portés au compte de résultat sous la rubrique : *« Revenus des titres à revenu variable ».*

Les dotations et reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession des titres de placement sont enregistrées sous la rubrique : « *Gains sur opérations du portefeuille de placement ».*

**Obligations et autres titres à revenu fixe**

Ces titres sont inscrits au bilan à leur prix d'acquisition hors frais d'acquisition et concernant les obligations, hors intérêts courus non échus à la date d'acquisition.

Les différences entre les prix d'acquisition et les valeurs de remboursement (primes si elles sont positives, décotes si elles sont négatives) sont enregistrées au compte de résultat sur la durée de vie des titres concernés. Les intérêts courus à percevoir attachés aux obligations et autres titres à revenu fixe de placement sont portés dans un compte de créances rattachées en contrepartie de la rubrique : « *Produits d'intérêts relatifs aux obligations et autres titres à revenu fixe du compte de résultats ».*

**Titres de participation, de filiales et autres titres immobilisés**

Il s'agit :

- d'une part, des titres représentant au moins 10% du capital d'une entreprise et dont la possession durable est estimée utile à l'activité de la banque notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice des titres ou d'en assurer le contrôle ;
- d'autre part, des titres détenus sur une longue période dans la seule intention d'en retirer à plus ou moins longue échéance une rentabilité satisfaisante, sans intervention dans la gestion de la société émettrice.

Les titres de participation sont comptabilisés à leur coût d'achat hors frais d'acquisition. Les revenus de dividendes attachés à ces titres sont portés au compte de résultat sous la rubrique : « *Revenus des titres à revenu variable* ».

Les titres de participation sont évalués en fonction de leur valeur d'usage par référence à différents critères tels que l'actif net, le cours de bourse, la capitalisation de résultats. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées et les moins-values latentes donnent lieu à la constitution d'une dépréciation du portefeuille titres. Les dotations et reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession de ces titres sont comptabilisées sous la rubrique : *« Gains et pertes sur actifs immobilisés ».*

En cas de capitaux propres négatifs, un complément de provision est comptabilisé en provision pour risques et charges.

La Banque n'a aucune exposition envers des structures non régulées.

**Test de dépréciation des titres de participation**

Les sociétés contrôlées font l'objet d'une campagne annuelle de valorisation dans le trimestre précédent l'arrêté des comptes annuels.

Les sociétés ayant un historique de distribution de dividendes avec un maintien ou une progression de leurs capitaux propres sont réputées sans besoin de provisionnement. Ce principe peut être remis en cause par la connaissance d'événements remettant en cause cette perspective.

Groupama Épargne Salariale a été acquise en 2010. Une valorisation de la société a été faite sur la base du dernier plan d'affaires disponible.

Une dépréciation de 4 millions d'euros sur la valeur d'inventaire de Groupama Épargne Salariale a été constituée en 2013 pour tenir compte d'un développement de l'activité de cette filiale qui a été moins favorable qu'escompté. Cette provision a été complétée de 800 milliers d'euros au 31 décembre 2015.

**Immobilisations**

Les immobilisations sont inscrites à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition. D'une manière générale, les amortissements sont calculés sur la durée d'usage estimée des immobilisations selon la méthode linéaire ou dégressive :

- Agencements ..... 5 ans à 9 ans selon la localisation
- Mobilier de bureau ..... 10 ans
- Matériel de bureau, véhicules .... 4 ans
- Logiciels acquis ..... 12 mois à 10 ans

Ces règles sont effectuées en application du règlement 2014-07 du 26 novembre 2014.

**Dettes envers les établissements de crédit et comptes créditeurs de la clientèle**

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements de crédit ; comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts pour la clientèle. Ces dettes intègrent les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs, effectuées avec ces agents économiques.

Les intérêts courus sur ces dettes sont portés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

**Dettes représentées par un titre**

Les dettes représentées par un titre sont ventilées par support : bons de caisse, titres du marché interbancaire et titres de créances négociables, titres obligataires et assimilés, à l'exclusion des titres subordonnés classés parmi les dettes subordonnées.

Les intérêts courus à verser attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat. Les primes d'émission ou de remboursement des emprunts obligataires sont amorties de manière linéaire ou financière sur la durée de vie des emprunts concernés. La charge correspondante est inscrite en charges d'intérêts sous la rubrique : *« Emprunts obligataires et autres titres à revenu fixe »* du compte de résultat.

## Dettes subordonnées

Cette rubrique regroupe les dettes matérialisées ou non par des titres, à terme ou à durée indéterminée, dont le remboursement en cas de liquidation du débiteur n'est possible qu'après désintéressement des autres créanciers.

Le cas échéant, les intérêts courus à verser attachés aux dettes subordonnées sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

## Composition du capital social

Le capital social de la Groupama Banque est de 120 825 712 euros, composé de 7 551 607 actions qui se répartissent comme suit :

Groupama SA ..... 6 343 402 actions soit 84,001%

Groupama Gan Vie ..... 1 208 200 actions soit 15,999%

Actions de gestion ..... 5 actions

## Provisions pour risques et charges

En application du règlement n°2014-07 du 26 novembre 2014, les provisions pour risques et charges sont définies comme des passifs dont l'échéance ou le montant ne sont pas fixés de façon précise (litiges, …).

Les provisions comprennent :

- Les provisions concernant des engagements par signature, et pour risques divers et litiges ;
- Les provisions collectives sectorielles notamment sur les rentes viagères.

La Banque n'a pas de risque sur les pays émergents.

La Banque n'a pas constitué de provision pour grosse réparation, n'ayant pas identifié d'élément le justifiant.

Conformément au règlement n°2014-07 du 26 novembre 2014 (relatif à la comptabilisation des comptes et plans d'épargne logement), les comptes et plans d'épargne logement comportent différentes composantes qui génèrent des droits et des engagements pour leurs titulaires, et symétriquement, pour les établissements de crédit. Pour les établissements de crédit, ces engagements génèrent des conséquences de deux natures qu'il convient de provisionner :

1. Rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée ;
2. Prêter au client à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat.

L'impact sur le compte de résultat n'est pas significatif.

## Opérations en devises

Les profits et pertes de change résultant des opérations courantes conclues en devises étrangères sont comptabilisés dans le compte de résultat. Conformément au règlement n°2014-07 du 26 novembre 2014, les positions de change au comptant et les opérations

à terme sont évaluées mensuellement selon les cours de change officiels au comptant de fin de période. Les différences de réévaluation ainsi dégagées sont enregistrées régulièrement dans le compte de résultat.

Par ailleurs, les reports et déports, liés aux opérations de change à terme couvertes au sens de l'article 9 du présent règlement, sont parallèlement rapportés au compte de résultat sur la période restant à courir jusqu'à l'échéance de ces opérations.

**Opérations sur les instruments financiers à terme**

Les opérations de couverture et de marché portant sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions règlement n°2014-07 du 26 novembre 2014. Ainsi, les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits dans les comptes hors bilan pour la valeur nominale des contrats (cf. notes n°17 et 18). Ce montant représente le volume des opérations en cours, il ne reflète ni le risque de marché, ni le risque de contrepartie qui leur sont associés.

Plusieurs cas sont à distinguer en ce qui concerne la comptabilisation des résultats afférant à ces instruments :

- **Opérations de couverture**

  Les charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme utilisés à titre de couverture, affectés dès l'origine à un élément ou à un ensemble homogène d'éléments identifiés, sont constatés dans les résultats de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges sur les éléments couverts. S'ils concernent des instruments de taux d'intérêt, ils sont comptabilisés sous la même rubrique que les produits et charges sur les éléments couverts, en produits nets d'intérêts. S'ils concernent des instruments autres que de taux (instruments sur actions, indices boursiers, de change, etc.), ils sont comptabilisés en résultat net sur opérations financières.

- **Opérations de marché**

  Les opérations de marché incluent d'une part des instruments négociés sur un marché organisé ou assimilé, d'autre part, des instruments qui, bien que négociés de gré à gré sur des marchés moins liquides, sont inclus dans des portefeuilles de transaction. Ces opérations sont évaluées par référence à leur valeur de marché à la date de clôture, éventuellement corrigée d'une décote prudentielle. Les gains ou pertes correspondants sont directement portés dans les résultats de l'exercice, qu'ils soient latents ou réalisés. Ils sont inscrits au compte de résultat en « Résultat net sur opérations financières », dans les rubriques : « Résultat net des opérations sur titres de transaction et sur instruments financiers à terme » ou « Résultat net des opérations de change et sur instruments financiers assimilés ».

  Les pertes ou profits relatifs à certains contrats constituant des positions ouvertes isolées sont enregistrés dans les résultats au dénouement des contrats ou prorata temporis, selon la nature de l'instrument. En fin d'exercice, les pertes latentes éventuelles font l'objet d'une provision pour risques.

**Engagements en matière de retraites**

Les engagements en matière d'indemnités de départ à la retraite sont provisionnés à la clôture de l'exercice. Ces engagements sont évalués sur la base des droits acquis pour l'ensemble du personnel en activité en fonction du taux de rotation du personnel, des

salaires futurs actualisés et des charges sociales. Le calcul des engagements a été effectué par une société externe sur la base des données individuelles. Celui-ci prend en compte les modifications réglementaires intervenues durant l'exercice 2015. Leur impact n'a pu être mesuré et donc n'a pu être étalé sur la durée résiduelle moyenne d'activité des salariés bénéficiaires des engagements conformément à l'avis n°2004-04 du Comité d'urgence du Conseil National de la Comptabilité du 21 janvier 2004.

Les engagements en matière de médaille du travail sont provisionnés à la clôture de l'exercice.

## Engagements de hors-bilan

Dans le cadre d'un contrat de mutualisation de trésorerie entre 6 sociétés du Groupe Groupama, Groupama Banque a comptabilisé dans son hors bilan un engagement de découvert de 320 millions d'euros.

Cet engagement est interne à la gestion du pool de trésorerie. Celui-ci doit contractuellement présenter à tout instant un solde positif. L'apparition d'un éventuel découvert entraîne le blocage des flux jusqu'à retour à la normale. La comptabilisation de cet engagement a été effectuée à la demande de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, afin de le prendre en compte dans le calcul de la liquidité.

En date du 28 septembre 2015, Groupama Banque (la Banque) a accordé à la Société BNP Paribas Securities Services (le dépositaire) une garantie irrévocable portant sur les titres qu'elle (la Banque) a déposée dans les livres du bénéficiaire (le dépositaire) au titre de ses propres positions (le compte propre). Le dépositaire peut, en cas de défaut d'un des clients de la Banque dans les opérations de règlements/livraisons, disposer de ces actifs librement pour couvrir le défaut et à concurrence du montant en jeu.

## Exposition aux dettes des pays à risque

La Banque n'a pas d'engagement sur des pays hors de la zone euros.

Il est à noter un crédit MLT de 11,413 millions d'euros sur la Grèce.

## Évaluation de certains postes du compte de résultat

- **Commissions**

Elles sont comptabilisées au moment de leur encaissement ou de leur paiement avec une répartition prorata-temporis pour les commissions proportionnelles à des durées.

Les commissions sur courtage sont enregistrées en fonction de la date d'opération et non de la date de dénouement.

- **Frais de personnel**

La rubrique Frais de personnel comprend l'ensemble des dépenses liées au personnel ; elle intègre notamment le montant de l'intéressement des salariés se rattachant à l'exercice.

Les engagements en matière de compte épargne temps ont été enregistrés pour un montant de 1,4 million d'euros charges sociales incluses.

Groupama Banque bénéficie du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi calculé conformément à l'article 244 quater C du CGI au taux de 6%. Pour l'exercice 2015, le CICE s'élève à 596 milliers d'euros.

L'usage de ce crédit d'impôt a notamment permis le financement :

- D'actions d'amélioration de la compétitivité de l'entreprise au travers d'investissements portant sur des actions de prospection commerciale, d'amélioration de la satisfaction client ainsi que de renforcement de l'analyse technique et des procédures de gestion ;
- Des développements informatiques et de processus liés à l'utilisation des nouvelles technologies ;
- De formation des collaborateurs ;
- D'actions liées au développement durable.

- **Impôts sur les bénéfices**

La Banque est depuis le 1er janvier 2002, membre du Groupe d'intégration fiscale dont la société mère est Groupama SA.

Une Convention d'intégration fiscale en date du 7 novembre 2006 et son avenant en date du 19 décembre 2008 fixent les modalités et le périmètre fiscal.

- Nature et le contenu spécifique de la rubrique « *Impôts sur les bénéfices* »

À la clôture de l'exercice, la rubrique « *Impôts sur les bénéfices* » se décompose comme suit :

Compte – « Impôts sur les sociétés – Produits » : 301 milliers d'euros

- Modalités de répartition de l'impôt sur les sociétés assis sur le résultat

Les charges d'impôt sont supportées par les sociétés intégrées comme en l'absence d'intégration fiscale. Les crédits d'impôts (apprentissage, famille, mécénat, PTZ) sont remboursés par la société mère.

Les économies d'impôt réalisées par le Groupe liées aux déficits sont conservées chez la société mère et sont considérées comme un gain immédiat de l'exercice et non comme une simple économie de trésorerie.

- **Dépenses environnementales**

La Banque, compte tenu de ses activités, n'a pas à constater de charges, passifs ou actifs environnementaux.

- **Rémunérations allouées aux membres du Comité de direction**

La rémunération allouée au titre de l'exercice à raison de leur fonction s'élève à 1 206 286,20 euros nette de toutes cotisations ou retenues. Le Comité de direction est composé au 31 décembre 2015 de 10 membres.

- **Effectif**

| ***Effectif moyen (CDD+CDI+ALD)*** | **31/12/2015** | **31/12/2014** |
|---|---|---|
| Employés | 295 | 298 |
| Cadres | 305 | 300 |
| **Total** | **600** | **598** |

- **Informations sur le montant des honoraires des commissaires aux comptes**

Le montant total des honoraires des Commissaires aux Comptes figurant au compte de résultat s'élèvent à 368 393 euros, dont 299 000 euros au titre du contrôle légal des comptes et 69 493 euros au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes.

## Note n°2 : Créances sur les établissements de crédit

| (en milliers d'euros) | 31 décembre 2015 | | | | | 31 décembre 2014 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | < 1mois | > 5ans | Total en principal | Créances rattachées | Total | |
| Comptes et prêts | 174 871 | 102 135 | 277 006 | - | 277 006 | 407 802 |
| *>A vue* | *174 871* | | *174 871* | | *174 871* | 217 119 |
| *>A terme* | | *102 135* | *102 135* | - | *102 135* | 190 683 |
| Valeurs reçues en pension | - | | - | - | - | - |
| Titres reçus en pension livrée | - | | - | - | - | - |
| Prêts subordonnés | - | 2 682 | 2 682 | 2 | 2 684 | 2 689 |
| **Sous total** | **174 871** | **104 817** | **279 688** | **2** | **279 690** | **410 491** |
| Provisions | | | - | | - | - |
| **VALEURS NETTES** | **174 871** | **104 817** | **279 688** | **2** | **279 690** | **410 491** |

# Note n° 3-1 : Opérations avec la clientèle : Analyse par durée résiduelle

| (en milliers d'euros) | 31 décembre 2015 | | | | | | | | | | 31 décembre 2014 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | < 1mois | > 1 < 3mois | > 3 <6mois | > 6mois < 1an | 1an > 2ans | 2ans > 5ans | > 5ans | Total en principal | Créances rattachées | Total | |
| Créances commerciales | | | | | | | | | | - | - |
| Autres concours à la clientèle | 125 356 | 66 161 | 117 478 | 192 892 | 343 532 | 565 594 | 530 052 | 1 941 065 | 4 507 | 1 945 572 | 1 590 004 |
| Titres reçus en pension livrée | | | | | | | | | - | - | - |
| Comptes ordinaires débiteurs | 71 169 | | | | | | | 71 169 | 250 | 71 419 | 87 228 |
| Créances douteuses | 44 129 | | | | | | | 44 129 | - | 44 129 | 39 327 |
| *Douteux* | *18 402* | | | | | | | 18 402 | - | 18 402 | 18 402 |
| *Douteux compromis* | *25 727* | | | | | | | 25 727 | - | 25 727 | 20 925 |
| **SOUS TOTAL** | **240 654** | **66 161** | **117 478** | **192 892** | **343 532** | **565 594** | **530 052** | **2 056 363** | **4 757** | **2 061 119** | **1 716 559** |
| Provisions | | | | | | | 26 735 | 26 735 | | 26 735 | 24 721 |
| **VALEURS NETTES AU BILAN** | **240 654** | **66 161** | **117 478** | **192 892** | **343 532** | **565 594** | **503 317** | **2 029 628** | **4 757** | **2 034 384** | **1 691 838** |

## Note n° 3-2 : Ventilation des créances de la clientèle par nature

| (en milliers d'euros) | 31 décembre 2015 | | | | | 31 décembre 2014 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Créances Brutes | Créances Rattachées | TOTAL | | | |
| | | | Brut | Dépréciations | Net | Net |
| Créances commerciales | - | - | - | - | - | - |
| Crédits de trésorerie | 1 071 081 | 1 622 | 1 072 703 | - | 1 072 703 | 859 346 |
| Crédits à l'équipement | 203 540 | 680 | 204 219 | - | 204 219 | 180 220 |
| Crédits à l'habitat | 603 572 | 1 154 | 604 726 | - | 604 726 | 535 532 |
| Prêts de la clientèle financière | 62 872 | 1 051 | 63 923 | - | 63 923 | 14 907 |
| Valeurs non imputées | 1 445 | - | 1 445 | - | 1 445 | 2 314 |
| Comptes ordinaires de la clientèle | 69 724 | 250 | 69 974 | - | 69 974 | 84 915 |
| Créances douteuses | 44 129 | - | 44 129 | - 26 735 | 17 394 | 14 605 |
| *Douteux* | *18 402* | - | 18 402 | - 11 027 | 7 375 | 7 181 |
| *Douteux compromis* | *25 727* | - | 25 727 | - 15 708 | 10 019 | 7 424 |
| **TOTAL CRÉANCES** | **2 056 362** | **4 757** | **2 061 119** | **-26 735** | **2 034 384** | **1 691 839** |

# Note n°4-1 : Titres de transaction, de placement et d'investissement

| (en milliers d'euros) | Transaction | Placement | Investissement | 31 décembre 2015 | 31 décembre 2014 |
|---|---|---|---|---|---|
| **EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES** | **23 507** | **1 099** | **735 733** | **760 339** | **808 646** |
| Titres Cotés | | | 720 590 | 720 590 | 725 754 |
| Titres non Cotés | 23 507 | 1 099 | 15 143 | 39 749 | 82 892 |
| **Créances rattachées** | | **6** | **6 055** | **6 061** | **6 108** |
| Dépréciations | | - | - | - | - |
| **VALEURS NETTES AU BILAN** | **23 507** | **1 105** | **741 788** | **766 400** | **814 754** |
| **OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE** | **275 602** | **665 206** | **101 745** | **1 042 553** | **611 173** |
| Titres Cotés | 275 602 | 506 150 | 61 748 | 843 500 | 454 173 |
| titres non Cotés | | 159 056 | 39 997 | 199 053 | 157 000 |
| **Créances rattachées** | | **3 809** | **1 002** | **4 811** | **5 392** |
| **Dépréciations** | | **- 894** | **- 0** | **- 894** | **104** |
| **VALEURS NETTES AU BILAN** | **275 602** | **668 121** | **102 747** | **1 046 470** | **616 461** |
| **ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE** | | **35** | | **35** | **41** |
| OPCVM | | 35 | - | 35 | 41 |
| Dépréciations | | - | | - | - |
| **VALEURS NETTES AU BILAN** | **-** | **35** | **-** | **35** | **41** |
| **TOTAL VALEURS NETTES** | **299 109** | **669 261** | **844 534** | **1 812 905** | **1 431 256** |
| **VALEURS ESTIMATIVES** | **299 109** | **672 148** | **906 663** | **1 877 920** | **1 496 537** |

# Note n°4-2 : Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe

| (en milliers d'euros) | Analyse par durée résiduelle | | | | | | | | | | 31 décembre 2014 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | <1 mois | 1 mois - 3 mois | 3 mois- 6 mois | 6 mois- 1 an | 1 an - 2 ans | 2 ans - 5 ans | + 5 ans | **Sous-total 31 décembre 2015** | Créances rattachées | **Total 31 décembre 2015** | |
| Obligations et titres à revenu fixe | 107 341 | 126 975 | 178 595 | 124 054 | 152 680 | 277 286 | 100 228 | **1 067 159** | 4 811 | **1 071 970** | 616 566 |
| Effets publics et valeurs assimilées | - | - | 24 393 | 15 143 | 15 872 | 174 563 | 505 763 | **735 733** | 6 061 | **741 794** | 814 754 |
| **TOTAL** | **107 341** | **126 975** | **202 987** | **139 197** | **168 552** | **451 849** | **605 991** | **1 802 892** | **10 872** | **1 813 764** | **1 431 320** |
| Dépréciations Effets Privés | | | | | | | | **-** | | **-** | - |
| Dépréciations Effets Publics | | | - 580 | - 115 | - 199 | | | **- 894** | | **- 894** | 104 |
| **VALEURS NETTES AU BILAN** | **107 341** | **126 975** | **202 407** | **139 082** | **168 353** | **451 849** | **605 991** | **1 801 998** | **10 872** | **1 812 870** | **1 431 216** |

## Note n°5-1 : Valeur estimative des titres de participation, parts dans les entreprises liées, autres immobilisations financières

| (en milliers d'euros) | 31 décembre 2015 | | 31 décembre 2014 | |
|---|---|---|---|---|
| | Valeur au bilan | Valeur estimative | Valeur au bilan | Valeur estimative |
| **TITRES DE PARTICIPATION** | | | | |
| Valeur brute | 0 | 0 | 1 | 1 |
| Provisions | - | - | 1 | 1 |
| **VALEURS NETTES DES TITRES DE PARTICIPATION** | **-** | **-** | **-** | **-** |
| **PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES** | | | | |
| Valeur brute | 130 497 | 130 497 | 130 497 | 130 497 |
| Provisions | - 4 800 | - 4 800 | - 4 000 | - 4 000 |
| **VALEURS NETTES PARTS DANS LES ENTREPRISES LIÉES** | **125 697** | **125 697** | **126 497** | **126 497** |
| **AUTRES TITRES A LONG TERME** | | | | |
| Valeur brute | 77 | **77** | 77 | **77** |
| Provisions | - | **-** | - | **-** |
| **VALEURS NETTES TITRES A LONG TERME** | **77** | **77** | **77** | **77** |
| **TOTAL** | **125 774** | **125 774** | **126 574** | **126 754** |

*le taux d'actualisation retenu pour le test de dépréciation correspond au taux d'actualisation déterminé au sein de Groupama SA, soit une valorisation qui correspond à la valeur la plus probable de réalisation*

## Note n°5-2 : Table de sensibilité de la valeur des titres GES au CoE et au LTG

| | | Taux d'actualisation | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 8,0% | 8,5% | 9,0% | 9,5% | 10,0% |
| **LTG** | 1,0% | 14,4 | 13,6 | 12,9 | 12,3 | 11,7 |
| | 1,5% | 15,0 | 14,1 | 13,3 | 12,7 | 12,1 |
| | 2,0% | 15,7 | 14,7 | 13,9 | 13,1 | 12,4 |

## Note n°6 : Immobilisations corporelles et incorporelles

| (en milliers d'euros) | 31 décembre 2015 | | | 31 décembre 2014 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Valeurs brutes | Amortissements et Provisions | Valeurs nettes | Valeurs brutes | Amortissements et Provisions | Valeurs nettes |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 10 866 | 9 206 | 1 660 | 10 851 | 8 657 | 2 195 |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 52 141 | 36 557 | 15 584 | 52 023 | 35 945 | 16 078 |
| **VALEURS AU BILAN** | **63 007** | **45 764** | **17 244** | **62 874** | **44 602** | **18 273** |

## Note n°7 : Variation de l'actif immobilisé

| (en milliers d'euros) | 31 décembre 2014 | 31 décembre 2015 | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Augmentation (acquisit.& dotations) | Diminution (Cession & reprises) | Autres mouvements | Total |
| **TITRES DE PARTICIPATIONS ET PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES** | **126 497** | **- 800** | **-** | **-** | **125 697** |
| Valeur brute | 130 499 | - | | | 130 499 |
| Provisions | - 4 002 | - 800 | | | - 4 802 |
| **TITRES DE L'ACTIVITE DE PORTEFEUILLE** | **77** | **-** | | | **77** |
| Valeur brute | 77 | - | | | 77 |
| **VALEURS NETTES AU BILAN DES TITRES ET AVANCES** | **126 574** | **- 800** | **-** | **-** | **125 774** |
| Immobilisations incorporelles | 52 023 | 133 | - 15 | | 52 141 |
| Amortissement des immobilisations incorporelles | - 35 945 | - 612 | | | - 36 557 |
| Immobilisations corporelles | 10 851 | 15 | | | 10 866 |
| Amortissements des immobilisations corporelles | - 8 657 | - 549 | | | - 9 206 |
| **VALEURS NETTES DES IMMOBILISATIONS** | **18 272** | **- 1 013** | **- 15** | **-** | **17 244** |
| **TOTAL EN VALEURS NETTES AU BILAN** | **144 846** | **- 1 813** | **- 15** | **-** | **143 018** |

## Note n°8 : Autres actifs et comptes de régularisation

| (en milliers d'euros) | 31 décembre 2015 | 31 décembre 2014 |
|---|---|---|
| **AUTRES ACTIFS** | **93 081** | **106 708** |
| Débiteurs divers | 8 102 | 15 542 |
| Comptes de règlement | 61 | 361 |
| Dépôts de garantie versés | 84 918 | 90 804 |
| Capital souscrit non versé | - | - |
| **COMPTES DE REGULARISATION** | **13 636** | **11 234** |
| Impôts différés | - | - |
| Comptes d'encaissement et de transfert | 165 | 338 |
| Comptes d'ajustement et comptes d'écarts | 1 317 | - |
| Produits à recevoir | 7 669 | 8 456 |
| Charges constatées d'avance | 304 | 167 |
| Autres comptes de régularisation | 4 180 | 2 273 |
| **VALEURS NETTES AU BILAN** | **106 717** | **117 942** |

## Note n°9 : Dépréciations de l'actif

| (en milliers d'euros) | 31 décembre 2014 | 31 décembre 2015 | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Dotations | Reprises et utilisations | Autres mouvements | Total |
| Sur créances clientèle | 24 721 | 18 316 | 16 302 | | 26 735 |
| Sur titres immobilisés | 1 | - | | | 1 |
| Sur autres actifs | 234 | - | 40 | | 194 |
| **TOTAL** | **24 956** | **18 316** | **16 342** | **-** | **26 930** |

## Note n°10 : Dettes envers les établissements de crédit

| (en milliers d'euros) | 31 décembre 2015 | | | | | | 31 décembre 2014 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | < 1mois | 2ans > 5ans | > 5ans | Total en principal | Dettes rattachées | Total | |
| **Compte et emprunts** | **26 255** | **605 790** | **19 018** | **651 063** | **329** | **651 392** | **215 306** |
| A vue | 26 255 | | | 26 255 | - 0 | 26 255 | 16 577 |
| A terme | - | 605 790 | 19 018 | 624 808 | 329 | 625 137 | 198 729 |
| **VALEURS AU BILAN** | **26 255** | **605 790** | **19 018** | **651 063** | **329** | **651 392** | **215 306** |

## Note n°11 : Comptes créditeurs de la clientèle

| (en milliers d'euros) | 31 décembre 2015 | | | | 31 décembre 2014 |
|---|---|---|---|---|---|
| | < 1mois | Total en principal | Dettes rattachées | Total | |
| Comptes ordinaires créditeurs | 2 392 644 | 2 392 644 | 649 | 2 393 293 | 2 245 334 |
| Comptes et emprunts à terme | - | - | - | - | - |
| Comptes d'épargne à régime spécial | 648 334 | 648 334 | | 648 334 | 606 925 |
| Autres dettes envers la clientèle | 53 358 | 53 358 | | 53 358 | 14 438 |
| Titres donnés en pension livrée | 52 743 | 52 743 | - | 52 743 | 51 125 |
| **TOTAL** | **3 147 077** | **3 147 077** | **649** | **3 147 726** | **2 917 822** |

## Note n°12 : Dettes représentées par un titre

| (en milliers d'euros) | 31 décembre 2015 | | | | | | | | | | 31 décembre 2014 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | < 1mois | > 1 < 3mois | > 3 < 6mois | > 6mois < 1an | 1an > 2ans | 2ans > 5ans | > 5ans | Total en principal | Dettes rattachées | Total | |
| **Titres de créance négociable** | **3 950** | **11 000** | **2 150** | **9 250** | **5 600** | **50 550** | **-** | **82 500** | **3 234** | **85 734** | **135 845** |
| dans la zone Euro | 3 950 | 11 000 | 2 150 | 9 250 | 5 600 | 50 550 | 0 | 82 500 | 3 234 | 85 734 | 135 845 |
| **VALEURS AU BILAN** | **3 950** | **11 000** | **2 150** | **9 250** | **5 600** | **50 550** | **-** | **82 500** | **3 234** | **85 734** | **135 845** |

## Note n°13 : Autres passifs et comptes de régularisation

| (en milliers d'euros) | 31 décembre 2015 | 31 décembre 2014 |
|---|---|---|
| **AUTRES PASSIFS** | **19 953** | **17 073** |
| Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres | 14 772 | 9 810 |
| Dépôts de garantie reçus | 532 | 2 495 |
| Créditeurs divers | 4 649 | 4 768 |
| **COMPTES DE REGULARISATION** | **95 651** | **105 021** |
| Comptes d'ajustement et d'écarts | 5 | 150 |
| Produits constatés d'avance | 46 509 | 50 919 |
| Charges à payer | 41 031 | 43 717 |
| Autres comptes de régularisation | 8 106 | 10 235 |
| **VALEURS NETTES AU BILAN** | **115 604** | **122 094** |

## Note n°14 : Provisions

| (en milliers d'euros) | 31 décembre 2015 | | | | 31 décembre 2014 |
|---|---|---|---|---|---|
| | Dotations | Reprise et utilisation | Autres mouvements | Total | |
| Risque d'exécution des engagements | | | | 8 568 | 8 568 |
| Retraites et assimilées | 18 | | | 2 298 | 2 280 |
| Immobilisations financières | - | | | - | - |
| Autres risques et charges | 1 893 | 1 388 | | 3 917 | 3 412 |
| *dont Médaille du travail* | *68* | - | | 2 192 | *2 124* |
| Charges exceptionnelles | | | | 1 402 | 1 402 |
| **VALEURS AU BILAN** | **1 911** | **1 388** | **-** | **16 185** | **15 662** |

## Note n°15 : Dettes subordonnées - Analyse par durée résiduelle

| (en milliers d'euros) | 31 décembre 2015 | | | 31 décembre 2014 |
|---|---|---|---|---|
| | > 1 < 3mois | > 5ans | Total | |
| DETTES SUBORDONNEES A DUREE INDETERMINEE | | 27 441 | 27 441 | **27 441** |
| **TOTAL ZONE EURO** | | **27 441** | **27 441** | **27 441** |
| Dettes rattachées | 1 | | 1 | 1 |
| **VALEURS AU BILAN** | | **27 441** | **27 442** | **27 442** |

## Note n°16 : Évolution des capitaux propres

| (en milliers d'euros) | 31 décembre 2014 | Affectation du résultat N-1 | Augmentation du capital | Autres mouvements | Distribution Versée | Résultat au 31/12/2015 | 31 décembre 2015 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Capital libéré | 120 826 | | | | | | 120 826 |
| Primes d'émission | 171 411 | | | | | | 171 411 |
| Réserves | 22 645 | 185 | | | | | 22 830 |
| *Dont Réserve légale* | *9 648* | *185* | | | | | *9 833* |
| *Dont Réserves de plus-value à long terme* | - | | | | | | - |
| Report à nouveau bénéficiaire | 61 344 | 41 | | | | | 61 385 |
| Résultat en instance d'affectation | 3 699 | - 226 | | | - 3 473 | 5 035 | 5 035 |
| **TOTAL** | **379 925** | **-** | **-** | **-** | **- 3 473** | **5 035** | **381 487** |

## Note n° 17 : Opérations de change et emprunts en devises

| (en milliers d'euros) | 31 décembre 2015 | | 31 décembre 2014 | |
|---|---|---|---|---|
| | A recevoir | A livrer | A recevoir | A livrer |
| **OPERATIONS DE CHANGE AU COMPTANT** | **38** | **39** | **370** | **369** |
| Euros achetés non reçus | 19 | | 342 | |
| Devises achetées non recues | 19 | | 28 | |
| Euros vendus non livrés | | 19 | | 28 |
| Devises vendues non livrées | | 20 | | 341 |
| **PRETS ET EMPRUNTS DE DEVISES** | **-** | **-** | **-** | **-** |
| Devises prêtées non livrées | - | - | - | - |
| Devises empruntées non livrées | - | - | - | - |
| **OPERATION DE CHANGE A TERME** | **77 435** | **80 373** | **11 327** | **15 906** |
| Devises hors Euroland | 67 739 | 13 206 | 726 | 15 906 |
| Devises Euroland | 9 695 | 67 167 | 10 600 | - |
| **REPORT/ DEPORT** | **12** | **4 406** | **-** | **4 331** |
| **TOTAL** | **77 485** | **84 818** | **11 696** | **20 606** |

## Note n°18 : Opérations sur instruments financiers à terme

| (en milliers d'euros) | 31 décembre 2015 | | | | 31 décembre 2014 |
|---|---|---|---|---|---|
| | Spéculation | Opérations de couverture | Autres opérations | Total | |
| **SWAPS de taux d'intérêts - Marché de gré à gré** | **-** | **493 169** | **-** | **493 169** | **525 669** |
| *- Euros* | - | 493 169 | - | 493 169 | *525 669* |
| *- Devises* | - | - | - | **-** | - |
| ***FUTURS de taux - Marché organisé*** | ***371 800*** | **-** | **-** | ***371 800*** | **1 675 000** |
| *- Achat de contrats BUND,BOBL,SCHATZ,Euribor* | - | - | - | - | |
| *- Vente de contrats BUND,BOBL,SCHATZ,Euribor* | 371 800 | - | - | *371 800* | *1 675 000* |
| **TOTAL** | **371 800** | **493 169** | **-** | **864 969** | **2 200 669** |

## Note n°18 bis : Durée restant à courir - Instruments financiers à terme de couverture

| SWAPS de taux d'intérêts - Marché de gré à gré - (en milliers d'euros) | 31 décembre 2015 | | | | | 31 décembre 2014 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 3 - 6 mois | 6 mois - 1 an | 2 ans - 5 ans | > 5 ans | **Total en principal** | **Total en principal** |
| Opérations de couverture | 3 854 | 5 000 | 162 035 | 322 280 | **493 169** | **525 669** |

## Note n°19 : Intérêts et produits assimilés

| (en milliers d'euros) | 31 décembre 2015 | 31 décembre 2014 |
|---|---|---|
| Opérations avec les établissements de crédit | 1 481 | 2 818 |
| Opérations avec la clientèle | 61 080 | 61 988 |
| Opérations sur obligations et autres titres à revenu fixe | 28 862 | 31 435 |
| Autres intérêts et produits assimilés | 23 | 34 |
| **TOTAL** | **91 446** | **96 275** |

## Note n°20 : Intérêts et charges assimilés

| (en milliers d'euros) | 31 décembre 2015 | 31 décembre 2014 |
|---|---|---|
| Opérations avec les établissements de crédit | 878 | 1 463 |
| Opérations avec la clientèle | 33 706 | 30 025 |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | 14 697 | 14 727 |
| Charges sur dettes subordonnées | 267 | 328 |
| Autres intérêts et charges assimilées | - | - |
| **TOTAL** | **49 548** | **46 543** |

## Note n°21 : Revenus des titres à revenu variable

| (en milliers d'euros) | 31 décembre 2015 | 31 décembre 2014 |
|---|---|---|
| Titres de participations et parts dans les entreprises liées | 24 027 | 14 495 |
| **TOTAL** | **24 027** | **14 495** |

## Note n°22 : Produits nets des commissions

| (en milliers d'euros) | 31 décembre 2015 | | | 31 décembre 2014 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Produits | Charges | Net | Produits | Charges | Net |
| Sur opérations avec les établissements de crédit | 3 | 101 | - 98 | 1 | 84 | - 83 |
| Sur opérations avec la clientèle | 8 259 | 40 | 8 219 | 6 878 | 32 | 6 846 |
| Sur opérations sur titres | 2 023 | 5 536 | - 3 513 | 3 189 | 6 803 | - 3 615 |
| Sur opérations de change | 139 | - | 139 | 159 | - | 159 |
| Sur opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations hors bilan | 149 | 239 | - 90 | 244 | 9 | 235 |
| Prestations de services (cf note n° 23) | 54 690 | 4 042 | 50 648 | 55 094 | 3 508 | 51 586 |
| **TOTAL** | **65 263** | **9 958** | **55 304** | **65 564** | **10 436** | **55 128** |

## Note n°23 : Prestations de services bancaires et financiers

| (en milliers d'euros) | 31 décembre 2015 | 31 décembre 2014 |
|---|---|---|
| Produits nets de gestion d'OPCVM et de titres pour le compte de la clientèle | 21 839 | 22 088 |
| Produits nets sur moyens de paiement | 26 558 | 27 491 |
| Autres produits (charges) nets de services financiers | 2 251 | 2 007 |
| **TOTAL** | **50 648** | **51 586** |

## Note n°24 : Résultat sur opérations du portefeuille de négociation

| (en milliers d'euros) | 31 décembre 2015 | 31 décembre 2014 |
|---|---|---|
| Opérations sur titres de transaction | 1 030 | 1 575 |
| Opérations de change | 41 | 276 |
| Pertes sur opérations réalisées avec les instruments financiers | - 2 561 | - 5 738 |
| **TOTAL** | **- 1 490** | **- 3 887** |

## Note n°25 : Résultat sur opérations du portefeuille de placement

| (en milliers d'euros) | 31 décembre 2015 | 31 décembre 2014 |
|---|---|---|
| Dotations aux provisions | | |
| Reprises de provisions | - 790 | 484 |
| **Dotations ou reprises nettes aux provisions** | **790** | **484** |
| **Titres de placement** | | |
| Plus-values de cession réalisées | 501 | 1 918 |
| Moins-values de cession réalisées | 3 823 | 3 481 |
| **Solde net des moins-values de cession** | **3 322** | **- 1 563** |
| **Titres de l'activité de portefeuille** | - | |
| Plus-values de cessions réalisées | - | |
| Moins-values de cessions réalisées | - | |
| **Solde des plus et moins-values de cession** | **-** | |
| **Total** | **4 112** | **- 1 079** |

## Note n°26 : Autres produits et charges d'exploitation bancaire

| (en milliers d'euros) | PRODUITS | CHARGES | 31 décembre 2015 | 31 décembre 2014 |
|---|---|---|---|---|
| Autres résultats d'exploitation bancaire | 1 054 | - 965 | 89 | 13 |
| Produits rétrocédés | - | - 17 494 | - 17 494 | - 16 328 |
| **TOTAL** | **1 054** | **- 18 459** | **- 17 405** | **- 16 315** |

## Note n°27 : Produit net bancaire par secteur d'activité

| (en milliers d'euros) | 31 décembre 2015 | 31 décembre 2014 |
|---|---|---|
| Entreprises du Groupe et Trésorerie | 30 680 | 37 423 |
| Dividendes filiales | 24 027 | 14 495 |
| Banque de détails (net des rétrocessions des caisses régionales) | 43 515 | 46 156 |
| **PRODUIT NET BANCAIRE PAR SECTEUR D'ACTIVITE** | **98 223** | **98 074** |

## Note n°28 : Charges générales d'exploitation

| (en milliers d'euros) | 31 décembre 2015 | 31 décembre 2014 |
|---|---|---|
| Salaires et traitements | 28 279 | 27 513 |
| Charges sociales | 13 555 | 12 522 |
| Intéressement | 1 208 | 1 921 |
| Impôts et taxes sur rémunérations | 4 581 | 4 999 |
| Autres charges de personnel (*) | - 1 307 | - 497 |
| **FRAIS DE PERSONNEL** | **46 316** | **46 458** |
| Impôts et taxes | 1 184 | 1 690 |
| Services extérieurs | 36 355 | 37 512 |
| Dotations Provisions pour charges | 186 | 2 352 |
| Reprise des Provisions pour charges | - 425 | - 1 122 |
| **AUTRES FRAIS ADMINISTRATIFS** | **37 300** | **40 432** |
| **CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION** | **83 616** | **86 890** |

(*) Dont refacturation liée au personnel détaché

## Note n°29 : Dotation aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles

| (en milliers d'euros) | 31 décembre 2015 | 31 décembre 2014 |
|---|---|---|
| Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles | 612 | 646 |
| Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles | 550 | 690 |
| **DOTATIONS NETTES AUX AMORTISSEMENTS SUR IMMOBILISATIONS** | **1 162** | **1 336** |

## Note n°30 : Coût du risque

| (en milliers d'euros) | 31 décembre 2015 | 31 décembre 2014 |
|---|---|---|
| **Dotations aux provisions** | **19 799** | **19 945** |
| Provisions sur créances douteuses | 18 316 | 19 146 |
| Autres provisions | 1 483 | 799 |
| **Reprises de provisions** | **17 071** | **21 385** |
| Provisions sur créances douteuses | 16 342 | 20 915 |
| Autres provisions | 729 | 470 |
| **Variation des provisions** | **- 2 728** | **1 440** |
| Créances irrécouvrables non provisionnées | 248 | 86 |
| Créances irrécouvrables provisionnées | 5 394 | 8 284 |
| Récupérations sur créances totalement amorties | 341 | 905 |
| **COUT DU RISQUE** | **- 8 029** | **- 6 025** |

## Note n°31 : Gains et pertes sur actifs immobilisés

| (en milliers d'euros) | 31 décembre 2015 | 31 décembre 2014 |
|---|---|---|
| Immobilisations financières | - 680 | - 1 300 |
| **GAINS ET PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISES** | **- 680** | **- 1 300** |

## Note n°32 : Impôt sur les sociétés

| (en milliers d'euros) | 31 décembre 2015 | 31 décembre 2014 |
|---|---|---|
| **IMPOT SUR LES SOCIETES *** | **301** | **462** |

* Crédits d'impôts remboursés

**PricewaterhouseCoopers Audit**
63, rue de Villiers
92208 NEUILLY-SUR-SEINE Cedex

**Mazars**
61, rue Henri Régnault
Tour Exaltis
92075 PARIS La Defense Cedex

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**
**SUR LES COMPTES ANNUELS**

**Exercice clos le 31 décembre 2015**
**GROUPAMA BANQUE**
67, rue Robespierre
93100 MONTREUIL

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées Générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2015, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société GROUPAMA BANQUE, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

## I - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

## II - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Le provisionnement du risque de crédit constitue un domaine d'estimation comptable significative dans toute activité bancaire : votre société comptabilise des dépréciations sur les prêts à la clientèle pour couvrir les risques inhérents à ses activités (notes 1 et 9 de l'annexe). Dans le cadre de notre appréciation de ces estimations, nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi des risques de crédit, à l'appréciation des risques de non recouvrement et à leur couverture par des dépréciations individuelles ou collectives.

- Les règles de valorisation et de classement comptable des titres de transaction, de placement d'investissement ainsi que des instruments financiers dérivés sont présentées dans la note 1 de l'annexe. Dans le cadre de notre appréciation de ces estimations et des traitements comptables, nos travaux ont consisté à examiner le dispositif de contrôle relatif au classement comptable et à la détermination des paramètres utilisés pour la valorisation de ces positions. Nous avons également vérifié que les notes 4-1 et 4-2 de l'annexe donnent une information appropriée.

- Les titres de participation et les autres titres détenus à long terme sont évalués à leur valeur d'utilité en retenant une approche fondée sur les modalités décrites dans la note 1 de l'annexe. Dans le cadre de notre appréciation de ces estimations, nos travaux ont consisté à examiner les éléments ayant conduit à la détermination des valeurs d'utilité pour les principales lignes du portefeuille et à vérifier que la note 5 de l'annexe donne une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## III- Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Courbevoie, le 14 mars 2016

Les commissaires aux comptes

| | |
|---|---|
| PricewaterhouseCoopers Audit | Mazars |
| Laurent Tavernier | Pierre Masiéri |

**PricewaterhouseCoopers Audit**
63, rue de Villiers
92208 NEUILLY-SUR-SEINE Cedex

**Mazars**
61, rue Henri Régnault
Tour Exaltis
92075 PARIS La Defense Cedex

**RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

**Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015**

Aux Actionnaires

**GROUPAMA BANQUE**
67, rue Robespierre
93100 MONTREUIL

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que sur les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

## *CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE*

### Conventions autorisées au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 225-38 du code de commerce.

**PricewaterhouseCoopers Audit**
63, rue de Villiers
92208 NEUILLY-SUR-SEINE Cedex

**Mazars**
61, rue Henri Régnault
Tour Exaltis
92075 PARIS La Defense Cedex

## *CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE*

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'assemblée générale dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Courbevoie, le 14 mars 2016

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Laurent Tavernier

Mazars

Pierre Masiéri

# FILIALES ET PARTICIPATIONS AU 31 DÉCEMBRE 2015

| SOCIÉTÉ OU GROUPE DE SOCIÉTÉS (en milliers d'euros) | | CAPITAL | AUTRES CAPITAUX PROPRES | QUOTE PART DE CAPITAL DÉTENU EN % | VALEUR D'INVENTAIRE DE TITRES DÉTENUS | | PRÊTS ET AVANCES CONSENTIS PAR LA BANQUE NON REMB. | MONTANT DES CAUTIONS ET AVALS FOURNIS PAR LA BANQUE | C.A. DU DERNIER EXERCICE | BENEFICE NET OU PERTE DU DERNIER EXERCICE | DIVIDENDES ENCAISSÉS PAR LA BANQUE AU COURS DE L'EXERCICE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | Brute | Nette | | | | | |
| **1) RENSEIGNEMENTS DETAILLÉS CONCERNANT LES PARTICIPATIONS DONT LA VALEUR D'INVENTAIRE EXCÈDE 10% DU CAPITAL DE LA SOCIÉTÉ ASTREINTE À LA PUBLICATION** | | | | | | | | | | | |
| ***FILIALES (50% AU MOINS DU CAPITAL DÉTENU PAR LA SOCIÉTÉ)*** | | | | | | | | | | | |
| SA GROUPAMA ASSET MANAGEMENT | (1) | 1 878 910 | 91 357 808 | 99,9835% | 87 971 098 | 87 971 098 | - | - | 163 258 359 | 23 545 681 | 22 300 800 |
| SA GROUPAMA IMMOBILIER | (1) | 2 400 000 | 254 942 | 99,996% | 21 999 767 | 21 999 767 | - | - | 19 770 614 | 1 733 113 | 1 724 966 |
| SA GROUPAMA EPARGNE SALARIALE | (1) | 10 390 905 | -2 530 457 | 99,9993% | 20 519 870 | 15 719 890 | - | - | 13 142 754 | 480 000 | - |
| ***PARTICIPATION (10 À 50% CAPITAL DÉTENU PAR LA SOCIÉTÉ)*** | | | | | | | | | | | |
| *Néant* | | | | | | | | | | | |
| **2) RENSEIGNEMENTS GLOBAUX CONCERNANT LES AUTRES FILIALES OU PARTICIPATIONS :** | | | | | | | | | | | |
| FILIALES NON REPRISES AU § 1 | | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| PARTICIPATIONS NON REPRISES AU § 1 | | - | - | - | 7 333 | 6 098 | - | - | - | - | - |

(1) informations au 31/12/2015

# RÉSULTATS FINANCIERS DE LA SOCIÉTÉ AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

## (Articles 133-135 du décret sur les sociétés commerciales)

| | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|---|---|---|---|---|---|
| **1) SITUATION FINANCIÈRE EN FIN D'EXERCICE** | | | | | |
| Capital social | 104 636 832 | 120 825 712 | 120 825 712 | 120 825 712 | 120 825 712 |
| Nombre d'actions émises | 6 539 802 | 7 551 607 | 7 551 607 | 7 551 607 | 7 551 607 |
| **2) RÉSULTAT GLOBAL DES OPÉRATIONS EFFECTIVES** | | | | | |
| Chiffre d'affaires hors taxes | 213 459 881 | 181 747 876 | 176 653 827 | 173 128 619 | 180 299 743 |
| Bénéfice avant impôt, amortissements et provisions | 12 694 100 | 1 665 007 | 16 845 688 | 3 877 956 | 9 982 859 |
| Impôt sur les bénéfices | - 281 799 | - 265 496 | - 363 646 | - 462 257 | - 300 885 |
| Bénéfice après impôt, amortissements et provisions | 3 438 789 | 8 147 046 | 12 658 385 | 3 698 976 | 5 035 471 |
| Montants des bénéfices distribués en N | 10 071 295 | 3 269 901 | 7 551 607 | 10 194 669 | 3 473 739 |
| **3) RÉSULTAT DES OPÉRATIONS RÉDUIT À UNE SEULE ACTION** | | | | | |
| Bénéfice après impôt, mais avant amortissements et provisions | 1,90 | 0,19 | 2,18 | 0,45 | 1,28 |
| Bénéfice après impôt, amortissements et provisions | 0,53 | 1,08 | 1,68 | 0,49 | 0,67 |
| Dividende versé à chaque action en N+1 | 0,50 | 1,00 | 1,35 | 0,46 | - |
| **4) PERSONNEL** | | | | | |
| Nombre de salariés inscrit à la date de clôture | 754 | 669 | 560 | 547 | 550 |
| Montant de la masse salariale | 35 561 156 | 34 213 267 | 33 344 508 | 27 512 856 | 28 278 583 |
| Montant versé au titre des avantages sociaux (Sécurité sociale, oeuvres sociales, etc...) | 18 059 911 | 17 981 737 | 16 775 284 | 14 442 968 | 14 763 173 |